



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SEPTEMBRE 2021

N°208

TOME II

SOMMAIRE
RAA SEPTEMBRE 2021
N°208
TOME II

	PAGES
TOME I	
PARTIE I : DELIBERATIONS (<i>Conseil du 28 septembre 2021</i>)	2
TOME II	
PARTIE II : DECISIONS (<i>Conseil du 28 septembre t 2021</i>)	2
PARTIE III : ARRETES REGLEMENTAIRES (mois d'août et septembre)	452
PARTIE IV: ARRETES INDIVIDUELS (mois d'août et septembre)	499

PARTIE II DECISIONS

PARTIE II

Conseil du 29 Septembre 2021 Décisions prises par le Président et non présentées lors du précédent Conseil, conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°	Titre	Pages
MD2021-212	Décision relative à l'agrément de la convention d'accueil au Corum-Palais des Congres-Opéra de la Ville de Montpellier par la SAEML Montpellier Events, délégataire de service public pour Montpellier Méditerranée Métropole	16
D2021-344	Décision relative au marché n°M9D0073EA - Fonçage sous voie SNCF et secteur Combemale à Montpellier - Avenant n°1 - Autorisation de signature	18
MD2021-416	Décision relative à l'avenant n°1 du marché n°2012002960T20.01 - Travaux de requalification de la dernière section de la rue de la Marbrerie et de la rue de la Calade du Parc d'Activité du Salaison - Autorisation de signature	20
MD2021-435	Décision relative à l'opération de travaux programme 2021 - Travaux de réseaux sur la commune de Grabels (Rues du Porche et du Planel)- Demande de subventions auprès d'Hérault Énergies	23
MD2021-480	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M9D0142EP de détection, géo-référencement et cartographie du réseau d'éclairage public - Autorisation de signature	26
MD2021-501	Décision relative à une demande de subventions auprès d'Hérault Energie - Opération de travaux programme 2021 - Travaux sur la commune de Saint Brès - Rue de la Clauzade	28
MD2021-502	Décision relative à une demande de subventions auprès d'Hérault Energies - Opération de travaux programme 2021 - Travaux de réseaux sur la commune de Saint Georges d'Orques - Rue de Clairdouy (phase 1) - Approbation	30
MD2021-511	Convention de mise à disposition de services entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte PRAE Via Domitia Avenant n°1 - Autorisation de signature	33
MD2021-513	Décision relative à un avenant n°1 à l'accord-cadre 4938 Travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement des communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	35
MD2021-515	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M9D0087EA - Renouvellement des réseaux EU et AEP dans le secteur des arènes sur la commune du Crès - Autorisation de signature	38
MD2021-517	Décision relative à un avenant n°1 à l'accord-cadre 4938 - Travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement des communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	41
MD2021-529	Décision relative à un avenant n°1 à l'accord cadre à bons de commande n°M9D0057EA - Travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot n°2, secteur Nord - Autorisation de signature	44

PARTIE II

Conseil du 29 Septembre 2021 Décisions prises par le Président et non présentées lors du précédent Conseil, conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°	Titre	Pages
MD2021-530	Décision relative à un avenant n°1 à l'accord cadre n° M9D0057EA - Travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de Montpellier Méditerranée Métropole-Lot n°4-Secteur Montpellier - Autorisation de signature	46
MD2021-534	Décision relative au marché n°M9D0023 - 3AT d'entretien des espaces verts et de nettoyage des espaces publics - Autorisation de signature	48
MD2021-536	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées HZ n°2a, HZ n°3a et HZ n°241a - Rue des Chasseurs à Montpellier - Propriétés de la Ville de Montpellier - Cité Créative - Zone d'Aménagement Concerté de l'École d'Application d'Infanterie (ZAC EAI) - Réalisation d'une chaufferie biomasse	51
MD2021-539	Décision relative au transfert d'office et valant classement dans le domaine public métropolitain des parcelles cadastrées AS 83 située route de Mende, EZ 176, EZ 178 situées rue des Gabares et IT 63 située boulevard Paul Valéry - Commune de Montpellier	54
MD2021-545	Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux sur les parcelles CE006 et CE034 - Commune de Clapiers - Autorisation de signature	57
MD2021-550	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M9D0072EA - Travaux de renforcement du réseau EU rue G. Auric à Mas Saint Pierre sur la commune de Montpellier - Autorisation de signature	59
MD2021-553	Décision relative à un avenant n°1 à l'accord-cadre 4938 "Travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement des communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole"	61
MD2021-554	Décision relative à un avenant n°1 à l'accord-cadre 4938 "Travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement des communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole "	63
MD2021-555	Avenant n°1 à l'accord-cadre à bons de commande n° M9D0057EA "Travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de la Métropole de Montpellier" - lot 3 secteur Est	65
MD2021-562	Décision relative à l'attribution des lots 2 et 3 du marché G0D0052MG "Achat et livraison de papier"	67
MD2021-565	Décision relative à l'attribution du marché G0D0065EP " Travaux et maintenance de voirie " - Autorisation de signature	70
MD2021-569	Décision relative à l'acquisition à l'amiable d'un immeuble à usage d'entrepôt, appartenant à la SCI MISI - parcelle CA n°2 - Commune de Lattes - Secteur Cambacères	73
MD2021-575	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AN 258 - Rue de l'Aqueduc - Commune de Castries	76

PARTIE II

Conseil du 29 Septembre 2021 Décisions prises par le Président et non présentées lors du précédent Conseil, conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°	Titre	Pages
MD2021-576	Décision relative à la garantie de l'emprunt contractée par ACM HABITAT, Office Public de L'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, pour la construction de 9 logements sociaux - Résidence ' Les Cyprés ', 155 rue Bernard Blier à Montpellier - Convention - Autorisation de signature	79
MD2021-577	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M8D5521EA "Aménagement du lac des Garrigues à Montpellier "	82
MD2021-580	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par ACM HABITAT, Office Public de L'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, pour la construction de 27 logements sociaux - Résidence ' Les Aires ', chemin rural des Aires à Villeneuve-lès-Maguelone - Convention - Autorisation de signature	84
MD2021-581	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par ACM HABITAT, Office Public de L'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, pour la construction de 41 logements sociaux - Résidence ' Ekla ', Avenue du Mondial 98 à Montpellier - Convention - Autorisation de signature	87
MD2021-583	Décision relative à la garantie de l'emprunt contracté par ACM HABITAT, Office Public de L'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, pour la construction de 8 logements sociaux - Résidence ' Apothicaire ', impasse Charcot à Montpellier - Convention - Autorisation de signature	90
MD2021-584	Décision relative à un avenant n°1 au marché subséquent M0D0040AT - Travaux de création du giratoire d'accès au groupe scolaire Maurice Béjart à Juvignac - Autorisation de signature	93
MD2021-585	Décision relative au marché G0D0058TE - Mission d'assistance d'ouvrage pour le contrôle des concessions de distribution d'électricité et de gaz, l'analyse des raccordements et la négociation de contrat de concession de distribution de gaz pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole et du syndicat Hérault Energies	95
MD2021-586	Décision relative à une convention d'occupation temporaire et de travaux sur les parcelles LW 50 - LT 75 - Commune de Montpellier	99
MD2021-588	Décision relative au marché subséquent N°M1D0031AT de travaux d'aménagement de la rue du Stade à Lavérune - Autorisation de signature	101
MD2021-590	Marché M8D5204EP d'équipements de la route - Avenants modifiant le CCAP - Autorisation de signature	104
MD2021-591	Décision autorisant la signature du marché n° M0D0067DC "vérifications réglementaires des installations, bâtiments et équipements de Montpellier Méditerranée Métropole" - lots 1 et 2	107
MD2021-592	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ACM dans la ZAC Extension Eureka à Castelnau-le-Lez	110
MD2021-593	Décision relative à un avenant à la convention d'occupation du domaine passée avec la société QUASARTS - Modification de sa surface au sein du bâtiment MIBI	593

PARTIE II

Conseil du 29 Septembre 2021 Décisions prises par le Président et non présentées lors du précédent Conseil, conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°	Titre	Pages
MD2021-594	Décision relative à un protocole d'accord transactionnel - Epoux BOUSQUET - Autorisation de signature	115
MD2021-597	Décision relative à l'avenant n°1 à l'accord-cadre à bons de commande n° M9D0057EA - Travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot 1 secteur Ouest	117
MD2021-600	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public, à titre payant, concernant l'usage de créneaux piscines	119
MD2021-602	Décision relative à des conventions d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public à titre gratuit, par des associations et clubs sportifs pour l'usage des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole	122
MD2021-607	Décision relative à l'avenant de transfert du marché n°M9B0041EP - RM127E3 - Aménagements paysagers GRABELS de la SAS CMEVE à la SERPE SASU suite à la fusion-absorption	125
MD2021-610	Décision relative à l'agrément de candidature de la société IP CONNECT dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier	127
MD2021-612	Décision relative à une acquisition foncière des parcelles cadastrées BW 347 et 349, situées au lieu-dit ' la Fermaude ' à Saint Jean de Védas, appartenant à GPM AMENAGEMENT	129
MD2021-622	Décision relative à un marché n°M1B0030EA "Maîtrise d'œuvre partielle pour la construction de trois aires de remplissage et de rinçage sécurisées pour pulvérisateurs agricoles"	132
MD2021-623	Décision relative à une convention de prêt de l'exposition intitulée ' Les insectes au secours de la planète ' par l'Institut de Recherche pour le Développement au bénéfice du réseau des médiathèques dans le cadre de sa programmation culturelle	134
MD2021-628	Décision relative aux avenants de transfert des marchés conclus avec la société CMEVE à la société SERPE	136
MD2021-629	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Goupil 3 immatriculé BR-424-MD - Hôtel des ventes de Montpellier	138
MD2021-630	Décision relative à l'agrément de candidature de la société SCCV EUREKA 19C dans la ZAC Extension Eureka à Castelnau-le-Lez	140
MD2021-633	Décision relative à la Coupe du monde de rugby 2023 - Convention camps de base avec le GIP France 2023 - Autorisation de signature	142
MD2021-634	Décision relative aux avenants n°1 et 2 au marché n°M9D0003EP de contrôle extérieur en construction routière - Lots n°1 et 2 - Autorisation de signature	145
MD2021-640	Décision relative à la cotisation 2021 de l'Association des Maires de France et des Présidents d'Intercommunalité et de l'Association des Maires du Département de l'Hérault	148

PARTIE II

Conseil du 29 Septembre 2021 Décisions prises par le Président et non présentées lors du précédent Conseil, conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°	Titre	Pages
MD2021-641	Décision relative à l'autorisation de déposer un permis de démolir - Bâti en ruine déclaré en état d'abandon manifeste cadastré HW 665 - 1 rue Adam de Craponne - Commune de Montpellier	150
MD2021-642	Décision relative au marché n°M1B0051RH d'assistance au recrutement des cadres - Attribution	152
MD2021-644	Décision relative à l'acquisition de sièges de bureau et de collectivité auprès de l'Union Générale des Achats Publics (UGAP)	155
MD2021-645	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AT 522 - Propriété de Madame PEREZ - Impasse des Lilas - Commune de Pérols	157
MD2021-646	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AT 523 - Propriété de Monsieur BOUHRIS DE BOLLIVIER - Impasse des Lilas - Commune de Pérols	159
MD2021-647	Décision relative à la mise à disposition de la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM) de l'immeuble dénommé ' Agropolis Museum ' 951 avenue Agropolis - Commune de Montpellier	162
MD2021-649	Décision relative au dépôt provisoire et gratuit de Madame Flaminia DE MARTINO et de Madame Adine CORNAZ de quatre œuvres de Lynn CHADWICK au musée Fabre	165
MD2021-651	Décision relative au marché n°G0D0083CO - Diffusion de supports de communication	168
MD2021-653	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public par l'association DIGITAL113 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	170
MD2021-654	Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Programme d'actions de protection contre les inondations (PAPI2) Lez-Mosson- Étangs Palavasiens - Aménagement de protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac - Travaux - Demandes d'aides financières	173
MD2021-655	Décision relative à la prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Programme d'actions de protection contre les inondations (PAPI2) Lez-Mosson- Étangs Palavasiens - Protection de Grabels contre les crues du Rieumassel - Travaux - Demandes d'aides financières	176
MD2021-656	Décision relative à la signature d'une convention d'occupation précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et La promenade à cheval du Pont Vert - Terrains à Villeneuve-lès-Maguelone	179
MD2021-657	Décision relative à l'autorisation de passer commande auprès de l'UGAP pour un conseil en organisation - Accompagnement des préfigureurs de pôle	181
MD2021-658	Décision relative au renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Institut des Routes, des Rues et des Infrastructures pour la Mobilité (IDRRIM) pour l'année 2021 - Approbation	183
MD2021-659	Décision relative au marché n°M1D0033DS - Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement du football - Attribution	185

PARTIE II

Conseil du 29 Septembre 2021 Décisions prises par le Président et non présentées lors du précédent Conseil, conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°	Titre	Pages
MD2021-663	Décision relative au mandat d'études préalables de faisabilité pour la réalisation de nouveaux équipements sportifs métropolitains - Constat d'achèvement de la mission - Protocole de reddition des comptes et clôture du mandat	188
MD2021-664	Décision relative au marché N°M1B0040VD "Mission d'assistance au déploiement d'un réseau de composteurs de quartier sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole" - Autorisation de signature	191
MD2021-666	Décision relative à une nouvelle convention de mandat d'études et de travaux pour la mise en valeur et l'embellissement de l'espace urbain "Comédie Esplanade Triangle"	193
MD2021-667	Décision autorisant l'engagement de la tranche optionnelle prévue au mandat d'études et de travaux pour la mise en valeur et l'embellissement de l'ensemble urbain Foch Peyrou Arceaux	196
MD2021-668	Décision relative au marché n°M1B0013EP - Maitrise d'œuvre - Réhabilitation d'un ouvrage d'art et exploitation sous chantier - Pont Garrats / Liberté - Commune de Montpellier - Attribution	199
MD2021-669	Décision relative à l'opération de travaux programme 2021 - Travaux de réseaux sur la commune de Lavérune (Rue du Stade) - Demande de subventions auprès d' Hérault Énergies	201
MD2021-671	Décision relative au marché subséquent n°M1D0032EP - Travaux de création d'un carrefour en té sur la RM112 à Montferrier-sur-Lez - Attribution du marché	204
MD2021-672	Décision relative à une opération de travaux Programme 2021 - Travaux de réseaux sur la Commune de Cournonsec (Rue des Écoles Phase 2) - Demande de subventions auprès d' Hérault Énergies	206
MD2021-673	Décision relative à une opération de travaux Programme 2021 - Travaux de réseaux sur la Commune de Saint-Drézéry (Renforcement Poste Puit de Tourre, Chemin de Courbessac) Demande de subventions auprès d' Hérault Énergies	209
MD2021-674	Décision relative à une opération de travaux Programme 2021 -Travaux de réseaux sur la commune de Saint-Drézéry (Chemin des Grives) - Demande de subventions auprès d' Hérault Énergies	212
MD2021-675	Décision relative au dépôt d'une demande de subvention auprès de la DRAC Occitanie dans le cadre de la DGD volet informatique Bibliothèque Nationale de Référence (BNR)	214
MD2021-676	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public conclue avec la jeune entreprise UNIRIDGE pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI	216
MD2021-677	Décision relative à un avenant à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société PRIMSTAR B.V pour une prorogation de sa convention d'occupation pour trois ans au sein du bâtiment MIBI	218

PARTIE II

Conseil du 29 Septembre 2021 Décisions prises par le Président et non présentées lors du précédent Conseil, conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°	Titre	Pages
MD2021-678	Décision relative à l'avenant n°1 au marché M8B0060VD "Fourniture de conteneurs pour la récupération des huiles minérales et recyclage des anciens conteneurs"	221
MD2021-679	Décision relative à une convention pour un marché en groupement de commande n°G1D0052MG "Achat de carburant et électricité pour véhicules"	223
MD2021-680	Décision relative à l'agrément de candidature de la société LIBOW dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier	226
MD2021-681	Décision relative à un avenant n°1 au marché M0D0002EP "Maintenance et extension du réseau d'eaux pluviales" - Lot 2 "Territoire de Montpellier Méditerranée Métropole hors Montpellier"	228
MD2021-682	Décision relative à la mise en place d'une convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat et la maintenance d'équipements de téléphonie, réseau et sécurité	230
MD2021-684	Décision relative au marché M9D0140EP d'entretien et de maintenance des installations d'éclairage public de la Métropole - Avenants modifiant le CCAP	232
MD2021-685	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AR 254 - Propriété de l'indivision SALVAING - Route métropolitaine n°5 de Pignan à Lavérune - Commune de Pignan	235
MD2021-686	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AR 256 - Propriété de M. ESTEVE - Route métropolitaine n°5 de Pignan à Lavérune - Commune de Pignan	238
MD2021-687	Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire du domaine public au profit de la Ville de Montpellier - Immeuble situé 3 rue Candolle - Parcelle cadastrée BY n°150 - Commune de Montpellier	241
MD2021-689	Décision relative à l'acquisition d'un plateau de bureaux situé au 8ème étage du bâtiment Coupole Sud - parcelles HI n°315, 356 et 359 à Montpellier	244
MD2021-693	Décision d'ester en justice "SCI DU SORIECH - 2103232-1 ET 2103233-1 TA"	247
MD2021-694	Décision d'ester en justice "requête n°2103118-8 TA - Pascal MARCHAND"	249
MD2021-695	Décision d'ester en justice "Syndicat des copropriétaires de la résidence Le Floréa - Tribunal Judiciaire"	251
MD2021-696	Décision relative à une convention de servitude sur les parcelles A 273 - A 639 sur la commune de Saint-Brès	253
MD2021-697	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association "Coordination Nationale des Conseils de Développement" au titre de l'année 2021	255
MD2021-699	Décision relative à une demande de subvention - Étude paysagère du lido de Villeneuve-lès-Maguelone	257
MD2021-700	Décision relative au marché n°M1D0014AT d'aménagement de voirie des chemins des Mendrous et du Sablassou à Castelnau-le-Lez - Attribution du marché	259

PARTIE II

Conseil du 29 Septembre 2021 Décisions prises par le Président et non présentées lors du précédent Conseil, conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°	Titre	Pages
MD2021-701	Décision relative à une convention d'occupation temporaire et de travaux sur la parcelle AL 61 sur la commune de Fabrègues	261
MD2021-702	Décision relative au marché n°M1B0006EP - Réhabilitation d'un ouvrage d'art et exploitation sous chantier - Pont Raymond Chauliac à Montpellier - Avenant n°1 - Avenant de transfert	263
MD2021-704	Décision relative à une autorisation de dépôt de permis de construire sur le Site archéologique Lattara - Musée Henri Prades à Lattes	265
MD2021-706	Décision relative à une convention d'occupation du domaine public pour l'occupation de locaux par la société BIGGER INSIDE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	267
MD2021-708	Décision relative à l'accord-cadre de travaux d'aménagement des bureaux sur le site de l'ancien Hôtel de Ville - Commune de Montpellier	270
MD2021-709	Décision modificative de la Régie de recettes Station de compostage de Grammont	273
MD2021-710	Décision relative à un bail précaire de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Michel NAVARRO - Logement de gardien Domaine de la Pompignane	276
MD2021-711	Décision relative à une acquisition foncière de 1 590m ² route de Mende à Montferrier-sur-Lez appartenant à la SCI Crouzet et la SCI Montferrier Immo dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway	279
MD2021-713	Décision relative à une convention de servitude sur la parcelle AL 61 - Commune de Fabrègues	282
MD2021-714	Décision relative à la clôture de la régie de recette de la médiathèque Federico FELLINI	284
MD2021-715	Décision relative au marché n°M1D0020VD - Traitement des déchets inertes issus des déchèteries de la Métropole de Montpellier - Attribution	286
MD2021-716	Décision relative à un contrat précaire de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et le CHU de Montpellier - site de Montaner - stockage de palettes de masques destinés à la réforme	288
MD2021-717	Décision relative au protocole d'accord transactionnel entre les époux LIGARY, la SMACL et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	290
MD2021-719	Décision relative à l'agrément de candidature de la société FINDWEEK dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier	293
MD2021-720	Décision relative à une convention de mandat d'études confiée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Secteur Pagézy - Commune de Montpellier	295

PARTIE II

Conseil du 29 Septembre 2021 Décisions prises par le Président et non présentées lors du précédent Conseil, conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°	Titre	Pages
MD2021-721	Décision relative à l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à la convention de l'Union Générale des Acheteurs Publics (UGAP) pour la gestion de flotte de véhicules industriels, engins industriels et équipements - Autorisation de signature	298
MD2021-722	Décision relative à une convention d'occupation temporaire et de travaux sur la parcelle LT 75 lieu-dit La Paillade - Commune de Montpellier	301
MD2021-724	Décision d'ester en justice "Fixation judiciaire du prix de la parcelle cadastrée n°CN 20 à Lattes -SCI Du Soriech"	303
MD2021-726	Décision relative au marché subséquent n°M1D0046AT - Travaux de création d'une piste cyclable entre Juvignac et Saint Georges d'Orques - Autorisation de signature	305
MD2021-728	Décision relative à un marché n°G0D0031MG - Acquisition et livraison de fournitures d'environnement de bureau - Attribution	307
MD2021-730	Décision relative au marché n°M0D0080EA - Extension et maintenance du système opérationnel de surveillance et de gestion en temps réel du risque hydrométéorologique, Ville en alerte - Attribution	310
MD2021-731	Décision relative au marché subséquent n°M1D0009DC - Lot n°2 à l'accord-cadre n°M0D0016DC pour le transport des œuvres de l'exposition ' United States of Abstraction - Artistes américains en France 1946-1964 ' au musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	312
MD2021-735	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise de 267 m² environ - Située rue des Troènes - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone	315
MD2021-736	Décision relative à l'acquisition de la parcelle CR 238 - Propriété de la copropriété Audace - Avenue des Platanes - Commune de Lattes	317
MD2021-738	Décision relative à l'avenant n°1 du marché n°M1C0018C0 Achat d'actions de communication dans le cadre de l'émission "Africa, le concert événement" - Autorisation de signature	319
MD2021-742	Décision d'ester en justice "Instance n°21MA02519 CAA de Marseille - Société Orange"	322
MD2021-743	Décision relative au marché n°G8D5215EP - Réfection des tranchées et investigations complémentaires - Avenant n°1 - Autorisation de signature	324
MD2021-744	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société AFFINITIME au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	326
MD2021-745	Décision relative à l'autorisation de demandes de subventions dans le cadre du projet de création d'un Centre de Conservation et d'Etude (CCE) des mobiliers archéologiques	328
MD2021-746	Décision relative au marché n°M9D0117DS - "Réhabilitation et mise aux normes accessibilité du Palais des Sports René Bournol" - Lot n° 1 "V.R.D." - Avenants n° 1 et n° 2	330

PARTIE II

Conseil du 29 Septembre 2021 Décisions prises par le Président et non présentées lors du précédent Conseil, conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°	Titre	Pages
MD2021-748	Décision relative à une acquisition foncière sise au 1581 route de Mende à Montpellier - Syndicat des copropriétaires de la Résidence La RADIEUSE, dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway	333
MD2021-750	Mise a disposition d'un agent de catégorie C de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier	337
MD2021-751	Mise à disposition d'un agent de catégorie A de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier	339
MD2021-752	Mise à disposition d'un agent de catégorie A de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole	341
MD2021-753	Mise à disposition de 3 agents de Catégorie C de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier	343
MD2021-754	Décision relative à l'acquisition à la Commune de Prades-le-Lez d'un terrain issu de la parcelle cadastrée AM 295 contigüe au réservoir d'eau potable de Montauban	345
MD2021-755	Décision relative au marché M9D0003EP de Contrôle extérieur en construction routière - Avenants de prix nouveaux aux lots 1 et 2	348
MD2021-756	Décision relative aux marchés de maîtrise d'œuvre 4716AT17 et 4961AT17 conclus avec l'entreprise SITETUDES - Avenant de transfert	350
MD2021-757	Décision relative à l'adhésion à un groupement de commandes pour un marché d'Achat de Quincaillerie, Visserie et Echelle	352
MD2021-758	Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite ' Petite Lauze ' avec la société SAS GGL Territoires - Commune de Saint Jean de Védas	355
MD2021-759	Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite ' L'Ombrelle ' avec la société ' AMETIS ' sur la Commune de Baillargues	359
MD2021-760	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public métropolitain de la parcelle cadastrée BY n°150, 3 rue de Candolle - Commune de Montpellier	362
MD2021-762	Décision relative au marché N°G1C0007CO - Impression et diffusion du magazine de communication interne, commun à Montpellier Méditerranée Métropole, la ville de Montpellier et son CCAS.	364
MD2021-763	Décision relative à l'attribution du marché de travaux d'aménagement du square situé à proximité du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional (mandat SA3M)	366
MD2021-764	Décision relative au marché n°M0D0089DM - Prestations d'entretien et de maintenance des équipements et des dispositifs de signalisations lumineuse tricolore - Attribution	369

PARTIE II

Conseil du 29 Septembre 2021 Décisions prises par le Président et non présentées lors du précédent Conseil, conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°	Titre	Pages
MD2021-765	Décision relative au marché n°G1C0001MG - Achat de gaz naturel comprimé par carte accréditive pour l'ensemble de la flotte des véhicules fonctionnant au gaz naturel comprimé de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole - Lots 1 et 2 – Attributions	372
MD2021-769	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées AV n°30a et AV n°31a à COURNONTERRAL, lot 14 de la ZAC CANNABE - Réalisation d'une aire de lavage d'engins agricoles	375
MD2021-770	Décision relative à l'agrément de candidature de la société DIGITALOCAL dans l'Hôtel French Tech à Montpellier	378
MD2021-771	Décision relative à l'agrément de candidature de la société DIGITALOCAL dans l'espace numérique collaboratif au rez-de-chaussée de l'Hôtel French Tech	380
MD2021-772	Décision relative à l'agrément de candidature de la société DIASYS TECHNOLOGIES dans l'immeuble CAP GAMMA à Grabels	382
MD2021-773	Décision relative au marché n°8.14D - Contrôles Extérieurs Réseaux dans le cadre du projet de la ligne 5 de tramway - Attribution	384
MD2021-774	Décision relative au marché n°M0C0052DM - Elaboration d'un nouveau plan circulation et stationnement pour la centralité - Attribution	387
MD2021-777	Décision relative à un avenant à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société AVINEON pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI	390
MD2021-779	Décision relative à la consignation suite à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété SCI du SORIECH - Immeuble avec parc - Parcelle CN 20 - Avenue de Boirargues Domaine de Soriech - Commune de Lattes	393
MD2021-782	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société APPLIXIA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	396
MD2021-784	Décision relative à l'attribution du marché Mission OCTA (Organisme Contrôle Technique Agréé) n°8.14C dans le cadre de la ligne 5 de tramway	399
MD2021-785	Décision relative à la prorogation de la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société ECOCLIMASOL	402
MD2021-786	Décision relative à l'agrément de candidature de la SNC INNOVATION FDI/TISSOT dans la ZAC Cambacérès à Montpellier	405
MD2021-787	Décision relative à l'agrément de candidature de la société EDGEHQ - ZAC Euromédecine II à Grabels	407
MD2021-788	Décision relative à l'agrément de candidature de la société EIFFAGE IMMOBILIER OCCITANIE dans la ZAC Eurêka à Castelnau-le-Lez	409
MD2021-789	Décision relative à l'agrément de candidature de la société SMART TALE GAMES dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier	411

PARTIE II

Conseil du 29 Septembre 2021 Décisions prises par le Président et non présentées lors du précédent Conseil, conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°	Titre	Pages
MD2021-792	Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire du domaine public au profit de la société CASTELNAU AVENUE DE L'EUROPE 2020 - Volumes 2 et 3 des parcelles cadastrées section AR n°142, 172 et 173, situées au 1 850 de l'avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez	413
MD2021-796	Décision relative à une demande de subvention auprès de la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt dans le cadre de la Politique Agroécologique et Alimentaire engagée par Montpellier Méditerranée Métropole	416
MD2021-797	Décision relative à l'agrément de candidature de la société SO DIGES dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec	419
MD2021-798	Décision relative à un avenant n°3 au marché G9D0029MG - Prestations de Maintenance préventive et corrective des équipements ascenseurs - Autorisation de signature	421
MD2021-800	Décision relative à une déclaration préalable de travaux sur le Domaine de Viviers à Jacou - Réfection de la toiture	424
MD2021-801	Décision relative au mandat d'études préalables à l'aménagement de la Route de la Mer- Constat d'achèvement de la mission - Clôture du mandat	426
MD2021-810	Décision relative à l'agrément de candidature de la société SCCV YNOV CAMBACERES sur la Zac Cambacérès à Montpellier	429
MD2021-813	Décision relative à l'agrément de candidature des sociétés GROUPE LAZARD - AMETIS - GAIA PROMOTION dans la Zac Cambacérès à Montpellier	431
MD2021-818	Décision relative à un avenant n°2 au marché M0B0090MG - Entretien Tracteurs et Lintrac	433
MD2021-819	Décision relative à un avenant n° 1 au contrat de location concernant la maison d'habitation du 590 rue de la Cavallade à Montpellier	435
MD2021-822	Décision relative à un avenant n°3 à un prêt à usage entre Montpellier Méditerranée Métropole et SA3M - Maison du gardien Domaine de la Pompignane	437
MD2021-831	Décision relative à un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Firelight - Site Hélios à Fabrèges	440
MD2021-832	Décision relative à l'autorisation de passer commande auprès de l'UGAP pour un conseil et un accompagnement au changement dans le cadre d'une évolution de l'organisation du travail liée à la mise en place du temps de travail annuel à 1607 heures - Marché n° M1A2047RH	442
MD2021-840	Décision d'ester en justice "Requête TA 2103718-8 -GUIZARD Monique"	444
MD2021-848	Décision relative à l'agrément de candidature de la société SERVICES YOU dans l'Hôtel French Tech à Montpellier	446

PARTIE II

**Conseil du 29 Septembre 2021
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales**

SOMMAIRE

N°	Titre	Pages
MD2021-849	Décision relative à l'agrément de candidature de la société TENDANCE MENUISERIE dans les Ateliers Relais de Prades-le-lez	448
MD2021-854	Décision d'ester en justice "requête n°21MA02990 CAA - SAS LOTI SUD"	450



Direction du Contrôle de Gestion

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'agrément de la
convention d'accueil au Corum-Palais des
Congres-Opéra de la Ville de Montpellier
par la SAEML Montpellier Events,
déléataire de service public pour
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de la commande publique permettant d'approuver tous les actes pour lesquels il est prévu dans l'exécution des contrats de délégation de service public conclus par la Métropole un accord préalable de cette dernière en tant qu'autorité concédante ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de l'administration générale, la commande publique et la gestion active et optimisée du patrimoine ;
- VU la convention d'accueil au Corum-Palais des Congrès-Opéra de la Ville de Montpellier par la SAEML Montpellier Events, en annexe à la présente décision ;

CONSIDERANT :

- que par la délibération n°M2019-714 en date du 18 décembre 2019 le Conseil de Métropole a approuvée la délégation de service public portant sur les deux équipements d'intérêt métropolitain

que sont le Corum-Palais des Congres-Opéra et le Zénith Sud, par la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale Montpellier Events ;

- que la convention d'accueil au sein de ces deux équipements de la Ville de Montpellier par la SAEML Montpellier Events doit être approuvée selon l'article 30.2 de la convention de délégation de service public ;

DECIDE

Article 1

De donner agrément à la convention susmentionnée.

Article 2

Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principale Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 02 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 02 JUIL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Ville de Montpellier -Montpellier Events

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°M9D0073EA - Fonçage sous voie SNCF
et secteur Combemale à Montpellier -
Avenant n°1 - Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président ;
- VU le code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation à Monsieur René REVOL en matière de « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- VU la décision n°D2019-1199 du 22 janvier 2020 attribuant le marché M9D0073EA Fonçage sous voie SNCF et secteur Combemale à Montpellier au groupement EIFFAGE GENIE CIVIL RESEAUX SNC/ SCAM TP dont le mandataire est l'entreprise EIFFAGE GENIE CIVIL

RESEAUX SNC sise Route de Davron – 78450 CHAVENAY pour un montant de 717 300 € HT et pour une durée de 13,6 semaines ;

CONSIDERANT :

- les travaux supplémentaires rendus nécessaires par des circonstances particulières ;
- l'impact de la crise sanitaire liée à la COVID 19.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°M9D0073EA - Fonçage sous voie SNCF et secteur Combemale à Montpellier - avec le groupement EIFFAGE GENIE CIVIL RESEAUX SNC/ SCAM TP dont le mandataire est l'entreprise EIFFAGE GENIE CIVIL RESEAUX SNC sise Route de Davron – 78450 CHAVENAY, avenant d'un montant de 104 109,54 € HT portant le nouveau montant du marché à 821 409,54 € HT.

ARTICLE 2 : De prolonger les délais d'exécution de 14 semaines soit un nouveau délai global d'exécution de 27,6 semaines, période de préparation comprise.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **+ 1 JUIL. 2021**

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : **- 2 JUIL. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **- 2 JUIL. 2021**

Liste des annexes transmises en préfecture:

- M9D0073EA Avenant 1 signé EIFFAGE + PJ.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'avenant n°1 du
marché n°2012002960T20.01 - Travaux de
requalification de la dernière section de la
rue de la Marbrerie et de la rue de la
Calade du Parc d'Activité du Salaison -
Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- VU la convention de mandat d'études en date du 26 avril 2010 au bénéfice de la SA3M, relative à la requalification de la zone d'activités du Salaison ;

- VU la décision n°MD2020-625 attribuant le marché n° 2012002960T20.01 du marché de requalification de la dernière section de la rue de la Marbrerie et de la rue de la Calade du Parc d'Activité du Salaison à l'entreprise Colas Midi Méditerranée, pour un montant de 664 846,07 euros HT et pour une durée de 6 mois.

CONSIDÉRANT :

- que des travaux complémentaires dans le cadre de l'article R.2194-8 du Code de la commande publique ont été rendus nécessaires, à la suite de la servitude signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et le propriétaire Monsieur POUGET ;
- que des travaux liés à des difficultés survenues dans la réalisation des travaux, dans le cadre de l'article R2194-5 du code de la commande publique suite à la découverte de matériaux non identifiés à l'origine en sous-sol (roches, anciennes rails de chemin de fer, ...) ;
- que le montant de ces travaux complémentaires s'est élevé à 90 001,41 € HT soit un écart de +13,5% du montant initial.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché de requalification de la dernière section de la rue de la Marbrerie et de la rue de la Calade du Parc d'Activité du Salaison à l'entreprise Colas Midi Méditerranée d'un montant de 90 001,41 € HT, portant le nouveau montant du marché à 754 847,48 € HT soit 905 816,98 € TTC.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 6 AOUT 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : - 9 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : - 9 AOUT 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'opération de travaux
programme 2021 - Travaux de réseaux sur
la commune de Grabels (Rues du Porche et
du Planel)- Demande de subventions
auprès d'Hérault Énergies**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès d'organismes publics ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de la « Voirie et de l'Espace Public » ;

CONSIDÉRANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole est autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et, à ce titre, assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distribution de gaz, d'électricité, de chaleur et de froid sur son territoire ;
- que cette compétence est exercée directement ou déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux ;
- que le syndicat mixte Hérault Énergies est autorité concédante des réseaux d'électricité sur le

territoire de 24 communes de la Métropole ;

- qu'au titre de la programmation de travaux 2021, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter le Syndicat Hérault Energies par voie de subvention pour des travaux sur la commune de Grabels (Pôle Piémonts et Garrigues) ;

- que le montant total prévisionnel des travaux de 109 328€ TTC est détaillé comme suit :

- Dont travaux d'électricité : 66 560€ TTC ;
- Dont travaux d'éclairage public : 21 516€ TTC ;
- Dont travaux de télécommunications : 21 252€ TTC ;

- que le financement proposé par Hérault Energies est détaillé comme suit :

- Subventions potentielles Hérault Energies : 22 528 € TTC ;
- TVA sur les travaux récupérée par Hérault Energies : 10 240 € TTC ;
- Montant à charge de la Métropole : 76 560 € TTC.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le projet de travaux à Grabels – Rues du Porche et du Planel pour un montant prévisionnel global de 109 328€ TTC.

ARTICLE 2 : D'accepter le plan de financement proposé par Hérault Energies ;

ARTICLE 3 : De solliciter les financements et subventions les plus élevées possibles de la part d'Hérault Energies.

ARTICLE 4 : De dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire, et ce dans la limite de 20% supplémentaires du montant prévisionnel délibéré.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 JUIN 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 01 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

01 JUIL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché n°M9D0142EP de détection, géo-
référencement et cartographie du réseau
d'éclairage public - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine « Voiries et Espace Public » ;

- VU la décision n°2020-998 attribuant le marché M9D0142EP de détection, géo-référencement et cartographie du réseau d'éclairage public au groupement d'entreprises ODM/Cabinet PAGES, marché conclu sans montants minimum ni maximum pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois ;

CONSIDERANT :

- Qu'afin de faciliter les révisions de prix et le traitement des factures, il est apparu nécessaire en cours d'exécution du marché de modifier l'article 6.2 – Modalités de variation des prix du Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- Que le mois « n » retenu pour le calcul de chaque révision périodique annuelle sera dorénavant le mois du dernier index connu à la date de reconduction du marché ;
- Qu'aucune révision provisoire ne sera effectuée ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché M9D0142EP de détection, géo-référencement et cartographie du réseau d'éclairage public avec le groupement d'entreprises ODM/Cabinet PAGES.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 JUIN 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 01 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avt 1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à une demande de
subventions auprès d'Hérault Energie -
Opération de travaux programme 2021 -
Travaux sur la commune de Saint Brès -
Rue de la Clauzade

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès des organismes publics ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président Délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;

Considérant :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole est autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et, à ce titre, assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distribution de gaz, d'électricité, de chaleur et de froid sur son territoire ;
- Que cette compétence est exercée directement ou déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux ;
- Que le syndicat mixte Hérault Energies est autorité concédante des réseaux d'électricité sur le territoire de 24 communes de la Métropole ;
- Qu'au titre de la programmation de travaux 2021, Montpellier Méditerranée Métropole

- souhaite solliciter le Syndicat Hérault Energies par voie de subvention pour des travaux sur la commune de Saint Brès (Pôle Cadoule et Bérange) ;
- Que le montant total prévisionnel des travaux d'éclairage public est de 26 250,68€ TTC ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le projet de travaux à Saint Brès – Rue de la Clauzade pour un montant prévisionnel global de 26 250,68€ TTC.

ARTICLE 2 : D'accepter le plan de financement proposé par Hérault Energies.

ARTICLE 3 : De solliciter les financements et subventions les plus élevées possibles de la part d'Hérault Energies.

ARTICLE 4 : De dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 5 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne ayant reçu délégation, à signer la convention à venir ainsi que tout document relatif à cette affaire, et ce dans la limite de 20% supplémentaires du montant prévisionnel délibéré.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 30 JUIN 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 01 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 01 JUIL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à une demande de
subventions auprès d'Hérault Energies -
Opération de travaux programme 2021 -
Travaux de réseaux sur la commune de
Saint Georges d'Orques - Rue de
Clairdouy (phase 1) - Approbation

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès d'organismes publics ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine « Voiries et Espace Public » ;

Considérant :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole est autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et, à ce titre, assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de

- distribution de gaz, d'électricité, de chaleur et de froid sur son territoire ;
- Que cette compétence est exercée directement ou déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux ;
 - Que le syndicat mixte Hérault Energies est autorité concédante des réseaux d'électricité sur le territoire de 24 communes de la Métropole ;
 - Qu'au titre de la programmation de travaux 2021, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter le Syndicat Hérault Energies par voie de subvention pour des travaux sur la commune de Saint Georges d'Orques (Pôle Piémonts Garrigues) ;
 - Que le montant total prévisionnel des travaux de 201 932,38€ TTC est décomposé comme suit :
 - Travaux d'électricité : 91 770,92€ TTC ;
 - Travaux d'éclairage public : 66 000,00€ TTC ;
 - Travaux de télécommunications : 44 161,46€ TTC ;
 -
 - Que le plan de financement des travaux de 201 932,38€ TTC est le suivant :
 - Subventions potentielles Hérault Energies : 45 693,18€ ;
 - TVA sur les travaux récupérée par Hérault Energies : 14 339,20€ ;
 - Montant à charge de la Métropole : 141 900,00€ TTC ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le projet de travaux à Saint Georges d'Orques – Rue de Clardouy (phase 1) pour un montant prévisionnel global de 201 932,38€ TTC.

ARTICLE 2 : D'accepter le plan de financement proposé par Hérault Energies.

ARTICLE 3 : De solliciter les financements et subventions les plus élevées possibles de la part d'Hérault Energies.

ARTICLE 4 : De dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 5 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne ayant reçu délégation, à signer la convention à venir ainsi que tout document relatif à cette affaire, et ce dans la limite de 20% supplémentaires du montant prévisionnel délibéré.

Montpellier, le 30 JUIN 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 01 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 01 JUIL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Convention de mise à disposition de
services entre Montpellier Méditerranée
Métropole et le Syndicat Mixte PRAE Via
Domitia
Avenant n°1 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président Délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;

Considérant :

- Que le Syndicat Mixte du PRAE Via Domitia est gestionnaire d'une partie des équipements publics indispensables au bon fonctionnement de la zone d'activité du même nom (Voirie, espaces verts, pluvial et éclairage public) ;
- Que par délibération N°2017-15003, Montpellier Méditerranée Métropole a autorisé la signature d'une convention de mise à disposition de moyens généraux pour la gestion des équipements publics décrits supra ;
- Que Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée à mettre à disposition les moyens et le personnel suffisants pour assurer les prestations nécessaires à l'entretien, l'exploitation et la sécurisation de ce parc ;

- Que suite à l'évaluation de cette prestation de mise à disposition, il en ressort la nécessité d'avenanter la présente convention sur trois points ;
- Qu'à l'usage il n'est pas envisagé de procéder à un transfert de contrat d'alimentation électrique des points de comptage et que la ligne consommation sera donc supprimée des prestations concernées par la convention ;
- Que la compensation financière initiale de 42 000€ TTC est très largement sous-évaluée car la Métropole engage des dépenses bien supérieures et qu'il est décidé de la porter à 60 000€ TTC ;
- Que la formule de réactualisation des prix doit aussi être modifiée car l'ordre des index a été inversé lors de la rédaction de la convention initiale.
- Qu'il est donc nécessaire de corriger ces points par un avenant n°1 à la convention de mise à disposition passée avec le Syndicat Mixte PRAE Via Domitia.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition passée avec le Syndicat Mixte PRAE Via Domitia pour l'entretien, l'exploitation et la sécurisation parc.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne ayant reçu délégation, à signer l'avenant à la convention à venir ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 JUIN 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 01 JUL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 JUL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avt 1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant n°1 à
l'accord-cadre 4938 Travaux de
renouvellement, de renforcement ou
d'extension des réseaux d'eau potable et
d'assainissement des communes du
territoire de Montpellier Méditerranée
Métropole - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation à Monsieur René REVOL en matière de « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- VU la décision n°D2018-254 du 29 mars 2018 autorisant la signature de l'accord-cadre 4938 Travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement des communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole avec le groupement SOGEA/RAMPA dont le mandataire est l'entreprise SOGEA SUD HYDRAULIQUE sise 541 avenue Georges Méliès - Bât M'OTION – CS 40717 - 34000 Montpellier ;

CONSIDERANT :

- La nécessité d'ajouter au Bordereau de Prix Unitaires de l'accord-cadre des références qui seront nécessaires lors de la passation de futurs marchés subséquents ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 à l'accord-cadre 4938 Travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement des communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole avec le groupement SOGEA/RAMPA dont le mandataire est l'entreprise SOGEA SUD HYDRAULIQUE sise 541 avenue Georges Méliès - Bât M'OTION – CS 40717 - 34000 Montpellier, avenant sans incidence financière.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 1 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : - 2 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 2 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 4938 SOGEA-RAMPA projet avenant 1 signé SOGEA +PJ.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un avenant n°1 au
marché n°M9D0087EA - Renouvellement
des réseaux EU et AEP dans le secteur des
arènes sur la commune du Crès -
Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation à Monsieur René REVOL en matière de « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'Eau et de l'Assainissement » ;

- VU la décision n°MD2019-1086 du 28 novembre 2019 attribuant le marché M9D0087EA Renouvellement des réseaux EU et AEP dans le secteur des arènes sur la commune du Crès au groupement SCAM TP/FAURIE dont le mandataire est l'entreprise SCAM TP sise 825 rue de la Cresse Saint Martin – 34660 Cournonsec pour un montant de 542 483,00€ HT et pour une durée de 4,40 mois ;

CONSIDERANT :

- Les prix nouveaux provisoires devant être rendus définitifs par avenant ;
- Les travaux supplémentaires rendus nécessaires par des circonstances particulières ainsi que par la modification du projet en cours d'exécution ;
- Les délais d'exécution nécessaires aux travaux supplémentaires ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n° M9D0087EA Renouvellement des réseaux EU et AEP dans le secteur des arènes sur la commune du Crès avec le groupement SCAM TP/FAURIE dont le mandataire est l'entreprise SCAM TP sise 825 rue de la Cresse Saint Martin – 34660 Cournonsec, avenant d'un montant de 56 925€ HT portant le nouveau montant du marché à 599 408€ HT.

ARTICLE 2 : De prolonger les délais d'exécution de 2 mois faisant passer le délai d'exécution de 4,40 mois à 6,40 mois (soit 6 mois et 12 jours).

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

21 JUIL 2021

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : - 2 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 2 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- M9D0087EA - avenant 1 signé SCAM + PJ.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 à
l'accord-cadre 4938 - Travaux de
renouvellement, de renforcement ou
d'extension des réseaux d'eau potable et
d'assainissement des communes du
territoire de Montpellier Méditerranée
Métropole - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation à Monsieur René REVOL en matière de « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- VU la décision n°D2018-254 du 29 mars 2018 autorisant la signature de l'accord-cadre 4938 Travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement des communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole avec la société SOLATRAG sise Zone Industrielle - 34302 Agde Cedex ;

CONSIDERANT :

- La nécessité d'ajouter au Bordereau de Prix Unitaires de l'accord-cadre des références qui seront nécessaires lors de la passation de futurs marchés subséquents,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 à l'accord-cadre 4938 Travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement des communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole avec la société SOLATRAG sise Zone Industrielle - 34302 AGDE CEDEX, avenant sans incidence financière.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 1 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : - 2 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 2 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 4938 SOLATRAG projet avenant 1 signé SOLATRAG + PJ.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 à
l'accord cadre à bons de commande
n°M9D0057EA - Travaux courants sur les
réseaux d'assainissement des communes de
Montpellier Méditerranée Métropole - Lot
n°2, secteur Nord - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation à Monsieur René REVOL dans le domaine de « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'Eau et de l'Assainissement » ;

- VU la décision n°D2020-032 du 28 février 2020 autorisant la signature de l'accord-cadre à bons de commande n° M9D0057EA Travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de la métropole de Montpellier lot 2 secteur Nord avec le groupement SADE/RAZEL BEC dont le mandataire est l'entreprise SADE sise 820 rue de la Marbrerie - ZI - BP 70033 - 34741 Vendargues Cedex, pour une durée de 1 an reconductible 3 fois et conclu sans minimum ni maximum ;

CONSIDERANT :

- La nécessité d'ajouter au Bordereau de Prix Unitaires de l'accord-cadre à bons de commandes des références qui seront nécessaires lors de la passation de futures commandes ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 à l'accord-cadre à bons de commande n° M9D0057EA Travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de la métropole de Montpellier lot 2 secteur Nord avec le groupement SADE/RAZEL BEC dont le mandataire est l'entreprise SADE sise 820 rue de la Marbrerie - ZI - BP 70033 - 34741 VENDARGUES CEDEX, avenant sans incidence financière.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal et les budgets Annexes de Montpellier Méditerranée Métropole et les subventions éventuelles de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 1 JUL. 2021

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : - 2 JUL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 2 JUL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- M9D0057EA-B projet avenant 1 + annexes.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un avenant n°1 à
l'accord cadre n° M9D0057EA - Travaux
courants sur les réseaux d'assainissement
des communes de Montpellier
Méditerranée Métropole-Lot n°4-Secteur
Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation à Monsieur René REVOL dans le domaine de « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'Eau et de l'Assainissement » ;

- VU la décision n°D2020-032 du 28 février 2020 autorisant la signature de l'accord-cadre à bons de commande n° M9D0057EA Travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de la métropole de Montpellier lot 4 secteur Montpellier avec le groupement SOGEA SUD HUDRAULIQUE/RAMPA/SPIE BATIGNOLLES MALET dont le mandataire est l'entreprise SOGEA SUD HYDRAULIQUE sise 541 avenue Georges Méliès - Bât M'OTION – CS 40717 - 34000 Montpellier, pour une durée de 1 an reconductible 3 fois et conclu sans minimum ni maximum ;

CONSIDERANT :

- La nécessité d'ajouter au Bordereau de Prix Unitaires de l'accord-cadre à bons de commandes des références qui seront nécessaires lors de la passation de futures commandes ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 à l'accord-cadre à bons de commande n°M9D0057EA Travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de la métropole de Montpellier lot 4 secteur Montpellier avec le groupement SOGEA SUD HUDRAULIQUE/RAMPA/SPIE BATIGNOLLES MALET dont le mandataire est l'entreprise SOGEA SUD HYDRAULIQUE sise 541 avenue Georges Méliès - Bât M'OTION – CS 40717 - 34000 Montpellier, avenant sans incidence financière.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal et les budgets Annexes de Montpellier Méditerranée Métropole et les subventions éventuelles de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **- 1 JUL. 2021**

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : **- 2 JUL. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **- 2 JUL. 2021**

Liste des annexes transmises en préfecture:

- M9D0057EA-D projet avenant 1 + annexes.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Marché M9D0023 - 3AT d'entretien des
espaces verts et de nettoyage des espaces
publics - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de prévoir un marché d'entretien des espaces verts et de nettoyage de l'espace public sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L2124-2, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique sous la forme d'un appel d'offres alloti en 5 lots

géographiques avec une partie passée en accord-cadre à bons de commande mono-attributaire sans minimum ni maximum pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois ;

- qu'en application des dispositions de l'article L2113-12 du Code de la Commande Publique, cette consultation est réservée aux entreprises adaptées et/ou aux établissements et services d'aides et/ou aux structures équivalentes ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- ° Prix des prestations – 40%
- ° Valeur technique – 60%

- que la Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 18 mai 2021 a choisi les attributaires suivants présentant des offres économiquement avantageuses:

- Lot 1 Pôle Plaine Ouest : EA Les Ateliers de Maguelone sis Domaine de Maguelone Rue Maguelone – 34250 Palavas Les Flots
- Lot 2 Pôle Piémonts Garrigues : ESAT La Croix Verte sis 519 rue de la Croix Verte – 34090 Montpellier
- Lot 3 Pôle Vallée du Lez : Groupement ESAT L'Envol/EA Etang de l'Or sis 369 avenue Blaise Pascal Parc d'Activités La Garrigue – 34170 Castelnau Le Lez
- Lot 4 Pôle Cadoule et Bérange : ESATAPSH34 - Via Domitia sis 1412 chemin de la Castelle Parc d'Activités Garosud – 34970 Lattes
- Lot 5 Pôle Littoral : EA Les Ateliers de Saporta sis Domaine de Saporta – 34970 Lattes.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché M9D0023-3AT d'entretien des espaces verts et de nettoyage de l'espace public sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole aux entreprises adaptées et ESAT suivants :

- Pour le lot 1 Pôle Plaine Ouest : EA Les Ateliers de Maguelone pour un montant à prix global et forfaitaire annuel de 39 700€ HT et pour un montant sans minimum ni maximum pour les prestations passées selon un accord cadre à bons de commande ;
- Pour le lot 2 Pôle Piémonts Garrigues : ESAT La Croix Verte pour un montant à prix global et forfaitaire annuel de 49 200€ HT et pour un montant sans minimum ni maximum pour les prestations passées selon un accord cadre à bons de commande ;
- Pour le lot 3 Pôle Vallée du Lez : ESAT L'envol/EA Etang de l'Or pour un montant à prix global et forfaitaire annuel de 154 400€ HT et pour un montant sans minimum ni maximum pour les prestations passées selon un accord cadre à bons de commande ;
- Pour le lot 4 Pôle Cadoule et Bérange : ESAT Via Domitia pour un montant à prix global et forfaitaire annuel de 41 000€ HT et pour un montant sans minimum ni maximum pour les prestations passées selon un accord cadre à bons de commande ;
- Pour le lot 5 Pôle Littoral : ESAT Les Ateliers de Saporta pour un montant à prix global et forfaitaire annuel de 198 816€HT.

Les marchés prendront effet à compter de leur notification. Leur durée est d'un an renouvelable trois fois par tacite reconduction.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 22 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles cadastrées HZ n°2a, HZ n°3a et
HZ n°241a - Rue des Chasseurs à
Montpellier - Propriétés de la Ville de
Montpellier - Cité Créative - Zone
d'Aménagement Concerté de l'École
d'Application d'Infanterie (ZAC EAI) -
Réalisation d'une chaufferie biomasse**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en-dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier n°V2021-184 en date du 14 juin 2021 autorisant la cession à Montpellier Méditerranée Métropole des parcelles cadastrées HZ n°2a, HZ n°3a et HZ n°241a, en cours de découpage cadastral et d'une superficie totale d'environ 3 557 m², situées rue des Chasseurs, Cité Créative - ZAC de l'EAI à Montpellier ;

- VU l'estimation du 17 mai 2021 des services de France Domaines fixant la valeur des parcelles concernées au prix de 100 € (cent euros) par m² de terrain, compte tenu des aménagements à effectuer dans le périmètre de la ZAC ;

- VU l'accord entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole fixant la cession au prix de revient, la cession intervenant entre les deux collectivités pour la réalisation d'un équipement public, soit 192 433,70 € nets (cent quatre-vingt-douze mille quatre cent trente-trois euros et soixante-dix centimes nets) correspondant à une valeur de 53,57 €/m² (cinquante-trois euros et cinquante-sept centimes), majorée des frais payés lors de l'acquisition ;

CONSIDERANT :

- la nécessité d'acquérir les parcelles HZ n°2a, HZ n°3a et HZ n°241a, en cours de découpage cadastral et d'une superficie totale d'environ 3 557 m², situées rue des Chasseurs, Cité Créative - ZAC de l'EAI à Montpellier, afin de les mettre à disposition de la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) ou tout tiers substitué et désigné par elle, qui réalisera une chaufferie biomasse en tant que délégataire du contrat de concession de distribution publique d'énergie calorifique, Réseau Montpelliérain de chaleur et de froid, conclu initialement le 31 décembre 1986.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Ville de Montpellier les parcelles cadastrées HZ n°2a, HZ n°3a et HZ n°241a, en cours de découpage cadastral et d'une superficie totale d'environ 3 557 m², situées rue des Chasseurs, Cité Créative - ZAC de l'EAI, à Montpellier.

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu au prix de 192 433,70 € nets vendeur (cent quatre-vingt-douze mille quatre cent trente-trois euros et soixante-dix centimes nets) soit une valeur de 53.57 €/m² (cinquante-trois euros et cinquante-sept centimes) majorée des frais payés lors de l'acquisition et auquel il convient d'ajouter les frais d'acte notarié.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au chapitre 905 du budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser Monsieur Michaël DELAFOSSE ou toute autre personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'acte authentique d'acquisition ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 JUIL. 2021

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



[Signature]

Publiée le : 30 JUIL. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 30 JUIL. 2021
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avis 2021.34172.32605 HZ EAI.pdf
- visuel acquisition HZ 2a 3a 241a Cité créative Chaufferie.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au transfert d'office et
valant classement dans le domaine public
métropolitain des parcelles cadastrées AS
83 située route de Mende, EZ 176, EZ 178
situées rue des Gabares et IT 63 située
boulevard Paul Valéry - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;

- VU le code de la voirie routière, et notamment ses articles L 141-3 et suivants et R 141-4 et suivants ;
- VU le code de l'urbanisme, et notamment les articles L 318-3 et R 318-10 ;
- VU la décision métropolitaine n°D2020-1081 en date du 13 janvier 2021 relative au recours à la procédure de transfert d'office en vue d'intégrer les parcelles cadastrées AS 83 située route de Mende, EZ 176, EZ 178 situées rue des Gabares et IT 63 située boulevard Paul Valéry, dans le domaine public métropolitain – Commune de Montpellier ;
- VU l'arrêté métropolitain n°A2021-0001 en date du 23 février 2021 prescrivant l'ouverture d'enquête publique relative au transfert d'office dans le domaine public métropolitain, des parcelles cadastrées AS 83, EZ 176, EZ 178 et IT 63 – Commune de Montpellier ;
- VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 3 mai inclus au 25 mai 2021 inclus ;
- VU la décision métropolitaine n°D2021-0211 en date du 6 avril 2021 relative à la poursuite de la procédure de transfert d'office dans le domaine public métropolitain, des parcelles cadastrées AS 83 située route de Mende, EZ 176, EZ 178 situées rue des Gabares et IT 63 située boulevard Paul Valéry – Commune de Montpellier ;
- VU le rapport, les conclusions et l'avis favorable du commissaire-enquêteur en date du 8 juin 2021 ;
- **CONSIDERANT** qu'il convient de finaliser ce dossier de transfert d'office ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole décide le transfert d'office dans le domaine public métropolitain, des parcelles cadastrées AS 83 située route de Mende, EZ 176, EZ 178 situées rue des Gabares et IT 63 située boulevard Paul Valéry, sur la commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : Il est rappelé que cette décision portant transfert d'office des parcelles susvisées vaudra classement dans le domaine public métropolitain, que ce classement interviendra sans indemnité et éteindra tous droits réels et personnels sur les parcelles transférées, conformément à l'article L 318-3 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert sera dûment enregistré au fichier de la Conservation des Hypothèques de Montpellier I par acte notarié aux frais de la Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **- 1 JUIL. 2021**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : **- 2 JUIL. 2021**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **- 2 JUIL. 2021**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation temporaire pour travaux sur
les parcelles CE006 et CE034 - Commune
de Clapiers - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine de la « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;

Considérant :

- que la nécessité pour Montpellier Méditerranée Métropole de réaliser le raccordement des réseaux d'eaux usées de la commune de CLAPIERS au nouveau poste de refoulement construit au sud de la Route Départementale RD 65 ;
- que ce raccordement comprend le raccordement du réseau d'eaux usées existant situé en domaine privé ;

- que ce raccordement permettra d'implanter la nouvelle conduite sous le fil d'eau du ruisseau des canaux et de supprimer la conduite actuelle qui passe en travers de ce ruisseau et qui fait obstacle à l'écoulement des eaux de pluie ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire pour travaux sur la parcelle CE034 sise commune de Clapiers avec Madame Gonzalez, représentante de EAM, Le Hameau des Horizons sis 41 plan des Garrigues à CLAPIERS-Etablissement de ADAGES - propriétaire de la parcelle CE006 et titulaire d'une servitude de passage/ occupant/ gestionnaire de la parcelle CE034 sis commune de Clapiers.

La convention est consentie pour une durée de 6 mois, à compter du jour d'occupation des terrains. La présente convention d'occupation temporaire est conclue à titre gratuit.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

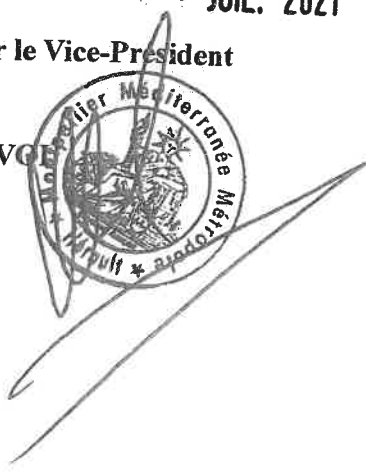
ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention d'occupation temporaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 1 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

René REVG



Publiée le : - 2 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 2 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un avenant n°1 au
marché n°M9D0072EA - Travaux de
renforcement du réseau EU rue G. Auric à
Mas Saint Pierre sur la commune de
Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la Commande Publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation à Monsieur René REVOL dans le domaine de « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- VU la décision n°MD2020-769 du 13 octobre 2020 attribuant le marché n°M9D0072EA Travaux de renforcement du réseau EU rue G. Auric à Mas Saint Pierre sur la commune de Montpellier au groupement SOGEA SUD HYDRAULIQUE/EHTP dont le mandataire est l'entreprise SOGEA

SUD HYDRAULIQUE - 541 avenue Georges Méliès - Bât M'OTION – CS 40717 - 34000
MONTPELLIER pour un montant de 2 062 812,60€ HT et pour une durée de 57 semaines;

CONSIDERANT :

- Les travaux supplémentaires rendus nécessaires par des circonstances particulières;
- La modification des travaux initialement prévus au marché ;
- L'impact de la crise sanitaire liée à la COVID 19;
- La nécessité d'ajouter des références du Bordereau des Prix Unitaires ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n° M9D0072EA Travaux de renforcement du réseau EU rue G. Auric à Mas Saint Pierre sur la commune de Montpellier avec le groupement SOGEA SUD HYDRAULIQUE/EHTP dont le mandataire est l'entreprise SOGEA SUD HYDRAULIQUE - 541 avenue Georges Méliès - Bât M'OTION – CS 40717 - 34000 MONTPELLIER, avenant d'un montant de 229 694,34€ HT portant le nouveau montant du marché à 2 292 506,94€ HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

- 1 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : - 2 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 2 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- M9D0072EA - projet avenant 1.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 à
l'accord-cadre 4938 "Travaux de
renouvellement, de renforcement ou
d'extension des réseaux d'eau potable et
d'assainissement des communes du
territoire de Montpellier Méditerranée
Métropole"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation à Monsieur René REVOL en matière de « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'Eau et de l'Assainissement » ;

- VU la décision n°D2018-254 du 29 mars 2018 autorisant la signature de l'accord-cadre 4938 Travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement des communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole avec le groupement SADE/RAZEL BEC dont le mandataire est l'entreprise SADE sise 820 rue de la Marbrerie - ZI - BP 70033 - 34741 VENDARGUES CEDEX;

CONSIDERANT :

- La nécessité d'ajouter au Bordereau de Prix Unitaires de l'accord-cadre des références qui seront nécessaires lors de la passation de futurs marchés subséquents,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 à l'accord-cadre 4938 Travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement des communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole avec le groupement SADE/RAZEL BEC dont le mandataire est l'entreprise SADE sise à VENDARGUES CEDEX, avenant sans incidence financière.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 1 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : - 2 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 2 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 à
l'accord-cadre 4938 "Travaux de
renouvellement, de renforcement ou
d'extension des réseaux d'eau potable et
d'assainissement des communes du
territoire de Montpellier Méditerranée
Métropole "**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux relatif aux marchés publics,
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté n°MAR2020-0296 portant délégation à Monsieur René REVOL en matière de « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'Eau et de l'Assainissement »;

- VU la décision n°D2018-254 du 29 mars 2018 autorisant la signature de l'accord-cadre 4938 Travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement des communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole avec le groupement EHTP-MALET dont le mandataire est l'entreprise EHTP sise Route de Vauguières - La Mogère - RD 172 - 34130 MAUGUIO ;

CONSIDERANT :

- La nécessité d'ajouter au Bordereau de Prix Unitaires de l'accord-cadre des références qui seront nécessaires lors de la passation de futurs marchés subséquents,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 à l'accord-cadre 4938 Travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement des communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole avec le groupement EHTP-MALET dont le mandataire est l'entreprise EHTP sise à MAUGUIO, avenant sans incidence financière.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

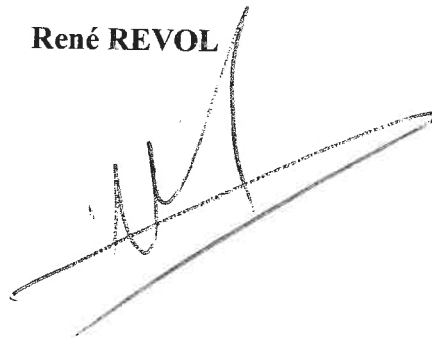
ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **29 JUL. 2021**

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



30 JUL. 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **30 JUL. 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Avenant n°1 à l'accord-cadre à bons de
commande n° M9D0057EA "Travaux
courants sur les réseaux d'assainissement
des communes de la Métropole de
Montpellier" - lot 3 secteur Est**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation à Monsieur René REVOL en matière de « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- VU la décision n°D2020-032 du 28 février 2020 autorisant la signature de l'accord-cadre à bons de commande n° M9D0057EA Travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de la métropole de Montpellier lot 3 secteur Est avec le groupement FAURIE/EHTP dont le mandataire

est l'entreprise FAURIE sise Centre de travaux de Montpellier - Ecoparc 100 rue des Lauriers - 34130 SAINT-AUNES, pour une durée de 1 an reconductible 3 fois et conclu sans minimum ni maximum ;

CONSIDERANT :

La nécessité d'ajouter au Bordereau de Prix Unitaires de l'accord-cadre à bons de commandes des références qui seront nécessaires lors de la passation de futures commandes ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 à l'accord-cadre à bons de commande n° M9D0057EA Travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de la métropole de Montpellier lot 3 secteur Est avec le groupement FAURIE/EHTP dont le mandataire est l'entreprise FAURIE sise à SAINT-AUNES, avenant sans incidence financière.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal et les budgets Annexes de Montpellier Méditerranée Métropole et les subventions éventuelles de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 1 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

René REVON



Publiée le : - 2 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 2 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution des lots 2 et
3 du marché G0D0052MG "Achat et
livraison de papier"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
- VU le Code de la Commande Publique,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et celle approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de « Administration Générale et à la Gestion active et optimisée du Patrimoine »,

Considérant :

- Qu'afin de continuer à rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Baillargues et les Villes de Baillargues, Beaulieu, Grabels, Jacou, Montpellier, Pérols, Pignan, Saint-Brès et Villeneuve-lès-Maguelone ont signé une convention le 15/09/2020 pour un marché en groupement de commandes ayant pour objet l'achat et la livraison de papier ;

- Que Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordinateur du groupement et sa commission d'Appel d'Offres étant celle du groupement, chaque membre du groupement s'assurant de l'exécution du marché pour ce qui le concerne ;

- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique (C.C.P.) sous la forme d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum allotis en 3 lots :

- Lot 1 : Achat et livraison de papier photocopieur et traceur ;

- Lot 2 : Achat de papier photocopie par camion complet

- Lot 3 : Papier d'imprimerie

Cette procédure est passée en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du C.C.P. pour une durée d'un an à compter de la notification, reconductible 3 fois 1 an soit 4 ans maximum au total ;

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

Critères	Pondération
1-Valeur technique appréciée au regard de la qualité des réponses apportées par les candidats dans le cadre du mémoire technique, rédigé au regard du cadre de mémoire technique joint au DCE	40.0
2- Prix au regard du détail quantitatif estimatif	60.0

- Que la Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 18 mai 2021 a classé les offres et choisi,

o Lot 1 – « Achat et livraison de papier photocopieur et traceur » a été déclaré infructueux;

o Lot 2 – « Achat de papier photocopie par camion complet » : société ANTALIS, sise 17, avenue de la Porte des Lilas, 75 935 Paris présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

o Lot 3 – « Achat et livraison de papier d'imprimerie »: société INAPA France, sise 11 rue de la Nacelle, 91 100 Villabé présentant l'offre économiquement avantageuse ;

- Que la société ANTALIS, retenue par la CAO pour le lot 2 « Achat de papier photocopie par camion complet » s'est retirée du marché :

- Qu'il est nécessaire pour l'attribution du lot 2 de retenir l'offre de l'entreprise classée en seconde position par la CAO, soit l'entreprise Groupe MTM, sise 420 boulevard Marius Berliet, 66 000 Perpignan ;

DECIDE :

Article 1 : D'attribuer le lot 2 « Achat de papier photocopie par camion complet » du marché n° G0D0052MG « Achat et livraison de papier » à la société groupe MTM, sise 420 boulevard Marius Berliet, 66 000 Perpignan sur la base d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, ni maximum, pour une durée de 1 an à compter de la notification, reconductible 3 fois 1 an soit 4 ans maximum au total.

Article 2 : D'attribuer le lot 3 « Achat et livraison de papier d'imprimerie » du marché n° G0D0052MG « Achat et livraison de papier » à la société INAPA France, sise 11 rue de la Nacelle, 91 100 Villabé, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, ni maximum, pour une durée de 1 an à compter de la notification, reconductible 3 fois 1 an soit 4 ans maximum au total.

Article 3 : De dire que les dépenses concernant Montpellier Méditerranée Métropole seront imputées tous budgets tous chapitres.

Article 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés visés à l'article 1 et 2 et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 07 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 07 JUIL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'attribution du marché
G0D0065EP " Travaux et maintenance de
voirie "
Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;

Considérant :

- que le marché n°G0D0065EP de travaux et maintenance de voirie a pour objet les travaux nécessaires à l'aménagement, la réfection et l'entretien de la voirie et des espaces publics de Montpellier Méditerranée Métropole répartis en neuf lots géographiques et un lot technique. Les lots 6 à 10 sont passés en groupement de commandes avec la Ville de Montpellier ;

- qu'une procédure d'appel d'offres a été lancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande pour une durée d'un an renouvelable trois fois ;
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Prix – 60%
 - ° Valeur Technique – 40%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 1^{er} juin 2021 a classé les offres et choisi les entreprises suivantes présentant les offres économiquement les plus avantageuses :
 - ° Lot 1 « Pôle Plaine Ouest » - Eiffage Route Grand Sud sise RD613 Lieudit Le Dévès à Saint Jean de Védas ;
 - ° Lot 2 « Pôle Piémonts Garrigues » - Groupement Eurovia Languedoc Roussillon (agence de Juvignac) / Razel Bec sis Route de Lodève à Juvignac ;
 - ° Lot 3 « Pôle Vallée du Lez » - Eurovia Languedoc Roussillon (agence de Baillargues) sise ZA La Biste 82 rue Calvignac à Baillargues ;
 - ° Lot 4 « Pôle Cadoule et Bérange » - Eurovia Languedoc Roussillon (agence de Baillargues) sise ZA La Biste 82 rue Calvignac à Baillargues ;
 - ° Lot 5 « Pôle Littoral » - Groupement Razel Bec / Eurovia Languedoc Roussillon (agence de Juvignac) / TP Sud sis CS 20030 à Saint Jean de Védas ;
 - ° Lot 6 « Pôle Montpellier Quartiers Croix d'Argent, Près d'Arènes et Port Marianne » - SPIE Batignolles Malet sise 18 rue des Cabernets à Mauguio ;
 - ° Lot 7 « Pôle Montpellier Quartiers Centre 1, 3 et 4 » - Razel Bec sise CS 20030 à Saint Jean de Védas ;
 - ° Lot 8 « Pôle Montpellier Quartiers Mosson et Cévennes » - Groupement Guintoli / TPSO / Lautier Moussac / EHTP / Faurie sis RD172 La Mogère à Mauguio ;
 - ° Lot 9 « Pôle Montpellier Quartiers Hôpitaux Facultés et Centre 2 » - Eiffage Route Grand Sud sise RD613 Lieudit Le Dévès à Saint Jean de Védas ;
 - ° Lot 10 « Asphalte coulé » - ASTEN sise ZI Route de Jacou à Castelnaud le Lez.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer les lots du marché G0D0065EP de travaux et maintenance de voirie aux entreprises suivantes :

- ° Lot 1 « Pôle Plaine Ouest » - Eiffage (agence de Saint-Jean-de-Védas) sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un minimum annuel de 500 000 € HT et un maximum de 3 000 000 € HT ;
- ° Lot 2 « Pôle Piémonts Garrigues » - Groupement Eurovia Languedoc Roussillon (agence de Juvignac) / Razel Bec sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un minimum annuel de 400 000 € HT et un maximum de 2 000 000 € HT ;
- ° Lot 3 « Pôle Vallée du Lez » - Eurovia Languedoc Roussillon (agence de Baillargues) sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un minimum annuel de 500 000 € HT et un maximum de 8 800 000 € HT ;
- ° Lot 4 « Pôle Cadoule et Bérange » - Eurovia Languedoc Roussillon (agence de Baillargues) sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un minimum annuel de 500 000 € HT et un maximum de 2 200 000 € HT ;
- ° Lot 5 « Pôle Littoral » - Groupement Razel Bec / Eurovia Languedoc Roussillon (agence de Juvignac) / TP Sud sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un minimum annuel de 500 000 € HT et 2 800 000 € HT ;
- ° Lot 6 « Pôle Montpellier Quartiers Croix d'Argent, Près d'Arènes et Port Marianne » - SPIE Batignolles Malet sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un minimum annuel de 600 000 € HT et un maximum de 2 500 000 € HT ;
- ° Lot 7 « Pôle Montpellier Quartiers Centre 1, 3 et 4 » - Razel Bec sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un minimum annuel de 700 000 € HT et un maximum annuel de 3 000 000 € HT ;

- ° Lot 8 « Pôle Montpellier Quartiers Mosson et Cévennes » - Groupement Guintoli / TPSO / Lautier Moussac / EHTP / Faurie sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un minimum annuel de 600 000 € HT et un maximum annuel de 2 500 000 € HT;
- ° Lot 9 « Pôle Montpellier Quartiers Hôpitaux Facultés et Centre 2 » - Eiffage (agence de Saint-Jean-de-Védas) sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un minimum annuel de 600 000 € HT et un maximum annuel de 2 500 000 € HT;
- ° Lot 10 « Asphalte coulé » - ASTEN sur la base d'un accord-cadre à bons de commande avec un minimum annuel de 150 000 € HT et un maximum annuel de 600 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an renouvelable trois fois un an, soit une durée maximale, toutes périodes confondues de 4 ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur les budgets (principal et annexe) 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 07 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition à l'amiable
d'un immeuble à usage d'entrepôt,
appartenant à la SCI MISI - parcelle CA
n°2 - Commune de Lattes - Secteur
Cambacérès

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'avis des services du pôle d'évaluation domaniale en date du 17 février 2021 ;

- VU la promesse de vente consentie le 27 mai 2021 par Monsieur Marc FAUQUIER en sa qualité de gérant de la S.C.I. MISI, pour la cession à Montpellier Méditerranée Métropole de la parcelle cadastrée section CA n°2, lui appartenant, sise commune de Lattes, pour une surface totale vendue de 2 829 m² environ, consistant en un terrain à usage d'entrepôt avec construction édifiée à usage de hangar moyennant le prix de 800 000 € ;

-**CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ainsi que la gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

- **CONSIDERANT** que cette parcelle située en zone AUI0 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lattes correspond à une zone à urbaniser spécifique dévolue aux activités économiques, pouvant faire l'objet d'une ouverture à l'urbanisation à moyen terme, sous forme d'opération d'ensemble dont le projet est défini à l'échelle de chaque secteur, et après réalisation des équipements nécessaires à leur desserte ;

- **CONSIDERANT** que cette parcelle est comprise dans le périmètre de la concession CAMBACERES et s'inscrira potentiellement dans une Zone d'Aménagement Concerté à créer à terme sur ce secteur en particulier, afin d'envisager un aménagement global de la zone et plus spécifiquement, permettre au Nègue Cats de retrouver une zone d'expansion des crues conforme aux objectifs du schéma directeur hydraulique de ce cours d'eau ;

- **CONSIDERANT** qu'il est prévu à ce jour dans la concession la réalisation notamment d'un bassin d'écêtement en aval du Nègue Cats ;

- **CONSIDERANT** l'opportunité d'acquérir la parcelle cadastrée CA n°2, sise Commune de Lattes,

DECIDE :

ARTICLE 1: Montpellier Méditerranée Métropole acquiert de la S.C.I. MISI, la parcelle cadastrée section CA n°2, sise commune de Lattes lui appartenant, d'une superficie cadastrale 2 829 m² en nature de terrain à usage d'entrepôt avec construction édifiée à usage de hangar.

ARTICLE 2: L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 800 000 € (HUIT CENT MILLE Euros), les frais d'actes restant à la charge de la Métropole.

ARTICLE 3: Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4: Monsieur le Président, ou toute autre personne ayant reçu délégation, est autorisée à signer l'acte d'acquisition des parcelles visées à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **30 JUIL. 2021**

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE



Publiée le : **30 JUIL. 2021**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **30 JUIL. 2021**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AN 258 - Rue de l'Aqueduc -
Commune de Castries

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière » ;
- VU la décision n°MD2020-1064 du 9 décembre 2020, entérinant l'acquisition de la parcelle B 2258 d'une superficie de 83 m² ;

- VU l'accord de Monsieur Nicolas MIRAS pour céder à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle B 2258 d'une superficie de 83 m² ;

CONSIDERANT :

- que la commune de Castries a fait l'objet d'un remaniement cadastral, et que de ce fait, la parcelle B 2258 est aujourd'hui cadastrée AN 258 pour une superficie de 64 m² ;
- la nécessité d'acquérir cette emprise de 64 m² impactée par l'emplacement réservé n° 19 pour élargissement à 10 m de la rue de l'Aqueduc, afin de l'aménager et de l'intégrer au domaine public de la Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision MD 2020-1064 du 9 décembre 2020 est annulée.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur Nicolas MIRAS la parcelle AN 258 d'une superficie de 64 m², située rue de l'Aqueduc sur la commune de Castries, afin de permettre l'élargissement de la voie et l'intégration dans le domaine public de la Métropole.

ARTICLE 3 : La transaction est consentie au prix de 50 € / m² soit un total de 3200 euros. L'acquéreur prend à sa charge la réfection de la clôture et le déplacement des compteurs.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 JUIL. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 02 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 02 JUIL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contractée par ACM HABITAT, Office
Public de L'Habitat de Montpellier
Méditerranée Métropole, pour la
construction de 9 logements sociaux -
Résidence ' Les Cyprès ', 155 rue Bernard
Blier à Montpellier - Convention -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI dans le domaine de « l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil,
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

- VU le contrat de prêt n°121717 en annexe signé entre ACM HABITAT, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

CONSIDÉRANT :

- que ACM HABITAT, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 9 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Les Cyprès », 155 rue Bernard Blier à Montpellier. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Les nouveaux Constructeurs comprend 6 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture SERRADO à Montpellier ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du prêt d'un montant total de 1 222 209 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°121717 joint en annexe ;

- que l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson-Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'Emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par semestre, des objectifs de relogement ANRU fixés ;

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 1 222 209 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°121717, constitué de 3 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 4. 08. 2021

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJRI



Publiée le : 5 08.2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 5. 08. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- contrat de prêt n°121717
- convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché n°M8D5521EA "Aménagement du
lac des Garrigues à Montpellier "**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation à Madame Véronique NEGRET en matière de « Littoral, de prévention des risques majeurs et GEMAPI »;
- VU la décision n°MD2019-530 du 5 juin 2019 attribuant le marché n°M8D5521EA Aménagement du lac des Garrigues à Montpellier à la société BUESA sise 6 rue René Gomez – CS 20684 – 34535 BEZIERS CEDEX pour un montant de 1 119 750,50€ HT et pour une durée de 9 mois;

CONSIDERANT :

- Les travaux supplémentaires rendus nécessaires par des circonstances particulières;
- La nécessité d'ajouter des références du Bordereau des Prix Unitaires ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°M8D5521EA Aménagement du lac des Garrigues à Montpellier avec la société BUESA sise à BEZIERS. Le montant de l'avenant est de 148 842,96€ HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 1.07.2021.

Madame la Vice-Présidente

Véronique NEGRET



Publiée le : - 2 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 2 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contracté par ACM HABITAT, Office
Public de L'Habitat de Montpellier
Méditerranée Métropole, pour la
construction de 27 logements sociaux -
Résidence ' Les Aires ', chemin rural des
Aires à Villeneuve-lès-Maguelone -
Convention - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération n°M2021-194 du 29 mars 2021 établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI dans le domaine de « l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

- VU le contrat de prêt n°121970 en annexe signé entre ACM HABITAT, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

CONSIDÉRANT :

- que ACM HABITAT, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise une opération de construction neuve de 27 logements locatifs sociaux, résidence « Les Aires », Chemin rural des Aires à Villeneuve-lès-Maguelone. Le programme comprend 18 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 9 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpellierain KUBIK ;
- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du prêt d'un montant total de 3 056 341 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°121970 joint en annexe ;
- que l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'Emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par semestre, des objectifs de relogement ANRU fixés ;
- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 3 056 341 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°121970, constitué de 3 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 4 - 08 - 2021

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJ



Publiée le : 5 - 08 - 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 5 - 08 - 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- contrat de prêt n° 121970
- convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contracté par ACM HABITAT, Office
Public de l'Habitat de Montpellier
Méditerranée Métropole, pour la
construction de 41 logements sociaux -
Résidence ' Ekla ', Avenue du Mondial 98 à
Montpellier - Convention - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération n°M2021-194 du 29 mars 2021 établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI dans le domaine de « l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil ;
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

- VU le contrat de prêt n°121735 en annexe signé entre ACM HABITAT, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

CONSIDÉRANT :

- que ACM HABITAT, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 41 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Ekla », avenue du Mondial 98 à Montpellier. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Bouygues Immobilier comprend 27 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 14 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet EXO 7 à Montpellier ;

- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du prêt d'un montant total de 6 093 290 €, souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°121735 joint en annexe ;

- que l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par semestre, des objectifs de relogement ANRU fixés ;

- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100% pour le remboursement du prêt d'un montant total de 6 093 290 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°121735, constitué de 3 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

ARTICLE 5 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 4.08.2021

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS MEJNE



Publiée le : 5.08.2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 5.08.2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- contrat de Prêt n°121735
- convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la garantie de l'emprunt
contracté par ACM HABITAT, Office
Public de L'Habitat de Montpellier
Méditerranée Métropole, pour la
construction de 8 logements sociaux -
Résidence ' Apothicaire ', impasse Charcot
à Montpellier - Convention - Autorisation
de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération n°M2021-194 du 29 mars 2021 établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle relative aux garanties d'emprunts ou leur cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Claudine VASSAS-MEJRI à l'Habitat, au « Logement et aux Parcours résidentiels » ;
- VU les articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et l'article 2298 du Code civil,
- VU le règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 ;

- VU le contrat de prêt n°121693 en annexe signé entre ACM HABITAT, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations.

CONSIDÉRANT :

- que ACM HABITAT, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 8 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Apothicaire », impasse Charcot à Montpellier. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Angelotti comprend 5 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Caremoli-Miramond à Montpellier ;
- que l'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le remboursement du prêt d'un montant total de 1 187 848 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°121693 joint en annexe ;
- que l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'Emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par semestre, des objectifs de relogement ANRU fixés ;
- que l'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

DÉCIDE

ARTICLE 1 : d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 100% pour le remboursement du prêt d'un montant total de 1 187 848 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°121693, constitué de 3 lignes de prêt. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente décision.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Le Président s'engage à informer, sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente décision.

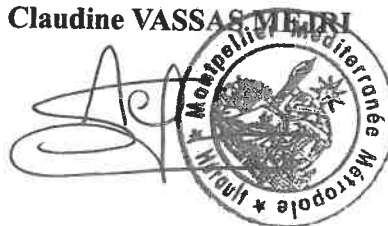
ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 4.08.2021

Madame la Vice-Présidente

Claudine VASSAS-METRI



Publiée le : 5.08.2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 5.08.2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- contrat de prêt n° 121693
- convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché subséquent MOD0040AT - Travaux
de création du giratoire d'accès au groupe
scolaire Maurice Béjart à Juvignac -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans les domaines des Voiries et de l'Espace Public ;

- VU la décision n°MD2020-805 attribuant le marché subséquent M0D0040AT à l'entreprise Eurovia Languedoc Roussillon, conclu pour un montant de 332 951,00 € HT et pour une durée de 5 mois à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux, période de préparation de 1 mois comprise.

CONSIDERANT :

- Qu'à la demande du maître d'ouvrage, des prestations supplémentaires ont été nécessaires pour mener à bien les travaux et une prolongation de la durée du marché jusqu'au 30.06.2021 ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°M0D0040AT avec l'entreprise Eurovia Languedoc Roussillon, pour un montant en plus-value de 25 022,16 € HT, soit une augmentation de 7,515 % du marché initial, et une prolongation de la durée du marché jusqu'au 30.06.2021.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

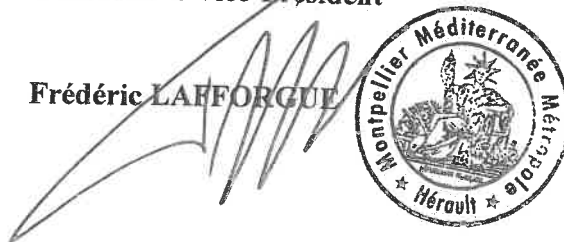
ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 JUIN 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 01 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 01 JUIL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet d'avenant

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Transition Energétique et Ecologique
Pôle Énergie**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché G0D0058TE -
Mission d'assistance d'ouvrage pour le
contrôle des concessions de distribution
d'électricité et de gaz, l'analyse des
raccordements et la négociation de contrat
de concession de distribution de gaz pour
le compte de Montpellier Méditerranée
Métropole et du syndicat Hérault Energies**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans le domaine de « Transition écologique et solidaire, Biodiversité, Énergie, Agroécologie et alimentation » ;

Considérant :

- que l'autorité organisatrice de la distribution de l'énergie (AODE) a l'obligation stricte de contrôler la bonne exécution des contrats par les concessionnaires de distribution publique d'électricité et par le concessionnaire de distribution publique de gaz ;
- qu'un groupement de commande a été constitué avec le Syndicat Hérault Energies afin de permettre la réalisation de procédures de mises en concurrence conduisant à l'attribution de marchés d'assistance à maîtrise d'ouvrages pour le contrôle de concession et l'analyse de raccordements ;
- que plusieurs contrats de concession de distribution publique de gaz arrivent à échéance en 2022, il y a lieu de procéder à la négociation d'un nouveau contrat sur le périmètre de la Métropole ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché alloté en trois lots ;
- que la procédure du lot 1 concerne un accord-cadre mono-attributaire pour une durée de 12 mois reconductible 3 fois 1 an ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot 1 étaient les suivants :
 - ° Valeur Technique, 60 %
 - ° Prix des prestations, 40%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 1^{er} juin 2021 a classé les offres du lot 1 et choisi l'entreprise Naldeo Stratégies Publiques, sise 55 rue de la Villette 69003 Lyon, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- que la procédure du lot 2 concerne un accord-cadre mono-attributaire pour une durée de 12 mois reconductible 3 fois 1 an ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot 2 étaient les suivants :
 - ° Valeur Technique, 60 %
 - ° Prix des prestations, 40%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 1^{er} juin 2021 a classé l'offre du lot 2 et choisi l'entreprise SARL Le Caloch Consultant, sise 99 A rue de Lille 59420 Mouvaux en groupement avec Qualiconsult Exploitation, sise 1 bis, rue du Petit Clamart – Bât E 78941 Velizy Cedex, présentant une offre économiquement avantageuse ;
- que la procédure du lot 3 concerne un marché ordinaire mono-attributaire pour une durée de 30 mois reconductible ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres du lot 3 étaient les suivants :
 - ° Valeur Technique, 60 %
 - ° Prix des prestations, 40%
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 1^{er} juin 2021 a classé les offres du lot 3 et choisi l'entreprise Naldeo Stratégies Publiques, sise 55 rue de la Villette 69003 Lyon, en groupement avec le Cabinet Ravetto Associés, sise 6 square de l'Opéra Louis Juvet 75009 Paris présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le contrôle des concessions de distribution d'électricité et de gaz, l'analyse des raccordements et la négociation de contrats de concession de distribution de gaz pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Hérault Energies Lot 1 Contrôle des concessions de distribution d'électricité et de gaz et l'analyse des raccordements « sus dossiers » à l'entreprise Naldeo Stratégies Publiques, pour un montant sans minimum et sans maximum suivant l'application des prix du bordereau des prix unitaires.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 mois reconductible 3 fois 1 an.

ARTICLE 2 : d'attribuer le marché Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le contrôle des concessions de distribution d'électricité et de gaz, l'analyse des raccordements et la négociation de contrats de concession de distribution de gaz pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Hérault Energies Lot 2 Contrôle des concessions de distribution d'électricité « terrain » à l'entreprise SARL Le Caloch Consultant, en groupement avec Qualiconsult Exploitation, pour un montant sans minimum et sans maximum suivant l'application des prix du bordereau des prix unitaires.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 mois reconductible 3 fois 1 an.

ARTICLE 3 : d'attribuer le marché Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le contrôle des concessions de distribution d'électricité et de gaz, l'analyse des raccordements et la négociation de contrats de concession de distribution de gaz pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Hérault Energies Lot 3 mission d'assistance pour la négociation de contrats de concession de distribution publique de gaz à l'entreprise Naldeo Stratégies Publiques en groupement avec le Cabinet Ravetto Associés, pour un montant de 59 900,00 € HT et par application des prix du bordereau des prix unitaires pour les prestations complémentaires qui font l'objet d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 40 000 €HT sur sa durée totale.

Le marché prend effet à compter du premier ordre de service. Sa durée est de 30 mois.

ARTICLE 4 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2021, 2022, 2023 et 2024 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 JUL. 2021

Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD



Publiée le : 12 JUL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 JUL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention
d'occupation temporaire et de travaux sur
les parcelles LW 50 - LT 75 - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;

Considérant :

- que la Direction de l'Eau et l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole doit assurer le renouvellement du réseau d'assainissement sur les secteurs Gloriette et Lac des Garrigues et poser des réseaux d'Eaux Usées sur des parcelles privées de la Ville de MONTPELLIER cadastrée LW 50 d'une surface de 3100m², d'une longueur traversée de 310 ml et de la parcelle LT 50 d'une surface de 5900m², d'une longueur traversée de 590 ml ;

Considérant :

- que les négociations amiables menées avec le propriétaire ont conduit à la constitution de servitudes de passage sur les parcelles privées traversées par ladite canalisation ; une convention de servitude est signée concomitamment aux présentes ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire et de travaux sur les parcelles LW 50 – LT 75 lieu-dit La Paillade - sur la commune de Montpellier est consentie entre la ville de Montpellier et MONTPELLIER MEDITERRANEE MÉTROPOLÉ.

La présente convention est établie pour une durée d'occupation temporaire de 18 mois à compter de l'obtention de l'autorisation de travaux.

La présente convention d'occupation temporaire est conclue à titre gratuit.

ARTICLE 2 : De dire que Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée de bénéficier d'une occupation temporaire sur les parcelles LW 50 – LT 75 lieu-dit La Paillade - sur la commune de MONTPELLIER.

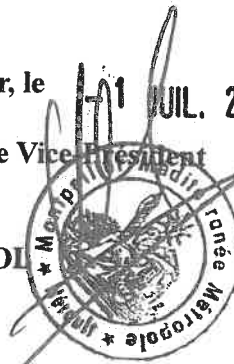
ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention d'occupation temporaire visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 1-01 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : - 2 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 2 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché subséquent
N°M1D0031AT de travaux d'aménagement
de la rue du Stade à Lavérune -
Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine des Voiries et de l'Espace Public ;

- VU la décision n°2018-366 relative à l'attribution de l'Accord-Cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018 ;

CONSIDERANT :

- que des travaux d'aménagement de voirie sont nécessaires pour aménager la rue du Stade à Lavérune ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret N°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre N°5023AT17 – lot 1 « secteur Ouest » sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 5 mois (période de préparation de 30 jours comprise) ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Prix des prestations – 40%
 - ° Valeur technique – 60%
- qu'après analyse, la Société Eiffage Route Méditerranée sise à Saint Jean de Védas (34433) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché subséquent n°M1D0031AT relatif aux travaux d'aménagement de la rue du Stade à Lavérune à l'entreprise Eiffage Route Méditerranée, pour la solution de base d'un montant estimatif de 220 623,81 € HT ;

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est de 5 mois, période de préparation de 30 jours comprise ;

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole ;

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 JUIN 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 01 JUIL. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 01 JUIL. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Marché M8D5204EP d'équipements de la
route - Avenants modifiant le CCAP
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine « Voirie et espace public » ;
- VU la décision n°2019-513 autorisant la signature des lots 1 à 8 du marché n°M8D5204EP d'Equipements de la route avec les entreprises suivantes :
Lot 1 Signalisation horizontale du réseau structurant de la Métropole – AXIMUM
Lot 2 Signalisation horizontale du Pôle Territorial de Montpellier – AXIMUM

- Lot 3 Signalisation horizontale des pôles Vallée du Lez et Cadoule et Bérange – AXIMUM
- Lot 4 Signalisation horizontale des pôles Littoral, Piémonts Garrigues et Plaine Ouest – AXIMUM
- Lot 5 Signalisation verticale du réseau structurant de la Métropole – SO SIGNALISATION
- Lot 6 Signalisation verticale du Pôle Territorial de Montpellier – Groupement LACROIX SIGNALISATION/DELTA TP
- Lot 7 Signalisation verticale des Pôles Littoral, Piémonts Garrigues, Plaine Ouest, Vallée du Lez et Cadoule et Bérange – Groupement LACROIX SIGNALISATION/DELTA TP
- Lot 8 Dispositifs de retenue routiers – AXIMUM ;

CONSIDERANT :

- Que dans un souci de simplification administrative dans l'exécution financière du marché, il convient de modifier l'article 3.2 « modalités de variation des prix » du CCAP.
- Que désormais le mois « n » retenu pour chaque révision sera le mois du dernier index connu au moment de la nouvelle période d'application de la formule et qu'aucune variation provisoire ne sera effectuée ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature des avenants au marché n°M8D5204EP d'Equipements de la route avec les entreprises suivantes :

- Lot 1 Signalisation horizontale du réseau structurant de la Métropole – AXIMUM
- Lot 2 Signalisation horizontale du Pôle Territorial de Montpellier – AXIMUM
- Lot 3 Signalisation horizontale des pôles Vallée du Lez et Cadoule et Bérange – AXIMUM
- Lot 4 Signalisation horizontale des pôles Littoral, Piémonts Garrigues et Plaine Ouest – AXIMUM
- Lot 5 Signalisation verticale du réseau structurant de la Métropole – SO SIGNALISATION
- Lot 6 Signalisation verticale du Pôle Territorial de Montpellier – Groupement LACROIX SIGNALISATION/DELTA TP
- Lot 7 Signalisation verticale des Pôles Littoral, Piémonts Garrigues, Plaine Ouest, Vallée du Lez, Cadoule et Bérange – Groupement LACROIX SIGNALISATION/DELTA TP
- Lot 8 Dispositifs de retenue routiers – AXIMUM

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 JUIN 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 01 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 01 JUIL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVT lot 1
- AVT lot 2
- AVT lot 3
- AVT lot 4
- AVT lot 5
- AVT lot 6
- AVT lot 7
- AVT lot 8

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision autorisant la signature du marché
n° MOD0067DC "vérifications
réglementaires des installations, bâtiments
et équipements de Montpellier
Méditerranée Métropole" - lots 1 et 2**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture » ;

Considérant :

- que les services de Montpellier Méditerranée Métropole doivent faire appel à des bureaux de contrôles pour assurer toutes les vérifications réglementaires obligatoires dans les bâtiments, installations ou équipements métropolitains recevant des agents et / ou du public;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à prix mixtes pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;
 - que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° - prix : 40 %
 - ° - valeur technique : 60 %
 - que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 1^{er} juin 2021 a classé les offres et choisi :
 - lot 1 : le groupement SOCOTEC EQUIPEMENTS (mandataire) SOCOTEC ENVIRONNEMENT et SOCOTEC DIAGNOSTIC, – agence de l'Hérault – 1140 avenue A. Einstein - Montpellier
 - lot 2 : l'entreprise DEKRA – rue L. Lépine - Montpellier
- présentant les offres économiquement les plus avantageuses ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°M0D0067DC de vérifications réglementaires des installations, bâtiments et équipements de Montpellier Méditerranée Métropole à :

- Lot 1 : Groupement SOCOTEC EQUIPEMENTS (mandataire) SOCOTEC ENVIRONNEMENT et SOCOTEC DIAGNOSTIC, pour un montant sur la durée complète du marché de 88.800 € HT pour la partie forfaitaire et sans minimum ni maximum pour la partie à bons de commande.
- Lot 2 : l'entreprise DEKRA, pour un montant sur la durée complète du marché de 53.908 € HT pour la partie forfaitaire et sans minimum ni maximum pour la partie à bons de commande.

Les deux lots du marché prennent effet à compter du 01/07/2021 ou de la notification si celle-ci est postérieure. La durée est de 1 an reconductible 3 fois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

1/7/21

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSE



Publiée le : - 2 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 2 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Est & Nord**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société ACM dans la
ZAC Extension Eureka à Castelnau-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle, d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines « Aménagement durable du territoire, Urbanisme et Maîtrise foncière » ;

CONSIDERANT le traité de concession d'aménagement « Parc d'activités Eureka » signé avec la Société d'Equipement de la Région Montpellieraine (SERM) le 26 février 1999,

CONSIDERANT la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpellieraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Extension Eureka à Castelnau-le-lez : la société ACM (Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole) est candidate à l'acquisition, auprès de la SERM, du lot 12A

de 2 798 m² pour la réalisation d'un programme immobilier de 68 Logements sociaux. La surface de plancher maximale est de 5000 m² de surface de plancher.

DECIDE

ARTICLE 1 : La candidature de la société ACM ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 08 JUL. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 12 JUL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 JUL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant à la
convention d'occupation du domaine
passée avec la société QUASARTS -
Modification de sa surface au sein du
bâtiment MIBI**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-483 du 17 décembre 2020 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2021 au sein du bâtiment MIBI;

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} août 2018, passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société QUASARTS pour l'occupation de locaux au sein du MIBI;

- VU la validation de la décision de prorogation par le comité d'agrément en date du 16 juin 2021;

- CONSIDERANT QUE :

- l'entreprise QUASARTS a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour un transfert et une extension de sa surface au même étage au sein du bâtiment MIBI pour accueillir de nouveaux effectifs,

- l'entreprise QUASARTS a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour une prorogation pour trois ans de sa convention d'occupation pour développer son activité,

- Montpellier Méditerranée Métropole a réservé une suite favorable à ces demandes,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant à la convention d'occupation du domaine public passée le 1^{er} août 2018 est conclu entre la société QUASARTS et MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE pour une prorogation pour trois ans à compter du 1^{er} août 2021 et jusqu'au 31 juillet 2024.

ARTICLE 2: Conformément à l'article 3.2 de la convention initiale prévoyant l'extension des entreprises sur des surfaces libres au sein du bâtiment MIBI, la société est autorisée à compter du 1^{er} juillet 2021 à restituer le B1.42 d'une surface de 21,20 m² et transférer son activité sur le B1.2 d'une surface de 36,90 m² situé au même étage du bâtiment MIBI.

A compter de cette date, la surface totale occupée au sein du MIBI par la société QUASARTS passe de 21,20 m² à 36,90 m².

ARTICLE 3: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société QUASARTS pour la surface de 36,90 m² qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 519, 92 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° D2020-483 du Conseil de Métropole en date du 17 décembre 2020.

ARTICLE 4: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5: Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 15 JUIL. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD

Publiée le : 19 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Unité Assurances

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un protocole d'accord
transactionnel - Epoux BOUSQUET -
Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de, hors les marchés publics, autoriser la signature de protocoles transactionnels permettant de régler à l'amiable un litige, lorsque la somme à la charge de la Métropole objet du protocole est inférieure ou égale à 10 000 € ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN, délégué à « l'Administration générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du patrimoine » ;

CONSIDERANT :

- Que Madame et Monsieur BOUSQUET sont propriétaires d'une villa au droit de la rue des rivettes à Montpellier ;
- Que des fissurations et divers dommages ont atteint le mur de clôture de leur propriété qui pourraient résulter du développement racinaire des arbres implantés sur le domaine public relevant de la compétence de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Que les diverses expertises réalisées par le cabinet désigné par la compagnie d'assurance responsabilité civile de Montpellier Méditerranée Métropole au moment de la déclaration de sinistre, soit SMACL, n'ont pas permis de déterminer si c'est la racine du pin implanté sur le domaine public qui est à l'origine de cette fissure ou si elle a simplement participé à une aggravation des dommages causés par un défaut constructif ;

Les parties se sont rapprochées conformément aux recommandations de la Circulaire du premier ministre du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits, dans le respect de leurs intérêts respectifs, permettant de réduire la durée et les frais de procédures.

Elles ont trouvé un accord transactionnel au sens des articles 2044 et suivants du Code civil, qui revêt l'autorité de la chose jugée au sens de l'article 2052 du Code civil, qui dispose : « *Les transactions ont, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort. Elle ne peuvent être attaquées pour cause d'erreur de droit, ni pour cause de lésion* ».

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte de verser à Madame et Monsieur BOUSQUET une partie du montant des travaux de réparation du mur litigieux à hauteur de 1250€.

ARTICLE 2 : Cette somme sera versée à Madame et Monsieur BOUSQUET par la compagnie d'assurance responsabilité civile de Montpellier Méditerranée Métropole au moment de la déclaration du sinistre, soit SMACL.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer le protocole d'accord transactionnel ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 JUL 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDREY



Publiée le : 02 JUL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 02 JUL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Protocole transactionnel

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 à l'accord-
cadre à bons de commande n°
M9D0057EA - Travaux courants sur les
réseaux d'assainissement des communes de
Montpellier Méditerranée Métropole - Lot
1 secteur Ouest**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation à Monsieur René REVOL en matière de « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'Eau et de l'Assainissement » ;

- VU la décision n°D2020-032 du 28 février 2020 autorisant la signature de l'accord-cadre à bons de commande n°M9D0057EA Travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de la métropole de Montpellier lot 1 secteur Ouest avec le groupement SCAM TP/ SOLATRAG dont le mandataire est l'entreprise SCAM TP sise 825 avenue de la Cresse Saint Martin 34660 COURNONSEC, pour une durée de 1 an reconductible 3 fois et conclu sans minimum ni maximum ;

CONSIDERANT :

- La nécessité d'ajouter au Bordereau de Prix Unitaires de l'accord-cadre à bons de commandes des références qui seront nécessaires lors de la passation de futures commandes.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 à l'accord-cadre à bons de commande n° M9D0057EA Travaux courants sur les réseaux d'assainissement des communes de la métropole de Montpellier lot 1 secteur Ouest avec le groupement SCAM TP/ SOLATRAG dont le mandataire est l'entreprise SCAM TP sise à COURNONSEC, avenant sans incidence financière.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal et les budgets Annexes de Montpellier Méditerranée Métropole et les subventions éventuelles de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : 20 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 20 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation temporaire du domaine
public, à titre payant, concernant l'usage
de créneaux piscines**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant, si le tarif a été fixé préalablement par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges, lycée à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de métropole, ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance ni sur la durée de la convention ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-483 du 17 décembre 2020, fixant les tarifs en vigueur des piscines métropolitaines ;

CONSIDERANT :

- que les associations sportives aquatiques, ayant sollicité Montpellier Méditerranée Métropole ont besoin de louer des créneaux dans les piscines, pour le développement de leurs activités et/ou pour leur promotion dans le cadre d'organisation de manifestations sportives ;
- qu'il est nécessaire de pouvoir attribuer avec la plus grande réactivité les créneaux piscines aux associations, afin de contribuer au mieux au développement des activités aquatiques sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'il convient de passer des conventions avec ces associations pour la mise à disposition de créneaux pour leurs activités et/ou pour l'organisation de manifestations sportives dans les piscines pour la saison sportive 2021-2022 ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation précaire et révocable, jointe en annexe, détaillant les modalités d'attribution et d'usage des créneaux pour les activités et/ou les manifestations sportives prévues dans l'ensemble des piscines du réseau de Montpellier Méditerranée Métropole, est signée nominativement par association.

ARTICLE 2 : Ces associations bénéficient de créneaux horaires dans les piscines du réseau de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : La durée de la convention couvrira la saison sportive 2021-2022, soit du 1er juillet 2021 au 30 juin 2022.

ARTICLE 4 : Cette convention est signée à titre payant, conformément à la tarification en vigueur.

ARTICLE 5 : Monsieur, Christian ASSAF, le Vice-président délégué est autorisé à signer les conventions visées à l'article 1, conformément à sa délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 08 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

Christian ASSAF

Publiée le : 08 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Type

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à des conventions
d'autorisation d'occupation temporaire du
domaine public à titre gratuit, par des
associations et clubs sportifs pour l'usage
des piscines de Montpellier Méditerranée
Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant, si le tarif a été fixé préalablement par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges, lycées à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de métropole, ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance ni sur la durée de la convention ;

- **CONSIDERANT** que les associations, ayant sollicité Montpellier Méditerranée Métropole, ont besoin de créneaux dans les piscines pour le développement de leurs activités à finalité solidaire, sociale et/ ou pour leur promotion dans le cadre d'organisation de manifestations sportives ;
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de pouvoir attribuer avec la plus grande réactivité les créneaux piscines, afin de contribuer au mieux au développement des activités aquatiques sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **CONSIDERANT** l'intérêt général que représente, pour Montpellier Méditerranée Métropole, l'organisation de certaines manifestations ou d'activités sportives solidaires, ces mises à dispositions sont accordées à titre gratuit ;
- **CONSIDERANT** qu'il convient de passer des conventions respectives avec ces associations pour la mise à disposition de créneaux pour leurs activités et/ou pour l'organisation de manifestations sportives dans les piscines pour la saison sportive 2021- 2022 ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation précaire et révocable, détaillant les modalités d'attributions des créneaux pour les activités solidaires, sociales et/ou les manifestations sportives prévues dans l'ensemble des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole, est conclue nominativement par association ;

ARTICLE 2 : Ces associations bénéficient de créneaux horaires dans les piscines du réseau de Montpellier Méditerranée Métropole ;

ARTICLE 3 : La durée de cette convention couvrira la saison sportive 2021-2022, soit du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2022 ;

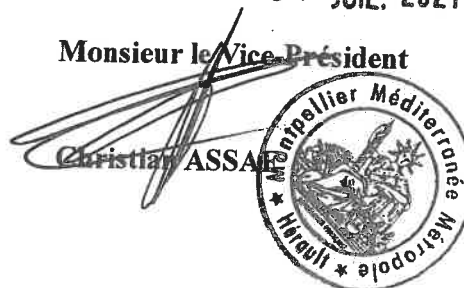
ARTICLE 4 : L'occupation est conclue à titre gratuit, compte tenu de l'intérêt général des activités et manifestations sportives organisées par les associations ;

ARTICLE 5 : Monsieur Christian ASSAF, Vice-président délégué aux Politiques Sportives, est autorisé à signer les conventions visées à l'article 1, conformément à sa délégation de fonction ;

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président



Publiée le : 02 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention type créneaux piscines solidaires
- Convention type événement sportif

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Etudes Conduites Opérations et Voiries Interurbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant de transfert
du marché n°M9B0041EP - RM127E3 -
Aménagements paysagers GRABELS de la
SAS CMEVE à la SERPE SASU suite à la
fusion-absorption**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°MD2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de vice-président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;

- VU la décision MD2019-691 du 22 juillet 2019 attribuant le marché n°M9B0041EP – RM127E3 – Aménagements paysagers GRABELS à l'entreprise CMEVE ;

Considérant :

- que la SERPE SASU, par courrier daté du 15 mai 2021, a fait part à Montpellier Méditerranée Métropole de l'entrée en vigueur au 1er juillet 2021 de la convention de fusion-absorption par la société SERPE SASU de la société CMEVE SAS ;
- qu'il convient d'acter cette fusion-absorption par la passation d'un avenant de transfert de la CMEVE SAS à la SERPE SASU du marché n° M9B0041EP – RM127E3 – Aménagements paysagers GRABELS ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant de transfert de la CMEVE SAS à la SERPE SASU du marché n°M9B0041EP – RM127E3 – Aménagements paysagers GRABELS ;

ARTICLE 2 : l'avenant n'a aucune incidence financière ;

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 JUIN 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFOR



Publiée le : 01 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 01 JUIL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT DE TRANSFERT

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'agrément de
candidature de la société IP CONNECT
dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier : la société IP CONNECT, représentée par Messieurs Hervé BOUCHER, Jérôme GOSIO et Olivier VARENNE a pour activité l'achat, la vente, l'importation et la distribution à des revendeurs de solutions de téléphonie IP (matériel et logiciel) pour les entreprises et centres d'appels.

Elle est candidate à la location du lot B04A de 135,60 m² à compter du 14 juin 2021 et jusqu'à démolition du bâtiment.

L'entreprise projette un effectif de 2 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société IP CONNECT ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **04 JUL. 2021**

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 06 JUL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 JUL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
des parcelles cadastrées BW 347 et 349,
situées au lieu-dit ' la Fermaude ' à Saint
Jean de Védas, appartenant à GPM
AMENAGEMENT**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-présidente le 15 juillet 2020;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché M9D5019DM ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

CONSIDERANT

-que l'acquisition foncière des parcelles cadastrées BW 347 et 349 d'une surface cadastrale d'environ 471 m² situées au lieu-dit « la Fermaude » à Saint Jean de Védas, appartenant à GPM AMENAGEMENT est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;
-qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition foncière et la prise de possession anticipée de cette dite emprise ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert les parcelles cadastrées BW 347 et 349 situées au lieu-dit « la Fermaude » à Saint Jean de Védas, appartenant à GPM AMENAGEMENT.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est fixé à 11 175 € (ONZE MILLE CENT SOIXANTE QUINZE EUROS), toutes indemnités confondues au vu de l'avis de la brigade d'évaluation domaniale.

ARTICLE 3 : L'acte d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la décision n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la seconde phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 JUIL. 2021

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSÉ



Publiée le : 08 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un marché
n°M1B0030EA "Maîtrise d'œuvre partielle
pour la construction de trois aires de
remplissage et de rinçage sécurisées pour
pulvérisateurs agricoles"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;

Considérant :

- que Montpellier Méditerranée Métropole envisage, conformément au programme la réalisation de trois ouvrages situés sur les communes de Montaud, Pignan et Courdonteral ;

Considérant :

- qu'une maîtrise d'œuvre partielle pour la construction de trois aires de remplissage et de rinçage sécurisées pour pulvérisateurs agricoles est nécessaire ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à procédure adaptée pour une durée globale de 29 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %
 - ° Prix des prestations : 40 %
- qu'après analyse, l'entreprise ENTECH sise Parc Scientifique 34140 MEZE présente l'offre économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°M1B0030EA - Maîtrise d'œuvre partielle pour la construction de trois aires de remplissage et de rinçage sécurisées pour pulvérisateurs agricoles à l'entreprise ENTECH sise à MEZE pour un montant forfaitaire de 57 700 € HT.
Le marché prend effet à sa signature par ordre de service de démarrer les prestations. Sa durée globale prévisionnelle est de 29 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

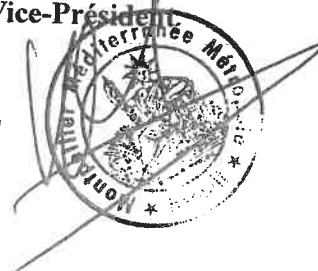
ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **1 JUIL 2021**

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : **- 2 JUIL. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **- 2 JUIL. 2021**

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de prêt
de l'exposition intitulée ' Les insectes au
secours de la planète ' par l'Institut de
Recherche pour le Développement au
bénéfice du réseau des médiathèques dans
le cadre de sa programmation culturelle**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;

VU la délibération M2021-194 établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole

VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président ;

VU l'arrêté portant délégation de fonction à, Monsieur PENSO Éric, Vice-Président à la Culture et au Patrimoine Historique,

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite bénéficier du prêt de l'exposition intitulée « Les insectes au secours de la planète » par l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) en vue de sa présentation dans le réseau des médiathèques du 28 février au 13 juin 2022.
- Que le prêt de l'exposition concernée nécessite la signature d'une convention avec l'IRD.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'Autoriser le prêt de l'exposition intitulée : « Les insectes au secours de la planète » par l'IRD au réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : La convention prend effet à la date de sa signature par l'ensemble des parties et prend fin à la date de restitution de l'exposition dans son lieu de stockage, prévue au plus tard le 20 juin 2022.

ARTICLE 3 : Le prêt de cette exposition est consenti à titre gracieux excepté les frais d'assurance.

ARTICLE 4 : D'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à signer les documents relatifs à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

9/7/21

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

Publiée le : 12 JUL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 JUL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention prêt d'exposition - Montpellier Méditerranée Métropole. IRD 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Pôle Proximité Espaces Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux avenants de transfert
des marchés conclus avec la société
CMEVE à la société SERPE**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président délégué « aux Voiries et Espaces Publics » ;
- VU les marchés suivants conclus avec la société CMEVE sise Chemin des Canaux Lieudit Gara de Paille à Bouillargues immatriculée sous le RCS n° 322 939 695 :
 - Marché M9B0088AT relatif aux aménagements paysagers sur la commune de Le Crès
 - Marchés 4632AT17 (lot 2) et 5081AT18 (lot 2) relatif aux travaux de l'avenue des Hauts de Fontcaude sur la commune de Juvignac ;
 - Marché 4929EP18 (lot 3) relatif à l'aménagement du Faubourg Figuerolles sur la commune de Montpellier ;
 - Marché M9D0084AT (lots 1 et 2) d'entretien des espaces verts sur le territoire de la Métropole ;

- VU l'opération de fusion-absorption de la société CMEVE par la société SERPE sise 130 Allée du Mistral ZA La Cigalière à Le Thor immatriculée sous le RCS n°345 154 694 ;

Considérant :

- que dans le cadre du projet de fusion-absorption au 1^{er} juillet 2021, la transmission universelle de l'ensemble du patrimoine de la société CMEVE s'opérera automatiquement de plein droit à la société SERPE conformément à l'article L236-3 du Code du Commerce.
- que les fonds de commerce, les activités, les certifications et les qualifications des deux sociétés seront rassemblées au sein d'une seule et unique entité ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature des avenants de transfert des marchés conclus avec la société CMEVE à la société SERPE, avenants sans incidence financière.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 JUIN 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGETTE



Publiée le : 01 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avt M9B0088AT
- avt M9D0084AT lot 1
- avt M9D0084AT lot 2
- 4632AT17 lot 2
- 4929EP17 lot 3
- 5081AT18 lot 2
- dossier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Goupil 3
immatriculé BR-424-MD - Hôtel des ventes
de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Goupil 3 immatriculé BR-424-MD ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté le véhicule de marque Goupil 3 immatriculé BR-424-MD et le cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier ;

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 JUIN 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 01 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 01 JUIL. 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Est & Nord**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société SCCV EUREKA
19C dans la ZAC Extension Eureka à
Castelnau-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle, d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines « Aménagement durable du territoire, Urbanisme et Maîtrise foncière » ;

CONSIDERANT le traité de concession d'aménagement «Parc d'activités Eureka» signé avec la Société d'Equipement de la Région Montpellieraine (SERM) le 26 février 1999,

CONSIDERANT la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpellieraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle

dans la ZAC Extension Eureka à Castelnau-le-lez : la société SCCV EUREKA 19C est candidate à l'acquisition, auprès de la SERM, du lot 19C de 2236 m² pour la réalisation d'un programme immobilier de bureaux. La surface de plancher maximale est de 3 450 m² de surface de plancher.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société SCCV EUREKA 19C ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 08 JUIL. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 12 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la Coupe du monde de
rugby 2023 - Convention camps de base
avec le GIP France 2023 - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives »,

CONSIDÉRANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de sa compétence sportive, contribue à l'organisation de manifestations sportives de haut niveau qui sont le reflet et le vecteur du dynamisme de son territoire,
- la nécessité d'associer l'image de Montpellier Méditerranée Métropole à la Coupe du monde de rugby 2023,
- que Montpellier Méditerranée Métropole s'est portée candidate dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt publié par le GIP France 2023 le 1^{er} février 2019 concernant les camps de base de la compétition, suite auquel sa candidature a été présélectionnée,
- que devenir camp de base pour une équipe est une opportunité de mettre en valeur le territoire métropolitain dans les médias nationaux et internationaux en accueillant une équipe internationale dans le cadre d'un événement majeur, et développer le potentiel touristique pendant et après la compétition, avec le programme médias mis en place par le pays accueilli,
- qu'il convient de passer une convention qui définit les conditions relatives à la coopération entre le GIP France 2023 et Montpellier Méditerranée Métropole, visant à garantir le succès et le bon déroulement du processus de choix, de préparation et de fonctionnement des camps de base dans le cadre de l'organisation de la Coupe du monde de rugby 2023.

D É C I D E

ARTICLE 1 : Une convention est conclue avec le GIP France 2023 concernant la mise à disposition d'espaces et d'infrastructures dans le cadre du processus de choix des camps de base pour l'organisation de la Coupe du monde de rugby 2023.
La convention prend effet à partir de sa date de signature, jusqu'au 31 décembre 2023.

ARTICLE 2 : La mise à disposition concerne le GGL Stadium, sis 500, avenue de Vanières, à Montpellier (34070), le Gymnase d'Olympie et la Piscine Olympique Angelotti, sis avenue Jacques-Cartier, à Montpellier (34000).

ARTICLE 3 : Le GIP France 2023 n'a pas de redevance à acquitter, la convention étant conclue à titre gratuit, eu égard au but non lucratif du GIP qui concourt à la satisfaction de l'intérêt général.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 JUIL. 2021



Publiée le : 13 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Camp de Base - Coupe du Monde de Rugby France 2023 - Montpellier.pdf
- CONVENTION CAMPS DE BASE_Annexe 1_Délibération du porteur autorisant la signature.pdf
- CONVENTION CAMPS DE BASE_Annexe 2_Infrastructures dédiées et leurs propriétaires - Montpellier.pdf
- CONVENTION CAMPS DE BASE_Annexe 3_Conditions de mises à disposition des équipements.pdf
- CONVENTION CAMPS DE BASE_Annexe 4_Projet de ratification et d'exécution de la promesse du porte-fort.pdf
- CONVENTION CAMPS DE BASE_Annexe 5_Cahier des charges - Eléments techniques.pdf
- CONVENTION CAMPS DE BASE_Annexe 6_Logo Camp de Base.pdf
- CONVENTION CAMPS DE BASE_Annexe 7_Glossaire.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative aux avenants n°1 et 2 au
marché n°M9D0003EP de contrôle
extérieur en construction routière - Lots
n°1 et 2 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine des Voiries et de l'Espace Public ;
- VU la décision n°2019-564 attribuant les lots géographiques : lot 1 (Contrôle des travaux hors pôle territorial de Montpellier) et lot 2 (Contrôle des travaux sur le pôle territorial de Montpellier)

du marché M9D0003EP de contrôle extérieur en construction routière à l'entreprise NEXTROAD Engineering sise 8 rue des Moulissards à TALANT (21240), pour un montant maximum annuel par lot de 500 000€ HT et pour une durée d'un an renouvelable trois fois.

CONSIDERANT :

- Que suite à un changement d'adresse et de numéro de SIRET du titulaire du marché, un avenant n°1 de transfert doit être conclu pour chaque lot ;
- Que l'entreprise est désormais domiciliée au 4 rue de la Redoute à Saint Apollinaire (21850) ;
- Qu'afin de faciliter les révisions de prix et le traitement des factures, il est apparu nécessaire en cours d'exécution du marché de modifier *l'article 9.2 – Modalités de variation des prix* du Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- Que le mois « n » retenu pour le calcul de chaque révision périodique annuelle sera dorénavant le mois du dernier index connu à la date de reconduction du marché et qu'aucune révision provisoire ne sera effectuée ;
- Qu'un avenant n°2 modifiant le CCAP du marché doit être passé pour chaque lot ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature des avenants de transfert (n°1) et de modification du CCAP (n°2) avec l'entreprise NEXTROAD Engineering, titulaire des lots 1 et 2 du marché M9D0003EP de contrôle extérieur en construction routière, avenants sans incidence financière.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants n°1 et 2 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 JUIN 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 01 JUL. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture : 01 JUL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVT 1 lot 1
- AVT 2 lot 1
- AVT 1 lot 2
- AVT 2 lot 2

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Ingénierie Partenariale

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cotisation 2021 de
l'Association des Maires de France et des
Présidents d'Intercommunalité et de
l'Association des Maires du Département
de l'Hérault

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil au Président, notamment celle d'autoriser au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

Considérant :

- Que, créée en 1907 et reconnue d'utilité publique dès 1933, l'Association des Maires de France est aux côtés des Maires et des Présidents d'intercommunalité pour défendre les libertés locales, appuyer les élus dans la gestion au quotidien et préserver les intérêts des collectivités et de leurs groupements ;
- Que l'Association des Maires de l'Hérault représente sur le plan départemental l'Association des Maires de France ;
- Que la fonction de l'AMF 34 est donc de faire remonter les attentes, voire les revendications des communes de l'Hérault et que, pour cela, il est donc nécessaire de disposer d'un réseau départemental permettant de recueillir les avis des Maires de toute la France ;
- Qu'aujourd'hui, 33 691 communes et 840 EPCI en sont adhérents ;

- Qu'il est proposé au titre de l'année 2021 l'adhésion à l'Association de Maires de France et des Présidents d'Intercommunalité et celle des Maires du Département de l'Hérault, par le versement d'une cotisation d'un montant de 11 680,00 € TTC ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'accepter le versement de la cotisation à l'Association de Maires de France et des Présidents d'Intercommunalité et celle des Maires du Département de l'Hérault au titre de l'année 2021 pour un montant total de 11 680 € TTC.

ARTICLE 2 : De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget 2021 en nature 6281, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30-07-2021

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 30 JUL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 30 JUL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'autorisation de
déposer un permis de démolir - Bâti en
ruine déclaré en état d'abandon manifeste
cadastré HW 665 - 1 rue Adam de
Craponne - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-101 en date du 26 janvier 2021 déclarant d'utilité publique et cessible le projet simplifié d'acquisition publique de la parcelle déclarée en état d'abandon manifeste, cadastrée HW 665, 1 rue Adam de Craponne à Montpellier, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole en vue de réaliser l'opération d'aménagement d'une placette conformément au dossier soumis au public ;
- **CONSIDERANT** qu'il convient de démolir le bâti en ruine cadastré HW 665 situé au 1 rue Adam de Craponne sur la commune de Montpellier, afin de prévenir tout risque d'effondrement des restes de ce bâti et garantir ainsi la sécurité publique,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer un permis de démolir concernant le bâti en ruine cadastré HW 665 situé au 1 rue Adam de Craponne sur la commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 JUIL. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 02 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 02 JUIL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des parcours professionnels et des compétences
Service mobilité interne recrutement stages**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M1B0051RH d'assistance au
recrutement des cadres - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND, vice-Président délégué aux ressources humaines et au dialogue social ;

CONSIDERANT :

- La nécessité de recourir à un cabinet spécialisé pour le recrutement de cadres pour Montpellier Méditerranée Métropole, un marché à procédure adaptée a été passé sous la forme d'un accord cadre sans minimum et avec un maximum de 71 500 € HT ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - **Valeur Technique: 60%, ce critère sera apprécié au regard des éléments indiqués dans le mémoire.** et sur la base des sous-critères suivants :
 - ✓ Présentation, méthodologie proposée pour la réalisation des prestations(20%) ;
 - ✓ Références présentées pour le même type de missions(20%) ;
 - ✓ Qualité et fonctionnalité des exemples de livrables présentés (10%) ;
 - ✓ Proposition de délais d'exécution de la mission (10%) ;
 - **Prix: 40% ce critère sera apprécié au regard du DQE transmis**

La formule de notation du prix est définie de la façon suivante:

Note = (Pmd / Po) x 10

Avec Pmd: Prix de l'offre la moins disante

Po: Prix de l'offre examinée

La note obtenue est sur 10. Cette dernière sera multipliée par 4 pour obtenir une note totale de 40 points.

- qu'après analyse, le Cabinet Light Consultants sis 282 boulevard Saint-Germain 75 007 PARIS présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché Assistance au recrutement des cadres au Cabinet Light Consultants, pour un montant maximum de 71 500€ HT.

Le marché est conclu à compter de sa date de notification jusqu'au 31 décembre 2021.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND



Publiée le : 06 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de sièges de
bureau et de collectivité auprès de l'Union
Générale des Achats Publics (UGAP)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la Commande Publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser la passation de convention avec l'UGAP, et celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité du pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande Publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

CONSIDERANT :

- que la société ADELIE, titulaire du marché Lot 1 « Achats de sièges » du marché G8D0116EM Achat et mobilier de bureau et de collectivité, a été placée en liquidation judiciaire et a cessé toute activité ;

- que dans ce contexte, il apparaît opportun de recourir à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) qui propose un service et des fournitures adaptés et diversifiés aux besoins de la Métropole avec des conditions tarifaires intéressantes ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le principe de passer commande auprès de l'Union des Groupements d'Achats Publics pour l'acquisition de sièges de bureau et de collectivité.

ARTICLE 2 : Le montant estimatif est de 100 000 € HT, pour une période à compter de la date exécutoire de la présente décision jusqu'au 31 mai 2023. Le numéro de marché est M1C0019MG.

ARTICLE 3 : de dire que les dépenses seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché visé à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIE



Publiée le : 02 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée AT 522 - Propriété de
Madame PEREZ - Impasse des Lilas -
Commune de Pérols

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU le plan de réaménagement de l'avenue Saint-Vincent sur la commune de Pérols comportant la création d'une voie douce et la restructuration des trottoirs ;
- VU l'accord de Madame PEREZ sur les termes de la négociation en date du 7 juin 2021 ;

- **CONSIDERANT** que pour réaliser et respecter le programme de travaux, l'emprise de l'impasse des Lilas est nécessaire pour la réalisation de la piste cyclable et le réaménagement des trottoirs ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame Christine PEREZ, domiciliée au 3 rue de l'Encierro à Pérols, la parcelle cadastrée AT 522 d'une superficie de 87 m², située impasse des Lilas à Pérols, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 JUL. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 02 JUL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 02 JUL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée AT 523 - Propriété de
Monsieur BOUHRIS DE BOLLIVIER -
Impasse des Lilas - Commune de Pérols

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU le plan de réaménagement de l'avenue Saint-Vincent sur la commune de Pérols comportant la création d'une voie douce et la restructuration des trottoirs ;

- VU la demande de la commune et l'avis favorable du Pôle Littoral en date du 29 mars 2021 d'intégrer l'impasse des Lilas dans le domaine public ;
- VU l'accord de Monsieur BOURHIS DE BOLLIVIER sur les termes de la négociation en date du 8 juin 2021 ;
- **CONSIDERANT** que pour réaliser et respecter le programme de travaux, l'emprise de l'impasse des Lilas est nécessaire pour la réalisation de la piste cyclable et le réaménagement des trottoirs ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur Philippe BOURHIS DE BOLLIVIER domicilié au 2 impasse des Lilas à Pérols, la parcelle cadastrée AT 523 d'une superficie de 101 m², située impasse des Lilas à Pérols, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AOUT 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 16 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la mise à disposition de
la société des Transports de
l'Agglomération de Montpellier (TaM) de
l'immeuble dénommé ' Agropolis Museum
' 951 avenue Agropolis - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU la déclaration de l'Etat du 15 janvier 2021, de mise en vente, dans le cadre de l'application du droit de priorité, de l'immeuble dénommé « Agropolis Museum », situé 951 avenue Agropolis à Montpellier, sur les parcelles cadastrées AI 77 et AI 3 d'une superficie de 10088 m² ;
- VU le bail emphytéotique entre l'Etat et la Région Languedoc-Roussillon du 25 juin 1991 pour l'occupation du site d'Agropolis Museum ;
- VU la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n°MD2021-198 du 3 mars 2021 relative à l'exercice du droit de priorité à l'occasion de la mise en vente par l'Etat de l'immeuble dénommé Agropolis Museum à Montpellier ;

- VU les délibérations concordantes de la Région Occitanie du 4 juin 2021 et du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 7 juin 2021 relatives à la cession par la Région à Montpellier Méditerranée Métropole des droits réels relatifs au bail emphytéotique signé avec l'Etat le 25 juin 1991, afin de résilier ce bail de façon anticipée avant son échéance le 24 juin 2031 ;
- **CONSIDERANT** que l'acte notarié de vente entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole et l'acte de résiliation du bail emphytéotique avec la Région Occitanie sont en cours de rédaction dans une étude notariale pour envisager une signature concomitante dans les meilleurs délais, ce qui signifie que Montpellier Méditerranée Métropole aura la jouissance du site d'Agropolis Museum ;
- **CONSIDERANT** la demande de la TaM. d'installer sur ce site une base de vie de chantier nécessaire à la réalisation des travaux de la ligne 5 du tramway ;
- **CONSIDERANT** que ce site a déjà fait l'objet d'occupations illicites par le passé et que la mise à disposition de ce site auprès de la TaM. dès la signature de l'acte de résiliation du bail emphytéotique avec la Région Occitanie permettra de le sécuriser ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe une convention d'occupation temporaire avec la TaM, dont le siège social est situé 125 rue Léon Trotsky à Montpellier, pour l'utilisation d'un immeuble dénommé « Agropolis Museum », cadastré AI 3 et AI 77 avenue d'Agropolis sur la commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : La convention est conclue pour une durée de 3 ans renouvelable tacitement deux fois par période d'un an à compter de la date de signature par Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : La location est consentie à titre gratuit compte tenu que la TaM assurera le gardiennage du site.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'acte authentique d'acquisition ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 JUIL. 2021


Monsieur le Président

• Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 22 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au dépôt provisoire et
gratuit de Madame Flaminia DE
MARTINO et de Madame Adine
CORNAZ de quatre œuvres de Lynn
CHADWICK au musée Fabre**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

CONSIDÉRANT :

- que par délibération du Conseil Municipal de la ville de Montpellier du jeudi 20 décembre 2001, Madame Sophie de MARTINO née CHADWICK a souhaité faire un dépôt provisoire et gratuit de 13 sculptures réalisées par Lynn CHADWICK au Musée Fabre.
- que cette délibération définissait les conditions du dépôt, et la durée.
- qu'en 2009, Madame Sophie de MARTINO née CHADWICK a souhaité récupérer définitivement l'œuvre suivante :

- Lynn CHADWICK, *Maquette IV Jubilee III*, 1987, VA 50 000 £
- que Madame Sophie de MARTINO née CHADWICK est décédée et que les héritières Madame Flaminia DE MARTINO et Madame Adine CORNAZ ont souhaité conjointement avec le musée Fabre mettre fin au dépôt au musée Fabre pour les œuvres suivantes :
- Lynn CHADWICK, *Standing figure*, 1956, VA 35 000 €
- Lynn CHADWICK, *Paper hat*, 1966, VA 30 000 €
- Lynn CHADWICK, *Tripod I*, 1964, VA 20 000 €
- Lynn CHADWICK, *Split I*, 1964, VA 12 000 €
- Lynn CHADWICK, *Sitting couple*, 1976, VA 25 000 €
- Lynn CHADWICK, *Winged Figures*, 1976, VA 35 000 €
- Lynn CHADWICK, *Cloaked couple V*, 1977, VA 50 000 €
- Lynn CHADWICK, *Maquette III Diamond*, 1984, VA 30 000 €
- que Madame Flaminia DE MARTINO et Madame Adine CORNAZ en accord avec le musée Fabre ont accepté de faire un dépôt provisoire et gratuit au musée Fabre des œuvres suivantes pour une durée de 3 ans reconductible tacitement :
- Lynn CHADWICK, *Conjunction, II*, 1957, n°220, VA 60 000 €
- Lynn CHADWICK, *Conjunction, V*, 1958, n°277, VA 55 000 €
- Lynn CHADWICK, *Lying beast*, 1960, n°323, VA 35 000 €
- Lynn CHADWICK, *Watcher VI*, 1961, n°349, VA 40 000 €
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le dépôt provisoire et gratuit au musée Fabre de Madame Flaminia DE MARTINO et de Madame Adine CORNAZ des œuvres suivantes :

- Lynn CHADWICK, *Conjunction, II*, 1957, n°220, VA 60 000 €
- Lynn CHADWICK, *Conjunction, V*, 1958, n°277, VA 55 000 €
- Lynn CHADWICK, *Lying beast*, 1960, n°323, VA 35 000 €
- Lynn CHADWICK, *Watcher VI*, 1961, n°349, VA 40 000 €

ARTICLE 2 : Le dépôt, objet du contrat, prendra effet à la date de la signature de la convention de dépôt. Les œuvres seront enregistrées sur l'inventaire des dépôts du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Le dépôt est consenti pour une durée de trois ans à compter de la date de signature de la convention par Madame Flaminia DE MARTINO et de Madame Adine CORNAZ.

ARTICLE 4 : Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président est autorisé à signer le contrat susvisé à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction dans le domaine «Culture et Patrimoine historique» ;

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision



Montpellier, le 9/7/21
Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

Publiée le : 12 JUL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 JUL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°G0D0083CO - Diffusion de supports de
communication**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michael DELAFOSSE, Président,

Considérant :

- que la direction de la communication a besoin de prestataires pour assurer la diffusion de ses supports de communication auprès de lieux institutionnels ou privées et auprès de la population ;
- que les précédents marchés se sont terminés le 30 juin 2021 ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à bons de commandes allotis pour une durée initiale de 1 an à compter du 01/07/2021 ou de sa notification si celle-ci est postérieure reconductible tacitement trois fois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique 60%
 - ° Prix 40%

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 13 juillet 2021 a classé les offres et choisi :
 - * pour le lot 1 : Diffusion et dépôt d'affiches et autres supports de communication dans tous les réseaux de diffusion privés ou institutionnels l'entreprise CART COM (34790 GRABELS) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;
 - * pour le lot 2 : Distribution de supports de communication en marketing de rue l'entreprise CA C FAIT.COM (34160 CASTRIES) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer « Diffusion de supports de communication :

– Lot 1 : Diffusion et dépôt d'affiches et autres supports de communication dans tous les réseaux de diffusion privés ou institutionnels » à l'entreprise CART COM, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum.

– Lot 2 : Distribution de supports de communication en marketing de rue » à l'entreprise CA C FAIT.COM, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum.

Les accords-cadres prennent effet à compter de leur notification. Leur durée est de 1 an renouvelable trois fois 1 an.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 AOUT 2021

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 24 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention
d'occupation du domaine public par
l'association DIGITAL113 au sein de la
pépinière d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-483 du 17 décembre 2020 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2021 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA ;
- VU l'échéance de la convention d'occupation de l'association DIGITAL 113 ;

- VU la validation en date du 29 mars 2021 par le comité d'agrément de la demande de DIGITAL 113 pour une nouvelle convention d'occupation ;

- **CONSIDERANT** que ce cluster régional a pour mission de fédérer, animer et accompagner les acteurs de la filière numérique en région Occitanie Pyrénées Méditerranée, et qu'il convient par conséquent de lui accorder l'autorisation d'occuper la Maison du Numérique de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA de Montpellier Méditerranée Métropole pour maintenir l'activité de ce lieu phare d'animation du secteur du Numérique,

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation du domaine public est conclue avec l'association DIGITAL113 pour une période de douze mois à compter du 1^{er} janvier 2021 et jusqu'au 31 décembre 2021.

ARTICLE 2 : A compter de cette date, le montant hors taxe et hors charge de la redevance est valorisé sur la base des tarifs 2021 selon la délibération M2020-483 du conseil en date du 17 décembre 2020 :

- La redevance de base est de 7 722,48 euros pour la mise à disposition d'une surface totale de 97,58 m² du 1^{er} janvier au 30 juin 2021. (1 287,08 euros/mois) ;
- Suite à une demande d'extension sur un bureau supplémentaire de 14,78 m², la redevance de base est de 8 892,17 euros pour la mise à disposition d'une surface totale de 112,36 m² du 1^{er} juillet au 31 décembre 2021. (1 482,03 euros/mois) ;
- Soit un montant annuel de 16 614,65 euros ;

ARTICLE 3 : Compte tenu des services d'intérêt collectif que l'association rend aux entreprises du numérique implantées à Cap Oméga cette redevance ne sera pas due. Elle sera valorisée par l'association DIGITAL113 dans le cadre de ses actions en faveur des entreprises du numérique.

ARTICLE 4 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 JUL. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 06 JUL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 JUL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention d'occupation DIGITAL 113 à CAP OMEGA

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Risques Pluvial et Inondation (RPI)**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Prévention des risques majeurs et gestion
des milieux aquatiques - Programme
d'actions de protection contre les
inondations (PAPI2) Lez-Mosson- Étangs
Palavasiens - Aménagement de protection
contre les inondations de la Mosson à
Juvignac - Travaux - Demandes d'aides
financières**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subvention auprès des organismes publics ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Véronique NEGRET, Vice-présidente déléguée au littoral, à la prévention des risques majeurs et à la GEMAPI ;
- **CONSIDÉRANT :**
 - que par délibération n°13633 du 24 février 2016, le Conseil de Métropole a approuvé le projet d'avenant n°1 au PAPI2 sur le bassin versant Lez-Mosson-Étangs palavasiens, élaboré conjointement avec le SYBLE, pour la période 2015-2020. Cet avenant n°1 a été signé le 21 mars

2017 par le SYBLE et les différents financeurs, à savoir l'Etat, la Région Occitanie et le Département de l'Hérault.

- que l'action 7.5, intitulée « Aménagement de protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac », d'un montant global de 1 000 000 € HT est inscrite à l'avenant du PAPI2, sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole, avec le plan de financement suivant :
 - 40% pour l'État,
 - 20% pour la Région Occitanie,
 - 40% pour Montpellier Méditerranée Métropole.
- qu'à travers cette action 7.5, il est proposé de construire une digue rapprochée de 460 m de long en amont de la RN109 afin de protéger les enjeux habités du quartier de la Plaine contre une crue de la Mosson similaire à celle d'octobre 2014.
- que par délibérations n°14655 du 17 mai 2017 et n°M2019-350 du 25 juin 2019, le Conseil de Métropole a autorisé Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter les aides financières les plus larges auprès des différents partenaires concernés, notamment l'État et la Région Occitanie, pour le financement des études préliminaires, des études de maîtrise d'œuvre et de réalisation des dossiers règlementaires ainsi que des acquisitions foncières relatifs à l'aménagement de protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac, prestations d'un montant prévisionnel total de 180 000 € HT.
- que les études de conception des ouvrages hydrauliques sont en cours de finalisation. Pour poursuivre cette opération, il convient maintenant de solliciter les aides financières relatives à la réalisation des travaux. Ceux-ci sont estimées à 820 000 € HT.

DÉCIDE :

- **ARTICLE 1** : de solliciter les aides financières les plus larges possibles auprès des différents partenaires concernés, notamment l'État et la Région Occitanie, pour le financement des travaux relatifs à l'aménagement de protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac, d'un montant prévisionnel de 820 000 € HT, avec le plan de financement suivant :
 - 40% pour l'État,
 - 20% pour la Région Occitanie,
 - 40% pour Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la demande de subvention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 13 JUIL. 2021

Madame la Vice-Présidente

Véronique NEGRET

Publiée le : 15 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Risques Pluvial et Inondation (RPI)**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la prévention des
risques majeurs et gestion des milieux
aquatiques - Programme d'actions de
protection contre les inondations (PAPI2)
Lez-Mosson- Étangs Palavasiens -
Protection de Grabels contre les crues du
Rieumassel - Travaux - Demandes d'aides
financières**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subvention auprès des organismes publics ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Véronique NEGRET, Vice-présidente déléguée au littoral, à la prévention des risques majeurs et à la GEMAPI ;
- **CONSIDÉRANT**
 - que par délibération n°13633 du 24 février 2016, le Conseil de Métropole a approuvé le projet d'avenant n°1 au PAPI2 sur le bassin versant Lez-Mosson-Étangs palavasiens, élaboré conjointement avec le SYBLE, pour la période 2015-2020. Cet avenant n°1 a été signé le 21 mars

2017 par le SYBLE et les différents financeurs, à savoir l'Etat, la Région Occitanie et le Département de l'Hérault.

- que l'action 7.4, intitulée « Protection de Grabels contre les crues du Rieumassel », d'un montant global de 3 000 000 € HT est inscrite à l'avenant du PAPI2, sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole, avec le plan de financement suivant :

- 40% pour l'Etat,
- 20% pour la Région Occitanie,
- 40% pour Montpellier Méditerranée Métropole.

- qu'à travers cette action 7.4, il est proposé d'augmenter la capacité du bassin de rétention existant dit « bassin G de l'arbre blanc » pour le porter de 27 500 m³ à 160 000 m³ et à supprimer quatre goulots d'étranglement du Rieumassel dans les secteurs : Pont des écoles, Rue du riou, Jardins des oiseaux et aval de la Route de Montpellier (RD127).

- que par délibérations n°14654 du 17 mai 2017 et n°M2018-192 du 26 avril 2018, le Conseil de Métropole a autorisé Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter les aides financières les plus larges auprès des différents partenaires concernés, notamment l'Etat et la Région Occitanie, pour le financement des études préliminaires, des études de maîtrise d'œuvre et de réalisation des dossiers réglementaires ainsi que des acquisitions foncières relatifs à l'aménagement de protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac, prestations d'un montant prévisionnel total de 1 450 000 € HT.

que les études de conception des ouvrages hydrauliques sont en cours de finalisation. Pour poursuivre cette opération, il convient maintenant de solliciter les aides financières relatives à la réalisation des travaux. Ceux-ci sont estimées à 1 550 000 € HT.

DÉCIDE :

ARTICLE 1 : de solliciter les aides financières les plus larges possibles auprès des différents partenaires concernés, notamment l'Etat et la Région Occitanie, pour le financement des travaux relatifs aux aménagements de protection de Grabels contre les crues du Rieumassel, d'un montant prévisionnel de 1 550 000 € HT, avec le plan de financement suivant :

- 40% pour l'Etat,
- 20% pour la Région Occitanie,
- 40% pour Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la demande de subvention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 13 JUIL. 2021

Vladame la Vice-Présidente

Véronique NEGRET

Publiée le : 15 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 15 JUIL. 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la signature d'une
convention d'occupation précaire entre
Montpellier Méditerranée Métropole et La
promenade à cheval du Pont Vert -
Terrains à Villeneuve-lès-Maguelone**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- **CONSIDERANT :**
 - que la convention par laquelle Montpellier Méditerranée Métropole autorise La promenade à cheval du Pont Vert, représentée par Monsieur Nicolas Vernhet, organisateur de promenades équestres, à occuper les parcelles BM66, BM68, BM20 et BM 21 situées à Villeneuve-lès-Maguelone afin d'y faire stabuler des chevaux et organiser des départs de promenades équestres arrivera à son terme en juillet 2021 ;

- que ces terrains en nature de landes et étangs appartiennent à Montpellier Méditerranée Métropole et constituent des réserves foncières à long terme que la Métropole ne souhaite pas laisser à l'abandon ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe une convention d'occupation précaire avec la Promenade à cheval du Pont Vert, représentée par Monsieur Nicolas Vernhet, sis Route de Saussan au lieu-dit Les Combes, 34690 Fabrègues.

ARTICLE 2 : La convention porte sur les parcelles appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole, cadastrées section BM66, BM68, BM20, BM21 sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

ARTICLE 3 : La convention d'occupation est consentie pour une durée de 1 an à compter de sa signature, renouvelable trois fois 1 an par reconduction tacite.

ARTICLE 4 : La convention d'occupation précaire est consentie moyennant une redevance annuelle de 150 euros.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDREIN



Publiée le : 02 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

02 JUIL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention Vernhet 2021 + 3.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'autorisation de passer
commande auprès de l'UGAP pour un
conseil en organisation - Accompagnement
des préfigurateurs de pôle**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice, ainsi que celle d'autoriser la passation de convention avec l'UGAP ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de l'administration générale, de la commande publique et de la gestion active et optimisée du patrimoine ;

Considérant :

- Que dans le cadre de la mise en place d'une organisation rationnelle, lisible et cohérente en mesure de porter efficacement le projet politique, il convient de répondre à ce besoin stratégique via un accompagnement pour les préfigureurs afin de mener à bien la construction de leurs pôles ;
- Qu'à cet effet, il apparaît opportun de recourir à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) qui propose une gamme de services adaptés aux besoins de Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le principe de passer commande auprès de l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour un conseil en organisation – accompagnement des préfigureurs de pôles pour un montant total de 89 623,93 € HT, marché M1B0061VI, pour une durée de marché de 4 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 02 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 02 JUIL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

CONDITIONS GÉNÉRALES.

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion de Montpellier Méditerranée
Métropole à l'Institut des Routes, des Rues
et des Infrastructures pour la Mobilité
(IDRRIM) pour l'année 2021 -
Approbation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle d'autoriser au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;
- Vu la délibération n°2019-222 autorisant l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Institut des Routes, des Rues et des Infrastructures pour la Mobilité (IDRRIM) à compter de l'année 2019.

CONSIDERANT :

- Qu'il est nécessaire de renouveler l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Institut des Routes, des Rues et des Infrastructures pour la Mobilité (IDRRIM) pour l'année 2021 ;

- Que le montant de l'adhésion annuelle est forfaitaire et s'élève pour l'année 2021 à 800 €.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser le renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Institut des Routes, des Rues et des Infrastructures pour la Mobilité (IDRRIM) pour l'année 2021 pour un montant de 800 €.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 1 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : - 1 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 1 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M1D0033DS
- Achat d'espaces publicitaires, d'actions de
communication et de billets pour le
développement du football - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives » ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

CONSIDÉRANT :

- la nécessité d'associer l'image de Montpellier Méditerranée Métropole au club de football Montpellier Hérault Sport Club qui évolue en première division, plus haut niveau du football français ;
- qu'une consultation a été lancée, conformément à l'article L. 2122-1 du Code de la commande publique, sous la forme d'un marché à prix mixte sans publicité ni mise en concurrence préalables, les prestations récurrentes faisant l'objet d'un prix global et forfaitaire, et les prestations ponctuelles étant rémunérées aux quantités réellement exécutées des prix du bordereau des prix unitaires sur la base d'un accord-cadre à bons de commande, sans minimum ni maximum, pour une durée d'un an à compter de sa notification jusqu'au 30 juin 2022 ;
- que la SASU Montpellier Hérault Sport Club dispose de l'exclusivité de l'organisation des matchs de l'équipe première de football de Montpellier.

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M1D0033DS « Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement du football » au candidat SASU Montpellier Hérault Sport Club Domaine de Grammont CS 79041 – 34967 Montpellier, pour un montant forfaitaire de 715 666,67 € HT, et pour des prestations à prix unitaires faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum.

Le marché prend effet à compter de sa notification, jusqu'au 30 juin 2022.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 AOUT 2021

Monsieur le Vice-Président



Publiée le : 02 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au mandat d'études
préalables de faisabilité pour la réalisation
de nouveaux équipements sportifs
métropolitains - Constat d'achèvement de
la mission - Protocole de reddition des
comptes et clôture du mandat**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Olivier NYS Directeur Général des Services ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- VU la décision n°D2016-966 du 13 janvier 2017 relative à un mandat d'études préalables de faisabilité en vue de la réalisation de nouveaux équipements sportifs métropolitains,
- VU la convention de mandat d'études préalables du 17 mars 2017 conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) ;
- VU la décision n°MD2019-192 du 6 mars 2019 relative à un avenant n°1 au mandat d'études préalables de faisabilité pour la réalisation de nouveaux équipements sportifs métropolitains ;
- VU la décision n°MD2019-636 du 22 octobre 2019 relative à un avenant n°2 au mandat d'études préalables de faisabilité pour la réalisation de nouveaux équipements sportifs métropolitains ;
- VU la décision n°MD2020-893 du 7 novembre 2020 relative à un avenant n°3 au mandat d'études préalables de faisabilité pour la réalisation de nouveaux équipements sportifs métropolitains ;

CONSIDÉRANT :

- que dans le cadre de sa compétence en aménagement, entretien et construction d'équipements sportifs sur son territoire, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité engager une réflexion pour la relocalisation de deux équipements sportifs structurants d'échelle métropolitaine, à savoir le stade de football de la Mosson à Montpellier, et le Palais des sports de handball René-Bougnol à Montpellier ;
- que la convention de mandat d'études préalables entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M a été conclue le 17 mars 2017 ;
- que par avenant n° 1 du 22 mars 2019, le mandat initial a été prorogé, la tranche 2 affermie et la salle de sport dédiée prioritairement à l'accueil du handball retirée ;
- que par avenant n° 2 du 5 décembre 2019, il a été décidé de réaliser des études complémentaires, prenant en compte le porté à connaissance de Montpellier Méditerranée Métropole d'une proposition de plan d'exposition au bruit actualisé qui obère la réalisation de logements sur la ZAC 1 de l'opération d'aménagement de Cambacérès et qui a conduit à rechercher une localisation alternative ;
- que par avenant n° 3 du 12 novembre 2020, il a été décidé de prolonger la durée du mandat pour que des sites potentiels d'accueil alternatifs à celui jusqu'à présent envisagé soient étudiés ;
- que les études nécessaires à la définition du projet ont été réalisées (cadrage préalable global et itératif, approfondissement des modalités opérationnelles de réalisation du pré-programme) ;
- que l'ensemble des dépenses assurées par la SA3M pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 248 044,60 € TTC, et qu'à ce jour l'ensemble des recettes assurées par les remboursements de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 239 161,28 € TTC ;
- que le bilan de clôture fait apparaître un solde de trésorerie de 8 883,32€ TTC au bénéfice de la SA3M, faisant objet de la situation de dépenses n° 4 transmise avec le protocole de clôture.

D É C I D E

ARTICLE 1 : De constater l'achèvement de la mission du mandataire.

ARTICLE 2 : De clore le mandat d'études préalables de faisabilité en vue de la réalisation de nouveaux équipements sportifs métropolitains entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SA3M, selon les termes du document de reddition des comptes annexé à la présente décision.

ARTICLE 3 : D'accepter les comptes du mandat et de donner quitus de sa mission à la SA3M.

ARTICLE 4 : De prendre acte des sommes restant dues par Montpellier Méditerranée Métropole au bénéfice de la SA3M pour un montant de 8 883,32 € TTC.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 JUIL. 2021



Monsieur le Directeur Général des Services
Olivier NYS

Publiée le : 06 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 06 JUIL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Mandat 2934
- avenant n° 1
- avenant n° 2
- avenant n° 3
- courrier acceptation dossier reddition et clôture des comptes
- dossier reddition et clôture du mandat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Régie de Collecte**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
N°M1B0040VD "Mission d'assistance au
déploiement d'un réseau de composteurs
de quartier sur le territoire de Montpellier
Méditerranée Métropole"
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de la « Collecte, tri, valorisation des déchets et Politique zéro déchet » ;

Considérant :

- que dans le cadre de la politique de réduction des déchets via le déploiement d'un réseau de composteurs de quartier sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, une mission d'assistance s'avère nécessaire.

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché, à bons de commandes pour une durée de 12 mois à compter de notification et un montant maximum de 89 500 € H.T. ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
Valeur Technique : 60 % et Prix : 40%
- qu'après analyse, l'offre unique déposée par le groupement de l'association COMPOSTONS et de l'entreprise Adaptée Etang de l'Or d'un montant estimatif mensuel par composteur de 4316.06 € H.T. est économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché N° M1B0040VD, relatif à une mission d'assistance au déploiement d'un réseau de 11 composteurs de quartier sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole avec le groupement de l'association COMPOSTONS et de l'entreprise Adaptée Etang de l'Or – Domicilié 39 rue de la Farigoule, 34090 Montpellier– pour un montant maximum de 89 500 € H.T.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 12 JUL. 2021

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ

Publiée le : 15 JUL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 15 JUL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Mission Espaces Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une nouvelle convention
de mandat d'études et de travaux pour la
mise en valeur et l'embellissement de
l'espace urbain "Comédie Esplanade
Triangle"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines « Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;
- VU la délibération n°9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire ;

- VU la convention de mandat en date du 19 septembre 2018, autorisée par décision n°MD2018-670 du 20 août 2018, au bénéfice de la SA3M, puis modifiée par avenants successifs par décision n°MD2019-1242 du 17 janvier 2020 puis par décision n°MD2020-790 du 1er octobre 2020 et enfin par décision n°MD2021-365 en date du 20 avril 2021 ;

CONSIDÉRANT :

- que l'espace urbain « Comédie Esplanade Triangle », emblématique de la centralité métropolitaine, présente de multiples dysfonctionnements liés au vieillissement des espaces et à leur inadaptation aux enjeux contemporains ; notamment ceux liés au changement climatique ;
- que la Métropole porte l'ambition d'un grand projet d'embellissement de son cœur historique et de mise en valeur de son patrimoine architectural, urbain et paysager au service du rayonnement de l'ensemble de son territoire ;
- que dans le cadre de sa compétence en matière d'espace public, la Métropole souhaite, d'une part, conduire les études nécessaires à la conception d'un projet global à l'échelle du secteur Comédie Esplanade Triangle et, d'autre part, réaliser les travaux d'aménagement afférents dans les meilleurs délais ;
- qu'en vertu des statuts précités, la SA3M est compétente pour réaliser, pour le compte de ses actionnaires, toutes actions ou opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou les locaux d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels ;
- que dans le cadre du mandat d'études en cours, la Métropole de MONTPELLIER a confié une mission de maîtrise d'œuvre d'espaces publics, à l'issue d'une procédure de dialogue compétitif, au groupement AGENCE TER - TECTA - SISMO - PER - ZEFCO - ON.
- que les études de faisabilité engagées ont permis de réaffirmer les ambitions pour ces espaces emblématiques.

DECIDE

ARTICLE 1 : Un marché de mandat d'études et de travaux pour l'embellissement et la mise en valeur de l'espace urbain « Comédie Esplanade Triangle » est conclu avec la Société d'aménagement Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), société publique locale d'aménagement (SPLA) dont le siège social est en l'Hôtel de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier Cedex 2.

Ce contrat est exclu du champ d'application de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et son décret d'application n°2016-360 du 25 mars 2016, conformément aux dispositions de l'article 17 I de ladite ordonnance relative aux contrats conclus entre un pouvoir adjudicateur et un cocontractant sur lequel il exerce un contrôle analogue à celui qu'il exerce sur ses propres services et qui réalise l'essentiel de ses activités pour lui.

ARTICLE 2 : Par ce marché, il est donné mandat à la SA3M pour faire procéder, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, à des études et des travaux d'embellissement et de mise en valeur de l'espace urbain Comédie Esplanade Triangle. Le détail de l'enveloppe financière prévisionnelle figure en annexe de la convention de mandat. Son montant définitif sera déterminé en tenant compte de toutes les dépenses constatées par le mandataire pour la réalisation des études et travaux.

ARTICLE 3 : Les marchés en cours d'exécution attribués dans le cadre du premier mandat d'études seront transférés sur le nouveau mandat d'études et de travaux.

ARTICLE 4 : Le marché de mandat prend effet à compter de la date de sa notification. Sa durée prévisionnelle est de 7 ans.

ARTICLE 5 : Le montant prévisionnel du marché de mandat s'élève à :

- Etudes et travaux : 31 206 974,80 € HT

- Rémunération du mandataire : 1 503 278,99 € HT

Soit un total estimé à 32 710 253,79 € HT et 39 252 304,55 € TTC.

Cette dépense sera inscrite au budget de la Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 6 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 JUIL. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 07 JUIL 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 07 JUIL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention de mandat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Mission Espaces Publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision autorisant l'engagement de la
tranche optionnelle prévue au mandat
d'études et de travaux pour la mise en
valeur et l'embellissement de l'ensemble
urbain Foch Peyrou Arceaux**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU l'article R321-20 du Code de l'urbanisme ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines « Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;

- VU la délibération n°9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'aménagement Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire ;

- VU le mandat d'études et de travaux pour la mise en valeur et l'embellissement de l'ensemble urbain Foch Peyrou Arceaux autorisé par décision n° MD2021-015 en date du 2 février 2021 ;

CONSIDÉRANT :

- que la Métropole porte l'ambition d'un grand projet d'embellissement de son cœur historique et de mise en valeur de son patrimoine architectural, urbain et paysager au service du rayonnement de l'ensemble de son territoire ;

- que dans le cadre de sa compétence en matière d'espace public, la Métropole souhaite, d'une part, conduire les études nécessaires à la définition d'une programmation urbaine du secteur Foch Peyrou Arceaux et, d'autre part, réaliser les travaux d'aménagement afférents dans les meilleurs délais ;

- qu'en vertu des statuts précités, la SA3M est compétente pour réaliser, pour le compte de ses actionnaires, toutes actions ou opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou les locaux d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels.

- que le mandat conclu avec la SA3M est décomposé en une tranche ferme et une tranche optionnelle ; cette dernière étant soumise à l'approbation de l'autorisation de programme correspondant au budget de la Métropole

- que le Conseil de Métropole réuni en date du 29 mars 2021 a approuvé l'autorisation de programme budgétaire correspondant aux besoins de l'opération d'espaces publics Foch Peyrou Arceaux

DECIDE

ARTICLE 1 : La tranche optionnelle prévue dans la convention de mandat d'études et de travaux confiée à la SA3M est engagée afin de réaliser l'ensemble des missions et attributions prévues à l'article 1 de ladite convention.

ARTICLE 2: Cette tranche optionnelle prend effet à compter de la date de notification de la présente décision.

ARTICLE 3 : La durée prévisionnelle du marché de mandat et son montant prévisionnel global restent inchangés. Les dépenses afférentes sont inscrites au budget de la Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 JUIL. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 07 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 07 JUIL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention de mandat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Etudes Conduites Opérations et Voiries Interurbaines

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°M1B0013EP
- Maitrise d'œuvre - Réhabilitation d'un
ouvrage d'art et exploitation sous chantier
- Pont Garrats / Liberté - Commune de
Montpellier - Attribution

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la délibération n°MD2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;

CONSIDÉRANT :

- que la réhabilitation du pont GARRATS / LIBERTE à Montpellier est nécessaire ;
- que pour pouvoir réaliser les travaux, des études sont nécessaires ;
- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément aux articles R2123-1 et R2123-4 à R2123-6 du code de la commande publique ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 40 %
 - Valeur technique au regard de la note méthodologique : 60 %
- qu'après analyse, la société LS INGENIERIE – 1949 boulevard François-Xavier FAFEUR – 11000 CARCASSONNE, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché de maîtrise d'œuvre n°M1B0013EP – Réhabilitation d'un ouvrage d'art et exploitation sous chantier PONT GARRATS / LIBERTE à Montpellier à la société LS INGENIERIE pour un montant de 36 560 € HT.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

28 JUL. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : **28 JUL. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 JUL. 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'opération de travaux
programme 2021 - Travaux de réseaux sur
la commune de Lavérune (Rue du Stade) -
Demande de subventions auprès d' Hérault
Énergies**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès d'organismes publics ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président Délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;

Considérant :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole est autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et, à ce titre, assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distribution de gaz, d'électricité, de chaleur et de froid sur son territoire ;
- Que cette compétence est exercée directement ou déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux ;
- Que le syndicat mixte Hérault Energies est autorité concédante des réseaux d'électricité sur le territoire de 24 communes de la Métropole ;
- Qu'au titre de la programmation de travaux 2021, Montpellier Méditerranée Métropole

- souhaite solliciter le Syndicat Hérault Energies par voie de subvention pour des travaux sur la commune de Lavérune (Pôle Plaine Ouest) ;
- Que le montant total prévisionnel des travaux de 194 053,93€ TTC est décomposé comme suit :
 - Travaux d'électricité : 96 911,18€ TTC
 - Travaux d'éclairage public : 51 075,65€ TTC
 - Travaux de télécommunications : 46 067,10€ TTC
 - Que le plan de financement des travaux est le suivant :
 - Subventions potentielles Hérault Energies : 49 201,06€
 - TVA sur les travaux récupérée par Hérault Energies : 14 909,41€
 - Montant à charge de la Métropole : 129 943,46€ TTC

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le projet de travaux à Lavérune – Rue du stade, pour un montant prévisionnel global de 194 053,93€ TTC.

ARTICLE 2 : D'accepter le plan de financement proposé par Hérault Energies.

ARTICLE 3 : De solliciter les financements et subventions les plus élevées possibles de la part d'Hérault Energies.

ARTICLE 4 : De dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 5 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne ayant reçu délégation, à signer la convention à venir ainsi que tout document relatif à cette affaire, et ce dans la limite de 20% supplémentaires du montant prévisionnel acté par la présente décision.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12/08/2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 12/08/2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

12/08/2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

A handwritten signature in blue ink is written over a circular official stamp. The stamp features the coat of arms of Montpellier Méditerranée Métropole and the text "Montpellier Méditerranée Métropole" and "Hérault".



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Etudes Conduites Opérations et Voiries Interurbaines

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché subséquent
n°M1D0032EP - Travaux de création d'un
carrefour en té sur la RM112 à
Montferrier-sur-Lez - Attribution du
marché

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- Vu le Code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la délibération n°MD2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de vice-président ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;

CONSIDERANT :

- que la création d'un carrefour en té sur la RM112 à Montferrier-sur-Lez est nécessaire ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17, sous la forme d'un marché subséquent ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants
 - Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 60 %
 - Valeur technique, au regard du mémoire technique: 40 %
- qu'après analyse, l'entreprise COLAS France – 820 rue de la Marbrerie – ZI du Salaison – 34740 VENDARGUES présente l'offre la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°M1D0032EP – Travaux de création d'un carrefour en té sur la RM112 à Montferrier-sur-Lez à l'entreprise COLAS France pour un montant de 184 964,40 € HT. Le marché subséquent prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 11 semaines dont 4 semaines de préparation.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché subséquent et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 22 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une opération de
travaux Programme 2021 - Travaux de
réseaux sur la Commune de Cournonsec
(Rue des Écoles Phase 2)
Demande de subventions auprès d' Hérault
Énergies**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès d'organismes publics ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président Délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;

Considérant :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole est autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et, à ce titre, assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distribution de gaz, d'électricité, de chaleur et de froid sur son territoire ;
- Que cette compétence est exercée directement ou déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux ;
- Que le syndicat mixte Hérault Energies est autorité concédante des réseaux d'électricité sur le territoire de 24 communes de la Métropole ;

- Qu'au titre de la programmation de travaux 2021, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter le Syndicat Hérault Energies par voie de subvention pour des travaux sur la commune de Cournonsec (Pôle Plaine Ouest) ;
- Que le montant total prévisionnel des travaux de 42 806,74€ TTC est décomposé comme suit :
 - Travaux d'électricité : 31 027,32€ TTC
 - Travaux de télécommunications : 11 779,42€ TTC
- Que le plan de financement des travaux est le suivant :
 - Subventions potentielles Hérault Energies : 15 752,33€
 - TVA sur les travaux récupérée par Hérault Energies : 4 773,43€
 - Montant à charge de la Métropole : 22 280,98€ TTC

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le projet de travaux à Cournonsec – Rue des Ecoles Phase 2 pour un montant prévisionnel global de 42 806,74€ TTC.

ARTICLE 2 : D'accepter le plan de financement proposé par Hérault Energies.

ARTICLE 3 : De solliciter les financements et subventions les plus élevées possibles de la part d'Hérault Energies.

ARTICLE 4 : De dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 5 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne ayant reçu délégation, à signer la convention à venir ainsi que tout document relatif à cette affaire, et ce dans la limite de 20% supplémentaires du montant prévisionnel acté par la présente décision.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 4-08-2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGE



Publiée le : 5.08.2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 5.08.2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une opération de
travaux Programme 2021
Travaux de réseaux sur la Commune de
Saint-Drézéry (Renforcement Poste Puit de
Tourre, Chemin de Courbessac)
Demande de subventions auprès d' Hérault
Énergies**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès d'organismes publics ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président Délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;

Considérant :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole est autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et, à ce titre, assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distribution de gaz, d'électricité, de chaleur et de froid sur son territoire ;
- Que cette compétence est exercée directement ou déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux ;
- Que le syndicat mixte Hérault Energies est autorité concédante des réseaux d'électricité sur le

territoire de 24 communes de la Métropole ;

- Qu'au titre de la programmation de travaux 2021, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter le Syndicat Hérault Energies par voie de subvention pour des travaux sur la commune de Saint-Drézéry (Pôle Cadoule et Bérange) ;
- Que le montant total prévisionnel des travaux d'éclairage public à la charge de la Métropole est de 2 650,08€ TTC ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le projet de travaux à Saint-Drézéry – Renforcement Poste Puit de Tourre, Chemin de Courbessac pour un montant prévisionnel global de 2 650,08€ TTC.

ARTICLE 2 : D'accepter le plan de financement proposé par Hérault Energies.

ARTICLE 3 : De solliciter les financements et subventions les plus élevées possibles de la part d'Hérault Energies.

ARTICLE 4 : De dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 5 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne ayant reçu délégation, à signer la convention à venir ainsi que tout document relatif à cette affaire, et ce dans la limite de 20% supplémentaires du montant prévisionnel acté par la présente décision.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 JUIL 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 28 JUIL 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 28 JUIL 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une opération de
travaux Programme 2021
Travaux de réseaux sur la commune de
Saint-Drézéry (Chemin des Grives)
Demande de subventions auprès d' Hérault
Énergies**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès d'organismes publics ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président Délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;

Considérant :

- Que Montpellier Méditerranée Métropole est autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et, à ce titre, assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distribution de gaz, d'électricité, de chaleur et de froid sur son territoire ;
- Que cette compétence est exercée directement ou déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux ;
- Que le syndicat mixte Hérault Energies est autorité concédante des réseaux d'électricité sur le territoire de 24 communes de la Métropole ;

- Qu'au titre de la programmation de travaux 2021, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter le Syndicat Hérault Energies par voie de subvention pour des travaux sur la commune de Saint-Drézéry (Pôle Cadoule et Bérange) ;
- Que le montant total prévisionnel des travaux sur le réseau électrique à la charge de la Métropole est de 60 776,45€ TTC ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le projet de travaux à Saint-Drézéry – Chemin des Grives pour un montant prévisionnel global de 60 776,45€ TTC.

ARTICLE 2 : D'accepter le plan de financement proposé par Hérault Energies.

ARTICLE 3 : De solliciter les financements et subventions les plus élevées possibles de la part d'Hérault Energies.

ARTICLE 4 : De dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 5 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute personne ayant reçu délégation, à signer la convention à venir ainsi que tout document relatif à cette affaire, et ce dans la limite de 20% supplémentaires du montant prévisionnel acté par la présente décision.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

28 JUL

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



28 JUL 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

28 JUL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au dépôt d'une demande
de subvention auprès de la DRAC
Occitanie dans le cadre de la DGD volet
informatique Bibliothèque Nationale de
Référence (BNR)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès des organismes publics ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la « Culture et du Patrimoine historique » ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter un financement dans le cadre de la poursuite du projet Bibliothèque Nationale de Référence 1 (BNR) auprès de la DRAC Occitanie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de la DRAC Occitanie dans le cadre de la poursuite du projet BNR 1.

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à signer les documents relatifs à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Eric PENSO

Publiée le : 12 JUL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 JUL. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention
d'occupation du domaine public conclue
avec la jeune entreprise UNIRIDGE pour
l'occupation de locaux au sein du bâtiment
MIBI**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-483 du 17 décembre 2020 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2021 au sein du bâtiment MIBI;
- VU la validation de la demande de location par le comité d'agrément en date du 15 juin 2021;
- **CONSIDERANT QUE :**
 - la jeune entreprise UNIRIDGE a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour prendre à bail des locaux au sein du bâtiment MIBI,

- l'activité de la jeune entreprise UNIRIDGE répond aux critères exigés pour une installation au MIBI,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation du domaine public est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la jeune entreprise UNIRIDGE pour la location du module B1.5 (14,70 m²) situé au premier étage du bâtiment MIBI sis 672, rue du Mas de Verchant – CS3777, 34 967 Montpellier cedex 02.

ARTICLE 2 : La convention d'occupation est conclue pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} juillet 2021 pour se terminer le 30 juin 2024.

ARTICLE 3 : A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la jeune entreprise UNIRIDGE pour la surface de 14,70 m² qu'elle occupe au sein du bâtiment MIBI s'élève à ce jour à 193,89 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°2020-483 du Conseil de Métropole en date du 17 décembre 2020.

ARTICLE 4 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 JUIL. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 19 JUIL. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 19 JUIL. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- CONVENTION.

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant à la
convention d'occupation du domaine
public conclue entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la société
PRIMSTAR B.V pour une prorogation de
sa convention d'occupation pour trois ans
au sein du bâtiment MIBI**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-483 du 17 décembre 2020 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2021 au sein du bâtiment MIBI;

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} juillet 2018, passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société PRIMSTAR B.V pour l'occupation de locaux au sein du MIBI;
- VU la validation de la décision de prorogation par le comité d'agrément en date du 16 juin 2021;
- **CONSIDERANT QUE :**
 - l'entreprise PRIMSTAR B.V a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour une prorogation pour trois ans de sa convention d'occupation pour développer son activité,
 - Montpellier Méditerranée Métropole a réservé une suite favorable à cette demande,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant pour trois ans la convention d'occupation du domaine public passée le 1^{er} juillet 2018 est conclu avec l'entreprise PRIMSTAR B.V à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 juin 2024.

ARTICLE 2: L'entreprise PRIMSTAR B.V occupe le module B1.32 d'une surface de 24,30 m² au premier étage du bâtiment MIBI.

ARTICLE 3: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société PRIMSTAR B.V pour la surface qu'elle occupe s'élève à 342,39 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° D2020-483 du Conseil de Métropole en date du 17 décembre 2020.

ARTICLE 4: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5: Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 15 JUIL. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD

Publiée le : 19 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 19 JUIL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION -

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché
M8B0060VD "Fourniture de conteneurs
pour la récupération des huiles minérales
et recyclage des anciens conteneurs"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur François VASQUEZ en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de « Collecte, Tri Valorisation des déchets et à la Politique zéro déchet » ;

Considérant :

- la décision n°MD2019-515 du 16 mai 2019, Montpellier Méditerranée Métropole attribuant à la Société MANERGO un marché de fourniture de conteneurs pour la récupération des huiles minérales et le recyclage des anciens conteneurs ;

- que cette prestation a été attribuée après déroulement d'une procédure de consultation lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée, pour une durée d'un an renouvelable deux fois par reconduction tacite, à compter de sa date de notification soit le 17 juin 2019 ;
- que les termes du marché prévoient que la fourniture des cuves à huile sont garanties pendant deux ans à compter du jour de leur admission, par dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS et que le titulaire s'engage à fournir les pièces détachées ou défectueuses sous 10 jours à partir de la date de livraison ;
- que dans ces conditions, l'application de la retenue de garantie, dont l'objectif principal était de couvrir les réserves à la réception des fournitures, n'est pas nécessaire dans le cadre du présent marché ;
- qu'il est nécessaire de passer un avenant n°1 pour supprimer la retenue de garantie.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché M8B0060VD avec la société MANERGO.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

28 JUL. 2021

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ

RV



28 JUL. 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

28 JUL 2021

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à une convention pour un
marché en groupement de commande
n°G1D0052MG "Achat de carburant et
électricité pour véhicules"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
 - VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,
 - VU le Code de la Commande Publique
 - VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et celle approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
 - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de « Administration Générale et à la Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

Considérant :

- Qu'afin de continuer à rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les communes de Cournonterral, Grabels, Lavérune, Montpellier, Pérols, Pignan, Saint-Brès et Villeneuve-lès-Maguelone ont décidé de constituer un groupement de commandes pour l'Achat de carburant et électricité pour véhicules ;
- Que Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur de ce groupement et sa commission d'Appel d'Offres sera celle du groupement, chaque membre du groupement s'assurant de l'exécution du marché pour ce qui le concerne ;

Qu'à ce titre, une procédure de mise en concurrence sera lancée par un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande pour une période initiale d'exécution d'un an reconductible tacitement 3 fois une année ;

Que le marché G1D0052MG Achat de carburant et électricité pour véhicules est constitué des lots suivants :

- Lot 1 Fourniture de carburant avec carte accréditive sur le territoire national et les pays de l'Union Européenne pour véhicules thermiques et hybrides rechargeables
- Lot 2 Fourniture et livraison de carburant en vrac
- Lot 3 Système de prépaiement de carburant à valeur facial pour le CCAS de Montpellier
- Lot 4 Fourniture de super éthanol E85 sur le territoire national
- Lot 5 Achat de gaz naturel comprimé par carte accréditive CENTRE (Pôle territoriaux Montpellier, Littoral, Piémonts et Garrigues, Plaine Ouest).
- Lot 6 Achat de gaz naturel comprimé par carte accréditive EST (Pôles territoriaux Cadoule et Bérange, Vallée du Lez)
- Lot 7 Achat d'électricité par carte accréditive pour les véhicules électriques

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes pour l'Achat de carburant et électricité pour véhicules entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les communes de Cournonterral, Grabels, Lavérune, Montpellier, Pérols, Pignan, Saint-Brès et Villeneuve-lès-Maguelone.

Article 2 : Conformément aux termes de la convention, Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement de commandes et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché.

Article 3 : De dire que la dépense sera imputée sur budget principal et budgets annexes tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole,

Article 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 15 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 15 JUIL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Conv_gpt carburant_électricité_véhicules_vd.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société LIBOW dans le
VEAS Parc 2000 à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier : la société LIBOW (filiale de la société ELECTREE locataire du lot B08), représentée par Audric GAUDIN, a pour activité la rénovation énergétique et notamment l'isolation des bâtiments, la vente et l'installation de systèmes productifs d'énergies renouvelables. Elle est candidate à la location du lot A07 de 224,72 m² pour une durée de 36 mois. L'entreprise projette un effectif de 20 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société LIBOW ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 JUIL. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 06 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché M0D0002EP "Maintenance et
extension du réseau d'eaux pluviales" - Lot
2 "Territoire de Montpellier Méditerranée
Métropole hors Montpellier"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;
- VU la décision n°2020-923 attribuant le lot 2 « Territoire de Montpellier Méditerranée Métropole hors Montpellier » du marché n°M9D0002EP de travaux de maintenance et d'extension du réseau

d'eaux pluviales au groupement d'entreprises EHTP/FAURIE, marché conclu sans montants minimum ni maximum et pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois.

CONSIDERANT :

- Que pour une meilleure fluidité de l'exécution financière de ce marché, les deux cotraitants souhaitent créer un compte joint pour paiement unique ;
- Qu'il convient donc de modifier l'article 7-Paiement de l'Acte d'Engagement, en ajoutant au marché le RIB commun aux membres du groupement.

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 modifiant l'acte d'engagement du lot 2 du marché n°M0D0002EP de travaux de maintenance et d'extension du réseau d'eaux pluviales avec le groupement d'entreprises EHTP/FAURIE.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 22 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

– AVENANT

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la mise en place d'une
convention de groupement de commandes
entre la Ville de Montpellier et Montpellier
Méditerranée Métropole pour l'achat et la
maintenance d'équipements de téléphonie,
réseau et sécurité**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération n° 2021-194 en date du 29 mars 2021 établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;

CONSIDERANT :

- la volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle, enjoignent les collectivités, conformément au droit des marchés publics, à se regrouper dans le

cadre de groupements de commandes afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie ;

- le souhait de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation d'un marché pour l'achat et la maintenance d'équipements de téléphonie, réseau et sécurité.

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention de groupement de commandes publiques est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, relative à la passation d'un marché d'acquisition et maintenance d'équipements de téléphonie, réseau et sécurité, au terme d'une procédure de consultation lancée en commun pour le compte des membres du groupement.

ARTICLE 2 : Les membres du groupement ainsi constitué ont décidé de désigner en tant que coordonnateur du groupement la Ville de Montpellier, à ce titre chargée de l'ensemble de la procédure jusqu'à la notification du marché pour le compte des membres du groupement.

ARTICLE 3 : Cette convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconductions éventuelles comprises.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 JUIL. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 19 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de groupement de commandes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché M9D0140EP
d'entretien et de maintenance des
installations d'éclairage public de la
Métropole
Avenants modifiant le CCAP**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;
- VU la décision n°2020-1002 attribuant le marché M9D0140EP d'entretien et de maintenance des installations d'éclairage public de la Métropole, marché conclu sans montants minimum ni maximum pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois, aux entreprises suivantes :

- CITELUM pour le lot 1 Pôle Plaine Ouest
- BOUYGUES ES / SERPOLLET / CESML pour le lot 2 Pole Piémonts Garrigues
- CITELUM pour le lot 3 Pôle Vallée du Lez
- INEO pour le lot 4 Pôle Cadoule Béranger
- CITELUM pour le lot 5 Pôle Littoral
- CITEOS / SPIE CN pour le lot 6 Pôle Montpellier Quartiers Centre
- SPIE CN / CITEOS pour le lot 7 Pôle Montpellier Quartiers port Marianne, Près d'Arènes et Croix d'Argent
- SPIE CN / CITEOS pour le lot 8 Pôle Montpellier Quartiers Cévennes, Mosson et hôpitaux-Facultés

CONSIDERANT :

- Qu'afin de faciliter les révisions de prix et le traitement des factures, il est apparu nécessaire en cours d'exécution du marché de modifier *l'article 6.2 – Modalités de variation des prix* du Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- Que le mois « n » retenu pour le calcul de chaque révision périodique annuelle sera dorénavant le mois du dernier index connu à la date de reconduction du marché ;
- Qu'aucune révision provisoire ne sera effectuée.

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature des avenants au marché M9D0140EP d'entretien et de maintenance des installations d'éclairage public de la Métropole avec les entreprises suivantes :

- CITELUM pour le lot 1 Pôle Plaine Ouest
- BOUYGUES ES / SERPOLLET / CESML pour le lot 2 Pole Piémonts Garrigues
- CITELUM pour le lot 3 Pôle Vallée du Lez
- INEO pour le lot 4 Pôle Cadoule Béranger
- CITELUM pour le lot 5 Pôle Littoral
- CITEOS / SPIE CN pour le lot 6 Pôle Montpellier Quartiers Centre
- SPIE CN / CITEOS pour le lot 7 Pôle Montpellier Quartiers port Marianne, Près d'Arènes et Croix d'Argent
- SPIE CN / CITEOS pour le lot 8 Pôle Montpellier Quartiers Cévennes, Mosson et hôpitaux-Facultés

Avenants sans incidence financière.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 22 JUIL. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture : 22 JUIL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANTS

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée AR 254 - Propriété de
l'indivision SALVAING - Route
métropolitaine n°5 de Pignan à Lavérune -
Commune de Pignan

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU la promesse de vente consentie le 8 février 2021 par les indivisaires SALVAING relative à la cession de la parcelle cadastrée AR 254 ;

- **CONSIDERANT** que l'augmentation du trafic pendulaire entre Pignan et Montpellier rend difficile les insertions pour les voitures de l'avenue du Général Grollier (RM5E13) sur la route métropolitaine n°5 (RM 5) de Pignan à Lavérune, et ne permet pas une traversée sûre pour les piétons et les cycles, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite, en collaboration avec la mairie de Pignan, créer un giratoire afin d'améliorer la sécurité de l'ensemble des usagers ;

- **CONSIDERANT** qu'il convient, pour réaliser ces aménagements, d'acquérir la parcelle cadastrée AR 254, située sur la commune de Pignan ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des indivisaires SALVAING la parcelle cadastrée AR 254, d'une superficie de 1 074 m², située lieu-dit Cartarie Pioch Jurat à Pignan, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : Le prix de la transaction s'élève à un montant total de 5 370€ (*cinq mille trois cent soixante-dix euros*), décomposé de la façon suivante :

- 2€/m² correspondant à la valeur vénale du bien, soit un montant total de 2 148€ (*deux mille cent quarante-huit euros*) ;
- 3€/m² correspondant aux indemnités accessoires, soit un montant total de 3 222€ (*trois mille deux cent vingt-deux euros*).

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 JUIL. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 02 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 02 JUIL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée AR 256 - Propriété de
M. ESTEVE - Route métropolitaine n°5 de
Pignan à Laverune - Commune de Pignan

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la promesse de vente consentie le 18 février 2021 par Monsieur ESTEVE relative à la cession de la parcelle cadastrée AR 256 ;

- **CONSIDERANT** que l'augmentation du trafic pendulaire entre Pignan et Montpellier rend difficile les insertions pour les voitures de l'avenue du Général Grollier (RM5E13) sur la route métropolitaine n°5 (RM 5) de Pignan à Lavérune, et ne permet pas une traversée sûre pour les piétons et les cycles, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite, en collaboration avec la mairie de Pignan, créer un giratoire afin d'améliorer la sécurité de l'ensemble des usagers ;

- **CONSIDERANT** qu'il convient, pour réaliser ces aménagements, d'acquérir la parcelle cadastrée AR 256, située sur la commune de Pignan,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur ESTEVE la parcelle cadastrée AR 256, d'une superficie de 855 m², située lieu-dit Cartarie Pioch Jurat à Pignan, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : Le prix de la transaction s'élève à un montant total de 4 275€ (*quatre mille deux cent soixante-quinze euros*), décomposé de la façon suivante :

- 2€/m² correspondant à la valeur vénale du bien, soit un montant total de 1 710€ (*mille sept cent dix euros*) ;
- 3€/m² correspondant aux indemnités accessoires, soit un montant total de 2 565€ (*deux mille cinq cent soixante cinq euros*).

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 JUIL. 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 02 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 02 JUIL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la signature d'une
convention d'occupation temporaire du
domaine public au profit de la Ville de
Montpellier - Immeuble situé 3 rue
Candolle - Parcelle cadastrée BY n°150 -
Commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole, relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction auprès de Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable, urbanisme et maîtrise foncière » ;
- VU le projet de convention d'occupation temporaire du domaine public par laquelle Montpellier Méditerranée Métropole autorise la Ville de Montpellier à occuper du 15 juillet au 28 septembre 2021 et à titre gratuit le bâtiment situé 3 rue de Candolle, cadastré BY n°150, comprenant un immeuble de 2 étages, d'une superficie d'environ 2 605 m² ainsi qu'une cour, auparavant affecté aux activités du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier. La convention pourra être reconduite automatiquement pour une durée de deux mois, jusqu'au 28 novembre 2021 ;

CONSIDERANT :

- la libération des locaux de toute activité du Conservatoire pour cause de déménagement dans de nouveaux locaux à compter du 15 juillet 2021 ;
- le projet d'acquisition du bâtiment par la Ville de Montpellier pour la réalisation d'un groupe scolaire et la nécessité de prendre possession des lieux par anticipation de la vente.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit de la Ville de Montpellier une convention d'occupation temporaire du bâtiment situé 3 rue de Candolle à Montpellier et cadastré BY n°150 comprenant un immeuble de 2 étages, d'une superficie d'environ 2 605 m² ainsi qu'une cour, auparavant affecté aux activités du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier.

ARTICLE 2 : La convention est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 3 : La convention est conclue du 15 juillet au 28 septembre 2021 et sera reconductible automatiquement pour une durée de deux mois, jusqu'au 28 novembre 2021.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation, est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **30 JUIL. 2021**

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE



30 JUIL 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **30 JUIL. 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet Convention Conservatoire Candolle (002).docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition d'un
plateau de bureaux situé au 8ème étage du
bâtiment Coupole Sud - parcelles HI
n°315, 356 et 359 à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole;
- VU la promesse de vente en date du 15 juin 2021 par laquelle la SCI LACOUPOLE IV, représentée par son gérant Monsieur Pierre-Luc POUJOL, a donné son accord pour vendre à Montpellier Méditerranée Métropole, le lot de copropriété n°210, constituant le plateau du 8^{ème} étage, résultant de l'état descriptif de division du lot volume n°20 constituant l'immeuble dénommé Coupole Sud et dont l'assiette de la volumétrie est comprise sur les parcelles HI n°315, 356 et 359 sises commune de Montpellier, d'une superficie utile de 186 m², moyennant le prix de 632 400 €,
- VU l'évaluation du pôle d'évaluation domaniale en date du 21 avril 2021,

CONSIDERANT que l'acquisition auprès de la SCI LACOUPOLE IV du lot de copropriété n°210, d'une superficie utile de 186 m², constituant le plateau du 8^{ème} étage de l'immeuble COUPOLE SUD, bâtiment dans lequel la Métropole est déjà propriétaire de plusieurs lots de copropriété où sont installés de nombreux services, est nécessaire pour permettre le regroupement des services de Montpellier Méditerranée Métropole,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SCI LACOUPOLE IV, représentée par Monsieur Pierre-Luc POUJOL, son gérant, dont le siège 324 rue Paul Eluard à SAINT-GELY-DU-FESC (34980), immatriculée au R.C.S. de Montpellier sous le numéro D 418 500 658, le lot de copropriété n°210, constituant le plateau du 8^{ème} étage, résultant de l'état descriptif de division du lot volume n°20 constituant l'immeuble dénommé Coupole Sud et dont l'assiette de la volumétrie est comprise sur les parcelles HI n°315, 356 et 359 sises commune de Montpellier, d'une superficie utile de 186 m², en nature de bureaux.

ARTICLE 2 : La vente aura lieu moyennant le prix de 632 400 € (six cent trente deux mille quatre cents euros). Ce prix sera majoré des frais d'acte restant à la charge de Montpellier Méditerranée.

ARTICLE 3 : Les dépenses liées à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Monsieur le Président est autorisé à signer l'acte authentique du lot de copropriété visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 JUIL. 2021

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSÉ



Publiée le : 22 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 22 JUIL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision d'ester en justice "SCI DU
SORIECH - 2103232-1 ET 2103233-1 TA"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

Considérant

- la requête n°2103232-1 en référé déposée le 22 juin 2021 près le Tribunal Administratif de Montpellier par la SCI du Soriech tendant à la suspension de la décision n°MD2021-471 du 30 avril 2021 par laquelle Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de préempter la parcelle cadastrée n° CN 20 sise avenue de Boirargues sur le territoire de la commune de Lattes ;
- la requête n°2103233-1 déposée le 22 juin 2021 près le Tribunal Administratif de Montpellier contre la décision n°MD2021-471 du 30 avril 2021 par laquelle Montpellier Méditerranée

Métropole a décidé de préempter la parcelle cadastrée n° CN 20 sise avenue de Boirargues sur le territoire de la commune de Lattes ;

- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier consécutivement au dépôt des requêtes n°2103232-1 et n°2103233-1 par la SCI du Soriech.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 02 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

02 JUIL. 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision d'ester en justice "requête
n°2103118-8 TA - Pascal Marchand"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

Considérant

- la requête en référé n°2103118-8 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Pascal MARCHAND tendant à la désignation d'un expert consécutivement à une chute dont il a été victime à proximité du n°129 de la rue Andy Warhol sise à Montpellier.
- Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2103118-8 par Monsieur Pascal MARCHAND.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée à Maître Jean-Philippe MENEAU Avocat.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 02 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Syndicat des
copropriétaires de la résidence Le Floréa -
Tribunal Judiciaire"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

Considérant

- L'assignation devant le Tribunal Judiciaire reçue le 17 juin 2021 à la requête des copropriétaires de la Résidence « LE FLOREA » sise 12 chemin des Perrières à Castelnau le Lez tendant à la désignation d'un expert consécutivement à des désordres affectant la copropriété à la suite de travaux de voirie ;
- Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Judiciaire consécutivement à l'assignation reçue à la requête du syndicat des copropriétaires de la résidence « Le FLOREA ».

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée à Maître Jean-Philippe MENEAU Avocat.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 02 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 02 JUIL. 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
servitude sur les parcelles A 273 - A 639 sur
la commune de Saint-Brès**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine de la « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;

CONSIDÉRANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole doit assurer le renforcement du réseau en eau potable de la commune de Saint-Brès et poser une nouvelle conduite sur des parcelles privées ;
- qu'à titre de servitude réelle et perpétuelle qu'il est nécessaire que le propriétaire constitue au profit de Montpellier Méditerranée Métropole et des propriétaires successifs des parcelles constituant le fond dominant, un droit de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations d'eau potable sur la parcelle désignée en article 2 de la convention.

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention de constitution de servitude est consentie par le "Propriétaire" Monsieur VILLIET Pierre Marie, demeurant au Lou Bosc - 34130 MUDAISSON sur les parcelles A 273 - A 639 sur la commune de Saint-Brès au profit de MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE le « Bénéficiaire ».

La valeur de la servitude est fixée à 61,20 €. La présente convention prend effet à compter de la date de la signature par les parties. Elle sera valable pendant toute la durée de l'exploitation de la canalisation.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'acte de constitution de servitude et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

 Montpellier, le 20 JUIL. 2021
Monsieur le Vice-Président
René REVOL

Publiée le : 20 JUIL. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 20 JUIL. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- Servitude villiet.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Mission Coordination Interne et Vie de l'Intercommunalité

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion à l'association "Coordination
Nationale des Conseils de Développement"
au titre de l'année 2021**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans le domaine des « Finances, Politiques contractuelles et Coopération avec les communes » ;

CONSIDERANT :

- la richesse fédératrice et d'animation de la Coordination Nationale des Conseils de Développement, interlocuteur de référence en matière de démocratie participative et territoriale qui réunit près de 80 conseils de développement et l'importance, pour le Conseil de Développement de Montpellier Méditerranée Métropole, de partager des expériences, de bonnes pratiques pour une mise en commun des réflexions en concertation étroite tant avec les autres Conseils de développement de la Région qu'avec l'ensemble des Conseils de développement des autres métropoles françaises ;

- l'intérêt de renouveler l'adhésion à l'association Coordination Nationale des Conseils de Développement pour l'année civile 2021.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion à l'association Coordination Nationale des Conseils de Développement au titre de l'année civile 2021.

ARTICLE 2 : De verser à l'association une cotisation annuelle plafonnée s'élevant à 4 785,48 €, compte-tenu du nombre d'habitants de la Métropole.

ARTICLE 3 : De dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire, à signer le bulletin d'adhésion ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 JUIL. 2021**

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALV



Publiée le : **13 JUIL. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **13 JUIL. 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Adhésion 2021 CNCD

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Pôle Proximité Espaces Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une demande de
subvention - Étude paysagère du lido de
Villeneuve-lès-Maguelone**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment la possibilité d'approuver les demandes de subventions auprès des organismes publics ;
- VU la délibération du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine « Voiries, Espace public » ;
- VU l'arrêté préfectoral DDTM34-2019-06-10458 du 07 juin 2019, portant approbation à la Métropole de Montpellier de la concession des plages naturelles situées sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone ;
- VU les articles.121-23 du Code de l'urbanisme qui définissent les Espaces Remarquables et Caractéristiques.

CONSIDERANT :

- qu'il convient d'étudier les conditions d'implantations des infrastructures des sous-concessions de plage ainsi que les Zones d'Activités Municipales afférentes, par le lancement d'une étude paysagère sur le lido de Villeneuve-lès-Maguelone afin de respecter les enjeux environnementaux (recul du trait de côte), patrimoniaux (Cathédrale de Maguelone), et réglementaires (décret sur les espaces remarquables) ;
- que le lancement de cette étude doit s'établir en concertation avec la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, la DREAL Occitanie, division des sites et paysages et la DDTM34 unité Cultures marines et Littoral ;
- que La DREAL Occitanie, Division des sites et paysages a signifié un possible soutien financier à hauteur de 8000 € sur un montant total estimé à 10 000 €.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser le lancement de l'étude paysagère du lido de Villeneuve-lès-Maguelone afin d'étudier les conditions d'implantations des infrastructures des sous-concessions de plage ainsi que les Zones d'Activités Municipales afférentes ;

ARTICLE 2 : De solliciter auprès des services de la DREAL Occitanie, division des sites et paysages la subvention la plus élevée possible ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'avenant à la convention visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 21 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 22 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M1D0014AT
d'aménagement de voirie des chemins des
Mendrous et du Sablassou à Castelnau-le-
Lez - Attribution du marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE ;
- VU le Code de la Commande Publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans les domaines de la « Voirie et de l'Espace Public » ;

CONSIDERANT :

- que des travaux d'aménagement de voirie sont nécessaires sur les chemins des Mendrous et du Sablassou à Castelnau-le-Lez ;

- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément aux articles L2131-1 et R2123-1 1° du Code de la Commande Publique sous la forme d'un marché à tranches pour une durée maximale de 547 jours calendaires toutes tranches confondues ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Prix des prestations – 40%
- Valeur technique – 50%
- Délai d'exécution – 10%

- qu'après analyse, le groupement d'entreprises EUROVIA PACA / BOUYGUES Energies Services sis ZA La Biste 82 rue Calvignac à Baillargues a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M1D0014AT relatif aux travaux d'aménagement de voirie des chemins des Mendrous et du Sablassou à Castelnau-le-Lez au groupement d'entreprises EUROVIA PACA / BOUYGUES Energies Services, pour un montant estimatif de 1 797 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est de 547 jours calendaires toutes tranches confondues.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

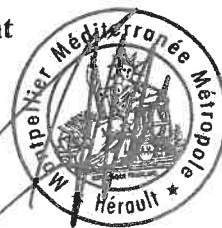
ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 22 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention
d'occupation temporaire et de travaux sur
la parcelle AL 61 sur la commune de
Fabrègues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine de la « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;
- VU le projet de convention d'occupation temporaire pour travaux d'une surface de 296 m², d'une longueur traversée de 61 m et d'une surface occupée de 179 m² environ portant sur la parcelle cadastrée AL 61 – impasse Ceceles - sise commune de FABREGUES et appartenant à Mr et Mme CAMPOY François et Mr FERRARI Charles Albert Joseph, pour une durée de 4 mois, consenti à titre gratuit au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Considérant :

- que la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole a prévu la réhabilitation d'un réseau d'assainissement actuellement situé dans le lit du cours d'eau « le Merdanson » à FABREGUES, avec le dévoiement de celui-ci sur une parcelle privée ;

- que les négociations amiables menées avec le propriétaire ont conduit à la constitution de servitudes de passage sur les parcelles privées traversées par ladite canalisation ; une convention de servitude est signée concomitamment aux présentes;

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire et de travaux sur la parcelle AL 61 sur la commune de Fabrègues est consentie par les propriétaires Mr et Mme CAMPOY François demeurant au 9 rue Rabelais - 34690 FABREGUES et Mr FERRARI Charles Albert Joseph demeurant au 7 rue Rabelais - 34690 FABREGUES au profit de Montpellier Méditerranée Métropole. La convention est établie pour une durée d'occupation temporaire de 4 mois après signature de toutes les parties. Elle est conclue à titre gratuit.

ARTICLE 2 : de dire que Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée de bénéficier d'une occupation temporaire et de travaux sur la parcelle AL 61 sur la commune de FABREGUES.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention d'occupation temporaire visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



20 JUIL. 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 20 JUIL. 2021

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Etudes Conduites Opérations et Voiries Interurbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M1B0006EP
- Réhabilitation d'un ouvrage d'art et
exploitation sous chantier - Pont Raymond
Chauliac à Montpellier - Avenant n°1 -
Avenant de transfert**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°MD2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;
- VU la décision MD2021-326 du 14 avril 2021 attribuant le marché n°M1B0006EP – Réhabilitation d'un ouvrage d'art et exploitation sous chantier – Pont Raymond Chauliac à Montpellier au groupement SEDOA-CEREG-SITETUDES, 20 impasse de Courpouy 34990 Juvignac pour un montant de 50 055 € HT et une durée de 24 mois.;

CONSIDÉRANT :

- que la PRESENTS SA, par courriel du 25 juin 2021, a fait part à Montpellier Méditerranée Métropole de l'entrée en vigueur au 1 juin 2021 de la fusion de SITETUDES et PRESENTS ;
- qu'il convient d'acter cette fusion par la passation d'un avenant de transfert de l'entreprise SITETUDES à l'entreprise PRESENTS SA du marché n°M1B0006EP – Réhabilitation d'un ouvrage d'art et exploitation sous chantier – Pont Raymond Chauliac à Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant de transfert de l'entreprise SITETUDES à l'entreprise PRESENTS SA du marché n°M1B0006EP – Réhabilitation d'un ouvrage d'art et exploitation sous chantier – Pont Raymond Chauliac à Montpellier.

ARTICLE 2 : L'avenant n'a aucune incidence financière.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 21 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 22 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 22 JUIL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant de transfert

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Maîtrise d'Ouvrage**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une autorisation de
dépôt de permis de construire sur le Site
archéologique Lattara - Musée Henri
Prades à Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la « Culture et du Patrimoine historique » ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;

CONSIDÉRANT :

- le projet de travaux de maçonnerie pour la restauration et le confortement de vestiges archéologiques en petite maçonnerie de moellons, de mise en œuvre d'une palissade en abord de site et des travaux divers d'aménagement paysager sur le site archéologique Lattara – Musée Henri Prades à Lattes ;
- qu'au vu de la nature des travaux envisagés, la réalisation de l'opération nécessite le dépôt d'un dossier de demande de permis de construire auprès des services compétents.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt d'un permis de construire pour la mise en œuvre des travaux sus-mentionnés ;

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer le dossier de demande de permis de construire visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 20 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention
d'occupation du domaine public pour
l'occupation de locaux par la société
BIGGER INSIDE au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n° M2020-483 du 17 décembre 2020 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2021 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique,
- VU l'entreprise BIGGER INSIDE, entreprise anciennement hébergée à CAP ALPHA, pépinière d'entreprises du Business Innovation Centre de Montpellier Méditerranée Métropole (BIC), sise 3 avenue de l'Europe à Clapiers, du 1^{er} octobre 2018 au 31 mai 2020 soit pour une durée de vingt mois,
- VU son départ anticipé au 1^{er} juin 2020 suite à la crise sanitaire du Covid-19 et avant la fin de sa convention d'occupation d'une durée de trente six mois,
- VU la sollicitation de l'entreprise BIGGER INSISDE pour réintégrer une des pépinières du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole, CAP ALPHA sise à Clapiers ou CAP OMEGA sise Montpellier,
- VU la validation pour la demande de mise à disposition d'une surface locative par le comité d'agrément du BIC de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 23 juin 2021;
- **CONSIDERANT QUE :**
 - l'entreprise BIGGER INSIDE répond aux critères exigés pour une installation à CAP OMEGA,
 - l'entreprise, se trouve dans une phase charnière de reconstruction et a besoin d'une surface de 15 m² suite à la reprise d'activité d'après le déconfinement,
 - LE BIC de Montpellier Méditerranée Métropole souhaite conserver l'antériorité des vingt mois de location sur la pépinière d'entreprises CAP ALPHA,

D E C I D E

ARTICLE 1: qu'une convention d'occupation du domaine public, est conclue entre la société BIGGER INSIDE et LE BIC de Montpellier Méditerranée Métropole pour une période de seize mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 octobre 2022.

ARTICLE 2: qu'à compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société BIGGER INSIDE pour la surface de 14,82 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 195,47 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2020-483 du Conseil de Métropole en date du 17 décembre 2020.

ARTICLE 3 : qu'à échéance de cette occupation de seize mois, la convention d'occupation pourra être renouvelée pour une durée supplémentaire de douze mois avec une majoration du loyer de base de 7% conformément au tarif applicable approuvé par délibération n° M2020-483 du Conseil de Métropole en date du 17 décembre 2020.

ARTICLE 4: que la recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5: que Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6: que Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 JUIL. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 19 JUIL. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 19 JUIL. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- CONVENTION

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'accord-cadre de
travaux d'aménagement des bureaux sur le
site de l'ancien Hôtel de Ville - Commune
de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la maîtrise foncière » ;

- VU la convention de mandat avec SA3M pour la réalisation des travaux de réhabilitation de l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur de la French Tech et mission d'accompagnement pour l'installation des futurs utilisateurs, approuvée par délibération n°13560 du 27 janvier 2016 et notifiée le 26 février 2016, autorisant Monsieur Christophe PEREZ, en qualité de Directeur Général de SA3M, à signer les marchés faisant l'objet de cette convention,

CONSIDERANT :

- que des prestations des travaux d'aménagements de bureaux sur les plateaux de la French Tech sont nécessaires ;
- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément à l'article R.2123-1 sous la forme d'un accord cadre à bons de commande et mono attributaire pour une durée de 1 an ferme, reconductible expressément trois fois ;
- que les travaux sont répartis en 6 lots, traités par accord cadre séparés selon la décomposition suivante :
 - Lot 01 CLOISONS / FAUX PLAFONDS / MENUISERIE INTERIEURE**
 - Lot 02 REVÊTEMENTS DE SOLS**
 - Lot 03 PEINTURE / SIGNALÉTIQUE**
 - Lot 04 NETTOYAGE**
 - Lot 05 COURANTS FORT – COURANTS FAIBLES**
 - Lot 06 PLOMBERIE – CVC**
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - valeur technique de l'offre (60%)
 - prix (40%)
- qu'après l'analyse des offres, les entreprises suivantes, présentent pour chacun des lots l'offre économiquement la plus avantageuse :
 - Pour le lot n°1 CLOISONS / FAUX PLAFONDS / MENUISERIE INTERIEURE : L'entreprise ETS JF CORTINA, pour un montant maximal de commandes de 70 000 € HT, ayant son siège social au 22 rue Nelson Mandela – 34070 MONTPELLIER;
 - Pour le lot n°2 REVÊTEMENTS DE SOLS : L'entreprise FPI, pour un montant maximal de commandes de 40 000 € HT, ayant siège social à PAE LA TOUR, 264 rue Denis PAIN - 34570 MONTARNAUD;
 - Pour le Lot n°3 PEINTURE / SIGNALÉTIQUE : L'entreprise CORNIL, pour un montant maximal de commandes de 40 000 € HT, ayant siège social au 40 avenue du Progrès - 34820 TEYRAN;
 - Pour le Lot n°4 NETTOYAGE : L'entreprise WILAU PROPRETE, pour un montant maximal de commandes de 30 000 € HT, ayant siège social au 2bis chemin de la Traverse - 65420 IBOS ;
 - Pour le Lot n°5 COURANTS FORT – COURANTS FAIBLES : L'entreprise EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - IPERION, pour un montant maximal de commandes de 60 000 € HT, ayant son siège social à Z.A La Peyrière, Place de la Méditerranée – 34430 SAIN JEAN DE VEDAS ;
 - Pour le Lot n°6 PLOMBERIE – CVC : L'entreprise AXIMA CONCEPT (ENGIE Solutions), pour un montant maximal de commandes de 60 000 € HT, ayant siège social à Tour 1, 1 Place Samuel de Champlain, Faubourg de l'Arche – 92930 PARIS LA DEFENSE.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer les marchés aux entreprises suivantes :

- Pour le lot n°1 CLOISONS / FAUX PLAFONDS / MENUISERIE INTERIEURE : L'entreprise ETS JF CORTINA, pour un montant maximal de commandes de 70 000 € HT.
- Pour le lot n°2 REVÊTEMENTS DE SOLS : L'entreprise FPI, pour un montant maximal de commandes de 40 000 € HT.
- Pour le Lot n°3 PEINTURE / SIGNALÉTIQUE : L'entreprise CORNIL, pour un montant maximal de commandes de 40 000 € HT.
- Pour le Lot n°4 NETTOYAGE : L'entreprise WILAU PROPRETE, pour un montant maximal de commandes de 30 000 € HT.
- Pour le Lot n°5 COURANTS FORT – COURANTS FAIBLES : L'entreprise EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - IPERION, pour un montant maximal de commandes de 60 000 € HT.
- Pour le Lot n°6 PLOMBERIE – CVC : L'entreprise AXIMA CONCEPT (ENGIE Solutions), pour un montant maximal de commandes de 60 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de un an ferme, reconductible expressément trois fois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AOUT 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 16 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative de la Régie de
recettes Station de compostage de
Grammont**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle du 21 juillet 2020 n°M2020-98 article 3.2 pouvant créer, modifier, supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-Président délégué aux Finances ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22 ;
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée ;
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

-VU la délégation de fonction aux Finances, aux Politiques contractuelles et à la Coopération avec les communes, donnée à Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, et notamment celle de créer, de modifier et de supprimer des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;

-VU la décision n°D2020-170 du 19 février 2020 modifiée, portant création d'une régie de recettes pour la Station de Compostage de Grammont ;

- VU l'avis conforme du 29 juin 2021, de Madame la Trésorière ;

CONSIDERANT :

- que pour assurer le bon fonctionnement de la régie, il convient d'ouvrir un compte de dépôt de fonds auprès de la Trésorerie Générale.

D E C I D E

ARTICLE 1 : A compter du 1^{er} janvier 2004, afin de permettre l'encaissement des recettes sur la station de compostage de Grammont, une régie de recettes est créée auprès du Service Demeter de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Cette régie est installée dans les locaux de la Métropole au 50 place Zeus 34000 MONTPELLIER à la Direction de la Prévention et la Gestion des Déchets.

ARTICLE 3 : La régie encaisse les produits suivants :

- Toutes opérations effectuées dans le cadre de la Station de compostage (recettes issues du dépôt par les usagers autorisés des déchets verts en vue de leur traitement par compostage.
- En cas de perte du badge d'accès au pont bascule un montant de 10 euros sera facturé à l'utilisateur pour le renouvellement.

ARTICLE 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en numéraire
- chèques bancaires

ARTICLE 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualités auprès de la Trésorerie Générale.

ARTICLE 6 : Un fonds de caisse d'un montant de quatre cent euros (400 €) est mis à la disposition du régisseur.

ARTICLE 7 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à mille euros (1 000 €).

ARTICLE 8 : Il est créé une sous-régie de recettes dont les modalités de fonctionnement sont précisées dans l'acte constitutif de la sous-régie.

ARTICLE 9 : Le régisseur est tenu de verser auprès de la Trésorière Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 10 : Le régisseur verse auprès de la Trésorière Municipale la totalité des justificatifs des opérations de recettes tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de chaque année,
- en cas de changement de régisseur,
- au terme de la régie

ARTICLE 11 : Au vu du montant des recettes, le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement. Si les recettes devaient être portées à un montant supérieur à 1 220 €, le cautionnement sera appliqué selon le barème en vigueur.

ARTICLE 12 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 : Les suppléants ne percevront pas d'indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 14 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 JUL. 2021

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALV



Publiée le : 13 JUL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13 JUL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un bail précaire de
location entre Montpellier Méditerranée
Métropole et Monsieur Michel NAVARRO
- Logement de gardien Domaine de la
Pompignane

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de 1^{er} Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;

CONSIDERANT :

- que Monsieur Michel Navarro a été affecté au poste de gardien du domaine métropolitain de la Pompignane et a bénéficié d'un logement de fonction à ce titre ;

- que cet ensemble immobilier a été cédé à la SA3M ;
- que par délibération en Conseil de Métropole en date du 29 Mars 2021 une nouvelle liste d'emplois bénéficiant d'un logement de fonction a été votée et n'intègre plus le logement susvisé à compter du 1^{er} avril 2021
- que le local à usage d'habitation sur le domaine de la Pompignane occupé par Monsieur Michel Navarro fait l'objet d'une convention de prêt d'usage entre la SA3M et Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'au 31 août 2021 afin que cette dernière continue à bénéficier de la jouissance ce logement dans l'intérêt de son salarié
- que Monsieur Michel Navarro est en arrêt maladie depuis le 19 octobre 2020 et que la Commission de réforme a émis un avis favorable à son placement en longue maladie
- qu'au regard de cette situation il convient d'établir de manière transitoire un bail précaire à titre gratuit concernant ce local d'habitation entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Navarro afin de l'accompagner dans la recherche d'une solution plus pérenne de logement.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un bail précaire à titre gracieux avec Monsieur Michel Navarro.

ARTICLE 2 : Le bail précaire porte sur la maison de gardien située Mas de Pastourel à Montpellier, sur la parcelle cadastrée RR 81.

ARTICLE 3 : Le présent bail est consenti de la date de suppression du logement de fonction jusqu'au 31 août 2021.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif contrat au bail précaire visé à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



28 JUIL. 2021

Montpellier, le

Pour le Vice-Président

Par délégation

Monsieur le Vice-Président

R. CALVAT

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 28 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet bail précaire Gardien Pompignane.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
de 1 590m² route de Mende à Montferrier-
sur-Lez appartenant à la SCI Crouzet et la
SCI Montferrier Immo dans le cadre de la
réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du « Transport et des Mobilités actives » ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché ;

- VU la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2^{ème} phase de la 5^{ème} ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

CONSIDERANT :

- que 1 590 m² des biens immobilier situés Route de Mendes à Montferrier-sur-Lez, cadastrés section AB n° 146 – AB 149 – AB 154, appartenant à la SCI LE CROUZET et la SCI MONTFERRIER IMMO, sont nécessaires à la réalisation de la ligne 5 de tramway ;

- que 832 m² du bien immobilier situé Route de Mendes à Montferrier-sur-Lez, cadastré section AB n° 150, appartenant à M. FRANCES Remi, en cours d'acquisition par MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, intéressent la SCI LE CROUZET et la SCI MONTFERRIER IMMO ;

- qu'il est nécessaire d'autoriser cet échange et la prise de possession anticipée des emprises sur les parcelles AB n°146 – AB 149 – AB 154 ;

- qu'il est également nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur les parcelles AB n°146 – AB 149 – AB 154.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 1 590 m² des biens immobilier situés Route de Mendes à Montferrier-sur-Lez, cadastrés section AB n° 146 – AB 149 – AB 154, appartenant à la SCI LE CROUZET et la SCI MONTFERRIER IMMO.

Le prix d'acquisition de cette emprise est fixé à 86 041 € (QUATRE VINGT SIX MILLE QUARANTE ET UN EUROS) toutes indemnités confondues, au vu de l'avis de France Domaine.

ARTICLE 2 : Le paiement du prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus de 86 041 € (QUATRE VINGT SIX MILLE QUARANTE ET UN EUROS), se décompose comme suit :

- Echange de 832 m² du bien immobilier situé Route de Mendes à Montferrier-sur-Lez, cadastré section AB n°150, appartenant à M. FRANCES Remi, en cours d'acquisition par MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, dont le montant est estimé à 8 320 € (HUIT MILLE TROIS CENT VINGT EUROS) toutes indemnités confondues, au vu de l'avis de France Domaine.
- Une soulte d'un montant de 77 721 € (SOIXANTE DIX SEPT MILLE SEPT CENT VINGT ET UN EUROS), payée par TaM en sa qualité de tiers payeur.
-

ARTICLE 3 : L'acte d'échange des parcelles désignées aux articles 1 et 2 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2^{ème} phase de la 5^{ème} ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par la SCI LE CROUZET et la SCI MONTFERRIER IMMO et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction,
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2^{ème} phase de la 5^{ème} ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par la SCI LE CROUZET et la SCI MONTFERRIER IMMO et son locataire commercial la SARL SOCIETE HOTELIERE DE MONTFERRIER.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2^{ème} phase de la 5^{ème} ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 JUL. 2021

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSÉ



Publiée le : 5/08/2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 5.08.2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Autorisation de faire les travaux
- Promesse d'échange

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
servitude sur la parcelle AL 61 - Commune
de Fabrègues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;

CONSIDÉRANT :

- que la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole a prévu la réhabilitation d'un réseau d'assainissement actuellement situé dans le lit du cours d'eau « le Merdanson » à FABREGUES, avec le dévoiement de celui-ci sur une parcelle privée ;
- que les négociations amiables menées avec le propriétaire ont conduit à la constitution de servitudes de passage sur les parcelles privées traversées par ladite canalisation ; une convention de servitude est signée concomitamment aux présentes.

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention de constitution de servitude sur la parcelle AL 61 sur la commune de Fabrègues est consentie par les propriétaires Mr et Mme CAMPOY François demeurant au 9 rue Rabelais - 34690 FABREGUES et Mr FERRARI Charles Albert Joseph demeurant au 7 rue Rabelais - 34690 FABREGUES au profit de Montpellier Méditerranée Métropole. La convention prend effet à compter de la signature par les parties.

ARTICLE 2 : De dire que cette constitution de servitude est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'acte de constitution de servitude et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : 20 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention de servitude.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la clôture de la régie de
recette de la médiathèque Federico
FELLINI

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de créer, modifier, supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans le domaine des « Finances et aux Politiques contractuelles et à la Coopération avec les communes » ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

- VU la décision n°2006-379 modifiée, du 13 juillet 2006 du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, instituant une régie de recettes à la médiathèque Federico FELLINI,

- VU l'avis conforme du 29 juin 2021, de Madame la Trésorière,

CONSIDERANT :

- que la médiathèque Federico FELLINI étant désormais intégrée à la médiathèque Centrale Emile ZOLA, la régie de recettes n'a plus lieu d'être.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La régie de recettes de la médiathèque Federico FELLINI est clôturée à compter du 1^{er} juillet 2021.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 JUIL. 2021

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT



Publiée le : 15 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 15 JUIL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M1D0020VD - Traitement des déchets
inertes issus des déchèteries de la
Métropole de Montpellier - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de « Collecte, Tri, Valorisation des déchets et à la Politique zéro déchet » ;

CONSIDÉRANT :

- la nécessité de lancer une consultation pour le traitement des déchets inertes issus des déchèteries de la Métropole de Montpellier ;
- qu'une procédure d'appel d'offres a été lancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de deux ans ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - Prix des prestations au regard du montant du DQE : 40%
- que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 29 juin 2021, a classé les offres et choisi l'entreprise SOVAMI – Etablissement secondaire des Carrières des Roches Bleues- sis 2189 route de Bel Air à GRABELS (34790) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M1D0020VD – Traitement des déchets inertes issus des déchèteries de la Métropole de Montpellier à l'entreprise SOVAMI – Etablissement secondaire des Carrières des Roches Bleues, pour un montant prévisionnel de la prestation de traitement des matériaux 317 782,57 € HT sur la durée du marché.
Les prestations seront rémunérées par application des prix unitaires fixés dans le bordereau des prix aux quantités réellement exécutées.
Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de deux ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

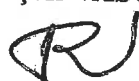
ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

28 JUL. 2021

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ



28 JUL. 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

28 JUL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un contrat précaire de
location entre Montpellier Méditerranée
Métropole et le CHU de Montpellier - site
de Montaner - stockage de palettes de
masques destinés à la réforme**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

CONSIDERANT :

- que le CHU de Montpellier, sis 191 avenue du Doyen Gaston Giraud à Montpellier a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin de pouvoir stocker des palettes de masques chirurgicaux destinés à la réforme ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un bâtiment pouvant servir de lieu de stockage pur des palettes de masques, situé sur le site de Montaner au 140 rue du Mas de Bringaud, parcelle OL0073 à Montpellier.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un bail précaire de location avec le CHU de Montpellier pour le stockage de palettes de masques destinés à être réformés.

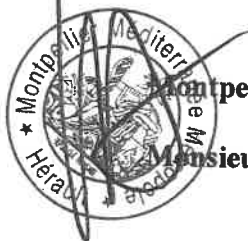
ARTICLE 2 : Le bail précaire porte sur un bâtiment situé sur le site de Montaner au 140 rue du Mas Bringaud à Montpellier.

ARTICLE 3 : Le bail précaire est consenti et accepté pour une durée de 3 mois à compter de la signature, renouvelable tacitement 1 mois.

ARTICLE 4 : Le bail est consenti à titre gratuit dans la cadre de l'entraide sanitaire entre entités publiques.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif au bail précaire visé à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 13 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 15 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet location Montaner CHU vd FR.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au protocole d'accord
transactionnel entre les époux LIGARY, la
SMACL et Montpellier Méditerranée
Métropole - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle d'autoriser au nom de la Métropole, la signature de protocoles transactionnels permettant de régler à l'amiable un litige, lorsque la somme à la charge de la Métropole objet du protocole est inférieure ou égale à 10 000 € ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de la « Voirie et de l'Espace Public » ;

CONSIDÉRANT :

- que Madame Marie-Angèle FRESCA, épouse LIGARY, et Monsieur Laurent LIGARY sont propriétaires d'une maison individuelle sise parcelle AI 432, 11 rue de Bellevue, sur le territoire de la Commune de Restinclières. Leur propriété est contiguë, côté Nord-Ouest, de la rue de Bellevue relevant du domaine public routier communal puis, à compter du 1^{er} janvier 2015, de la compétence voirie de Montpellier Méditerranée Métropole.

- que courant 2000, la Commune de Restinclières a remblayé le fossé situé entre la chaussée de la rue de Bellevue et le mur de clôture de Monsieur et Madame LIGARY élevé en 1999 en contrebas de la chaussée. Monsieur et Madame LIGARY ont informé la Commune de Restinclières de ce que leur mur de clôture ne présentait pas les caractéristiques d'un mur de soutènement susceptible de supporter le remblai.
- qu'en 2013 puis en 2015 Monsieur et Madame LIGARY ont signalé des fissures affectant leur mur de clôture. Le 9 juillet 2018, le cabinet POLYEXPERT mandaté par la MAIF, assureur de Monsieur et Madame LIGARY, a établi un rapport d'expertise selon lequel : « *Dans l'hypothèse de construction d'un mur de soutènement sur la partie communale et sous réserve que la gestion des eaux de pluie soit bien appréhendée, le mur du Sociétaire pourra être conservé en l'état avec reprises des fissures (intrinsèques à la construction d'origine) et application d'un enduit type I3* ».
- qu'à défaut de réalisation immédiate d'un mur de soutènement par Montpellier Méditerranée Métropole et considérant que les désordres de leur mur de clôture perduraient, Monsieur et Madame LIGARY ont obtenu, selon ordonnance de Madame la présidente du Tribunal administratif de Montpellier du 19 novembre 2019, la désignation de Monsieur Michel SIDOLI en qualité d'expert.
- que Monsieur SIDOLI a rendu son rapport le 30 octobre 2020, et conclut : « *Pour l'Expert les causes et origines du désordre proviennent donc bien du remblai. (...) Comme il en avait été convenu par la Métropole et noté dans le rapport ESCOUVOIS, il sera utile de réaliser un mur de soutènement sur la partie communale en déblayant au préalable une partie des terres, afin de supprimer toutes les charges s'appuyant actuellement sur le mur de clôture des demandeurs. En complément, et afin d'écarter les eaux de ruissellement de ce mur de soutènement, un système de drainage et d'imperméabilisation du pied de mur devra être mis en place par la Métropole. (...) Dans la mesure où les causes et origines des désordres sont pour l'expert le remblai réalisé par la Métropole et les vibrations des véhicules circulant sur la chaussée, la prolongation de fissures verticales au-dessus du niveau de la voirie sont elles aussi à reprendre par la Métropole* ».
- que Monsieur et Madame LIGARY, Montpellier Méditerranée Métropole et la Société Mutuelle d'Assurance des Collectivités Locales (SMACL) se sont rapprochés pour mettre fin au litige, par le biais de concessions réciproques. Le présent protocole vaut donc transaction entre les parties au sens des articles 2044 et suivants du Code civil et fait obstacle à l'introduction ou à la poursuite entre les parties d'une action en justice se rapportant à son objet, conformément aux termes de l'article 2052 du même Code.
- que Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à réaliser, dans le délai de dix-huit mois à compter de la signature du présent protocole par Monsieur et Madame LIGARY, les travaux nécessaires à la suppression des causes des désordres affectant leur mur de clôture et à leur payer la somme de 3 501,30 € correspondant au coût de l'expertise de Monsieur Michel SIDOLI.
- que La SMACL Assurances s'engage à payer à Monsieur et Madame LIGARY la somme de 6 864 € au coût de la reprise du mur de clôture de ces derniers.
- que Les époux LIGARY déclarent être entièrement remplis de leurs droits et renoncent à toute prétention, à toute action et à toute voie de recours, de quelque nature que ce soit, à l'encontre de Montpellier Méditerranée Métropole et de la SMACL Assurances, concernant les faits objet du rapport d'expertise de Monsieur Michel SIDOLI du 30 octobre 2020 et du présent protocole.

DÉCIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le protocole d'accord transactionnel entre les époux LIGARY, la SMACL et Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 22 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 22 JUIL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet protocole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société FINDWEEK
dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

CONSIDERANT :

- la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier : la société FINDWEEK, représentée par Monsieur Michaël XARAU est une plateforme internet spécialisée dans l'organisation de weekends sur mesure.
Elle est candidate à la location du lot BO2-D de 61 m² à compter du 29/06/2021 et jusqu'à démolition du bâtiment.
L'entreprise projette un effectif de 15 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société FINDWEEK ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 15 JUIL. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD

Publiée le : 19 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 19 JUIL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention de
mandat d'études confiée à la Société
d'Aménagement de Montpellier
Méditerranée Métropole (SA3M) - Secteur
Pagézy - Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- VU le code de la commande publique et notamment ses articles L. 2511-1 à L.2511-5 relatifs à la quasi-régie ;
- VU l'arrêté portant délégation à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services ;
- VU la décision d'attribution en date du 11 janvier 2017 confiant la conduite d'une étude stratégique de reconquête urbaine entre la place de la Comédie et le Lez à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) ;

- VU la convention de mandat en date du 19 septembre 2017 conclue avec la SA3M, autorisant, en qualité de Directeur Général, Monsieur Christophe PEREZ à signer les marchés faisant l'objet de cette convention.

CONSIDERANT :

- que le périmètre d'étude dit « Comédie-Lez », ayant fait l'objet d'un mandat d'études préalables confié le 19 septembre 2017 par Montpellier Méditerranée Métropole à la SA3M par décision n°D2016-652 du 11 janvier 2017 a eu pour objet la définition d'orientations préalables d'aménagement et d'un plan programme ;
- que le présent mandat doit permettre d'adapter et de transcrire en opération d'aménagement ;
- qu'il est nécessaire d'affiner la programmation urbaine et d'évaluer au mieux la faisabilité et les modalités de réalisation pour l'engagement d'une opération d'aménagement.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'un mandat d'études confié à la SA3M, tel qu'annexé à la présente décision.

ARTICLE 2 : De conclure un marché de mandat d'études entre la Métropole de Montpellier et la SA3M, tel qu'annexé à la présente décision, pour un montant prévisionnel total d'études de 640 000 € HT (768 000 € TTC) et pour une durée de 30 mois à compter de la réception par le mandataire de la notification du document signé et transmis au représentant de l'Etat.

ARTICLE 3 : De dire que les honoraires de la SA3M pour l'exécution de sa mission seront établis au montant forfaitaire total de 220 000 € HT (264 000 € TTC).

ARTICLE 4 : D'autoriser la SA3M, mandataire, à signer au nom et pour le compte de la Métropole de Montpellier, les marchés d'études relevant de sa mission, dans la forme prescrite par les règles applicables au sein de la collectivité et dans le respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle.

ARTICLE 5 : De dire que la dépense sera imputée au budget d'investissement de la Métropole de Montpellier (Chapitre : 908241 ; Nature : 2031).

ARTICLE 6 : D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 06 JUIL. 2021




Monsieur le Directeur Général des Services
Olivier NYS

Publiée le : 06 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 06 JUIL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Mandat d'études Secteur Pagézy

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Régie de Collecte

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'adhésion de
Montpellier Méditerranée Métropole à la
convention de l'Union Générale des
Acheteurs Publics (UGAP) pour la gestion
de flotte de véhicules industriels, engins
industriels et équipements - Autorisation
de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur François VASQUEZ en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la passation de convention avec l'UGAP ;

- VU l'article L. 2113-4 dudit Code précisant que les pouvoirs adjudicateurs lorsqu'ils ont recours à une centrale d'achat soumise audit code, sont dispensés de leurs obligations de mise en concurrence ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de la « Collecte, tri, valorisation des déchets et Politique zéro déchet » ;

Considérant :

- que dans le cadre de la gestion de la collecte des déchets par la Régie de Collecte Montpellier Méditerranée Métropole possède un parc d'engins spécifiques nécessitant un entretien régulier pour la parfaite réalisation de leurs missions de service public ;

- que l'entretien, le contrôle et les réparations et la fourniture de pièces associées de ces engins relèvent d'une complexité technique particulière ;

- que l'Union Générale Acheteurs Publics (UGAP) a conclu un accord-cadre (n°771751) avec la Société Fatec Group ayant pour objet la gestion de flotte pour véhicules industriels, engins industriels et équipements pour une durée de 48 mois à compter du 14 décembre 2018 soit jusqu'au 13 décembre 2022 ;

- que la Métropole a des besoins portant sur la gestion d'une flotte automobile estimée à 53 engins (véhicules et engins industriels, équipements de Montpellier Méditerranée Métropole), la liste étant modifiable à tout moment ;

- que le marché actuel n°4803VD17 d'entretien et maintenance des véhicules et équipements de la Régie de collecte des déchets ménagers, et de la plateforme de traitement des déchets verts de Grammont arrive à échéance le 23 août 2021 ;

- que la convention avec l'UGAP permettra l'accès à un marché subséquent à bons de commande relatif à cet accord cadre sans minimum ni maximum d'une durée minimale d'engagement de 30 mois (renouvelable 1 fois 6 mois) ;

- que le montant estimatif annuel des frais de gestion est de 25 000 € HT, le coût des réparations et fournitures associées pour cette période est estimé à 700 000 € HT.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à adhérer à la convention de l'Union Générale des Acheteurs Publics permettant l'accès au marché subséquent relatif à l'accord-cadre ayant pour objet la gestion de flotte pour véhicules industriels, engins industriels et équipements pour une durée initiale de 30 mois (renouvelable 3 fois 6mois).

Le marché subséquent prend effet à compter du 24 août 2021 ou à la date de notification si celle-ci est postérieure.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense estimative annuelle des frais de gestion, issus du marché subséquent est de 25 000 € HT, le coût annuel des fournitures et réparations étant estimé à 700 000 € HT sera imputée sur le budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 JUIL. 2021**

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ



Publiée le : **28 JUIL. 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **28 JUIL. 2021**

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet convention UGAP

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à une convention
d'occupation temporaire et de travaux sur
la parcelle LT 75 lieu-dit La Paillade -
Commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;

CONSIDÉRANT :

- que la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole doit assurer le renouvellement du réseau d'eau potable sur le secteur Barrage du Lac des Garrigues et poser une conduite d'eau potable assurant le renforcement de la défense incendie de la commune de Juvignac sur une parcelle privée de la Ville de MONTPELLIER cadastrée LT 75 d'une surface de 1500m², d'une longueur traversée de 150 ml ;
- que les négociations amiables menées avec le propriétaire ont conduit à la constitution de servitudes de passage sur les parcelles privées traversées par ladite canalisation; une convention de servitude est signée concomitamment aux présentes.

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire et de travaux sur la parcelle LT75 lieu-dit La Paillade - sur la commune de Montpellier est consentie entre la ville de Montpellier et la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

La présente convention est établie pour une durée d'occupation temporaire de 18 mois à compter de l'obtention de l'autorisation de travaux.

La présente convention d'occupation temporaire est conclue à titre gratuit.

ARTICLE 2 : De dire que Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée de bénéficier d'une occupation temporaire sur la parcelle LT 75 lieu-dit La Paillade - sur la commune de MONTPELLIER.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention d'occupation temporaire visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 JUL. 2021

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : 20 JUL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 JUL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- COT Lac Garrigues.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Fixation
judiciaire du prix de la parcelle cadastrée
n°CN 20 à Lattes -SCI Du Soriech"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n°MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

CONSIDÉRANT :

- la nécessité de saisir le Juge de l'Expropriation du Département de l'Hérault pour fixation judiciaire du prix de la parcelle cadastrée n°CN 20 sise sur la commune de Lattes appartenant à la SCI du SORIECH et ce, dans le cadre du droit de préemption urbain exercé par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Juge de l'Expropriation du Département de l'Hérault pour fixation judiciaire du prix de la parcelle cadastrée n°CN n°20 sise sur la commune de Lattes.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

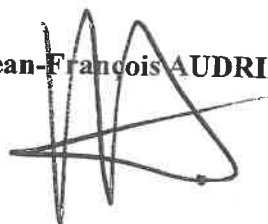
ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 09 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 09 JUIL. 2021

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°M1D0046AT - Travaux de création d'une
piste cyclable entre Juvignac et Saint
Georges d'Orques - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine « Voirie et espace public » ;
- VU la décision N°2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre N°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018 ;

CONSIDÉRANT :

- que des travaux de création d'une piste cyclable entre Juvignac et Saint Georges d'Orques sont nécessaires ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret N°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre N°5023AT17 – lot 1 « secteur Ouest » sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 4 mois (dont une période de préparation de 30 jours) ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif – 40 %
 - Valeur technique au regard du mémoire technique – 60 %

- qu'après analyse, l'entreprise Eurovia sise à Juvignac présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent N° M1D0046AT relatif aux travaux de création d'une piste cyclable entre Juvignac et Saint Georges d'Orques à l'entreprise Eurovia, pour un montant de 212 416,90 € HT.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est de 4 mois (dont une période de préparation de 30 jours).

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



28 JUIL. 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

28 JUIL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché
n°G0D0031MG - Acquisition et livraison
de fournitures d'environnement de bureau
- Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et celle approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de « Administration Générale et à la Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

CONSIDÉRANT :

- qu'afin de continuer à rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier, le CCAS de Baillargues et les communes de Baillargues, Cournonsec, Grabels, Jacou, Juvignac, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Saint-Georges-d'Orques, Saint-jean-de-Védas, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone ont décidé de constituer un groupement de commandes pour l'Acquisition et la Livraison de Fournitures d'Environnement du Bureau.

- que Montpellier Méditerranée Métropole fut désignée coordonnateur de ce groupement et sa commission d'Appel d'Offres est celle du groupement, chaque membre du groupement s'assurant de l'exécution du marché pour ce qui le concerne ;

- qu'à ce titre, une procédure de mise en concurrence par un appel d'offres ouvert a été lancée le 25/11/2020 au BOAMP et JOUE pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum et un opérateur unique pour une période initiale d'exécution d'un an reconductible tacitement 3 fois une année ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

Critères	Pondération
1- Le critère prix sera apprécié au regard de l'addition du total du DQE (joint au DCE) et d'un DQE caché portant sur le catalogue.	60%
2- Le critère Valeur technique sera apprécié au regard de la qualité des réponses apportées par les candidats au mémoire technique	40%

- que la Commission d'appel d'offres du 29/06/2021 a désigné la SAS FIDUCIAL BUREAUTIQUE, sise 41 rue du Capitaine Guynemer, 92 400 Courbevoie comme présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché G0D0031MG Acquisition et livraison d'environnement de bureau à la SAS FIDUCIAL BUREAUTIQUE sise 41 rue du Capitaine Guynemer, 92 400 Courbevoie, sur la base d'un accord-cadre à bon de commande sans minimum ni maximum, pour une durée reconductible tacitement 3 fois une année.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense concernant Montpellier Méditerranée Métropole sera imputée sur budget principal et budgets annexes, tous chapitres.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché visé à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 15 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°M0D0080EA - Extension et maintenance
du système opérationnel de surveillance et
de gestion en temps réel du risque
hydrométéorologique, Ville en alerte -
Attribution

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Véronique NEGRET en matière de « Littoral, Prévention des Risques Majeurs et GEMAPI » ;

CONSIDÉRANT :

- que des prestations d'extension et de maintenance du système opérationnel de surveillance et de gestion en temps réel du risque hydrométéorologique, Ville en alerte sont nécessaires ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2122-1 et R. 2122-3 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire sans publicité ni mise en concurrence pour une durée de 4 ans ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %
 - Prix des prestations au regard du Détail Quantitatif Estimatif : 40 %
- qu'après analyse, l'offre de l'entreprise SYNAPSE sise 140 rue Clément François Prunelle – 34790 GRABELS est économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M0D0080EA - Extension et maintenance du système opérationnel de surveillance et de gestion en temps réel du risque hydrométéorologique, Ville en alerte à l'entreprise SYNAPSE sise 140 rue Clément François Prunelle – 34790 GRABELS pour un montant de 246 089,00 € HT.

L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 4 ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 JUL. 2021

Madame la Vice-Présidente

Véronique NEGRET



Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°M1D0009DC - Lot n°2 à l'accord-cadre
n°M0D0016DC pour le transport des
œuvres de l'exposition ' United States of
Abstraction - Artistes américains en
France 1946-1964 ' au musée Fabre de
Montpellier Méditerranée Métropole -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur PENSO Eric, dans le domaine de la « Culture et du Patrimoine Historique » ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de passer un marché subséquent au lot n°2 de l'accord-cadre n°M0D0016DC pour le transport des œuvres de l'exposition *United States of Abstraction – Artistes américains en France 1946-1964* au musée Fabre de Montpellier ;
- qu'une lettre de consultation a été adressée le 25 juin 2021 aux 2 titulaires de l'accord-cadre n°M0D0016DC au lot n°2 (LP ART et ANDRE CHENUE) selon les modalités fixées à l'article 1.4 du Cahier des clauses administratives particulières ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard de la qualité des réponses apportées par les candidats dans le mémoire technique : 60%
 - Prix des prestations au regard du cadre de la décomposition globale et forfaitaire (C.D.P.G.F.) : 40%
- qu'après analyse, l'entreprise LP ART, sise 274 rue de Rosny, 93100 Montreuil présente une offre économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°M1D0009DC à l'accord-cadre n°M0D0016DC pour le transport des œuvres de l'exposition *United States of Abstraction – Artistes américains en France 1946-1964*; Lot n°2 – Emballage, transport aller et retour, installation/désinstallation, prise en charge des convoyeurs aller et retour pour les expositions organisées par le musée Fabre ou conjointement avec le musée Fabre, des œuvres en provenance de tous les pays à l'entreprise LP ART pour un montant global et forfaitaire 234 795 € H.T., soit 261 624 € TTC (Certaines prestations ne sont pas taxables). Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

13/7/21

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 15 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

15 JUIL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la désaffectation et au
déclassement d'une emprise de 267 m²
environ - Située rue des Troènes -
Commune de Villeneuve-lès-Maguelone

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière » ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la demande de la commune en date du 22 avril 2021 de régulariser ce foncier au profit de la société Immobilière européenne des Mousquetaires ;

- VU le plan de division établi par le cabinet de géomètres-experts PAGES ;

CONSIDERANT :

- la nécessité de déclasser une emprise issue de la rue des Troènes sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, avant de pouvoir la céder ;

- que cette emprise de la rue des Troènes n'est affectée à aucun usage public, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une emprise d'une contenance de 267 m² environ à extraire de la rue des Troènes sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone, est désaffectée.

ARTICLE 2 : Conformément aux dispositions de l'article L.141-3 du Code de la voirie routière, cette emprise est déclassée du domaine public.

ARTICLE 3 : Ladite emprise est intégrée au domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder au numérotage cadastral de cette emprise.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AOUT 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 16 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle CR 238 - Propriété de la
copropriété Audace - Avenue des Platanes -
Commune de Lattes

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU le permis de construire n°34129 14 M0043 délivré par la Mairie de Lattes le 23 juillet 2015,
- VU le procès-verbal d'assemblée générale de la copropriété Audace en date du 6 juillet 2021,

- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir la parcelle cadastrée CR 238, située avenue des Platanes sur la commune de Lattes, en vue de permettre à la SA3M de réaliser les travaux de protection hydraulique sur la Venelle.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la copropriété Audace, représentée par le syndic SOLGIM – Cabinet AGRET, qui a accepté de céder la parcelle cadastrée CR 238 (272 m²), située avenue des Platanes à Lattes, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AOUT 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 16 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°1 du
marché n°M1C0018C0 Achat d'actions de
communication dans le cadre de l'émission
"Africa, le concert événement" -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président ;
- VU la décision n°MD2021-650 attribuant le marché n° M1C0018CO Achat d'actions de communication dans le cadre de l'émission "Africa, le concert événement" à l'entreprise ELECTRON LIBRE PRODUCTION, pour un montant de 125 000 euros HT et pour une durée allant de sa notification jusqu'à la fin de la manifestation.

CONSIDÉRANT :

- qu'il y a lieu d'ajouter les prestations suivantes à celles définies initialement :
 - Le concert sera diffusé sur TV5 Monde avec une audience potentielle de 370 millions de foyers dans 270 pays. Des billboards de 30 secondes du programme (une quarantaine) seront diffusés sur TV5 Monde avec le logo de la Métropole de Montpellier ;
 - Canal plus Afrique diffusera le show aussi ;
 - La visibilité de Montpellier avec des images lors du show sera augmentée ;
 - La Métropole pourra utiliser des extraits du concert avec notamment les images drones de Montpellier qui seront tournées par la production.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché Achat d'actions de communication dans le cadre de l'émission "Africa, le concert événement" avec l'entreprise ELECTRON LIBRE PRODUCTION, avenant n°1 d'un montant de 122 000 euros HT portant le nouveau montant du marché à 247 000 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

09 JUIL. 2021

Monsieur le Président

Michael DELAF



Publiée le : 09 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 1.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision d'ester en justice "Instance
n°21MA02519 CAA de Marseille - Société
Orange"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

Considérant

- la Décision du Conseil d'Etat du 25 juin 2021 :
 - * annulant l'arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Marseille n°18MA02604 du 19 juin 2020 qui a rejeté l'appel formé par Montpellier Méditerranée Métropole contre le jugement du Tribunal

Administratif de Montpellier n°1603852 du 6 avril 2018 qui a annulé les titres exécutoires des 16 mars, 23 mai et 1er juin 2016 au titre d'occupations temporaires du domaine public,
* renvoyant l'affaire devant cette même Cour Administrative d'Appel

-Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille contre la Société Orange dans l'instance n°21MA02519.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée à Maître Jean-Philippe MENEAU Avocat.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AOUT 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 16 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°G8D5215EP
- Réfection des tranchées et investigations
complémentaires - Avenant n°1 -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine de la « Voirie et espace public » ;
- VU la décision n°2019-687 autorisant la signature du marché n°G8D5215EP de réfection de tranchées et investigations complémentaires avec l'entreprise EUROVIA LR sise route de Lodève à Juvignac (34990).

CONSIDERANT :

- que dans un souci de simplification administrative dans l'exécution financière du marché, il convient de modifier l'article 3.2 « modalités de variation des prix » du CCAP ;
- que désormais le mois « n » retenu pour chaque révision sera le mois du dernier index connu au moment de la nouvelle période d'application de la formule et qu'aucune variation provisoire ne sera effectuée ;
- que par application des dispositions de l'article 41.1.3 du CCAG Travaux, dès lors que le maître d'ouvrage ne jugera pas utile de procéder aux opérations préalables à la réception, de manière formelle et conforme aux dispositions de l'article 41.1.1 du CCAG Travaux, les travaux seront réputés réceptionnés sans réserve ;
- que le règlement de l'acompte correspondant à ces travaux vaudra réception des travaux concernés.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n° G8D5215EP de réfection de tranchées et investigations complémentaires avec l'entreprise EUROVIA LR.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 JUL. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 22 JUL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 JUL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avenant

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
AFFINITIME au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice – Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- VU la délibération du Conseil n° M2020-483 du 17 décembre 2020 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2021 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique ;

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 9 août 2018, passée entre la Métropole et la société AFFINITIME pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenant en date du 31 janvier 2019 ;
- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 22 juin 2021 ;
- **CONSIDERANT** que l'entreprise se trouve dans une phase charnière de développement commercial et de stabilisation budgétaire, et que la convention modifiée précitée arrive à échéance, la société AFFINITIME a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société AFFINITIME pour une période de douze mois à compter du 1^{er} août 2021 et jusqu'au 31 juillet 2022.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société AFFINITIME pour la surface de 14,74 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 207,69 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2020-483 du Conseil en date du 17 décembre 2020.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4: Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 6 AOUT 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



- 9 AOUT 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

- 9 AOUT 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Site Archéologique Lattara Musée Henri Prades

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'autorisation de
demandes de subventions dans le cadre du
projet de création d'un Centre de
Conservation et d'Etude (CCE) des
mobiliers archéologiques**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'approuver les demandes de subventions auprès des organismes publics ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la Culture et du patrimoine historique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de 1^{er} Vice-Président, le 15 juillet 2020

Considérant :

- Que la création d'un centre de conservation et d'étude (CCE) des mobiliers archéologiques découverts sur le territoire métropolitain est un projet qui s'inscrit dans une dynamique de développement et de mise en valeur du complexe archéologique de Lattara (musée, site, dépôt). Ce projet permettra en effet de mieux affirmer l'articulation entre la recherche sur le site, la conservation du mobilier archéologique et sa valorisation dans le musée. De l'objet sorti de fouille à sa mise en vitrine, ce CCE constitue un écosystème complet où l'ensemble de la chaîne opératoire de l'archéologie est mis en œuvre sur un même site.

- Qu'en raison de l'importance et des enjeux liés à ce projet, la Métropole doit pouvoir solliciter auprès des partenaires publics de ce projet toutes les subventions permettant de financer les études et travaux nécessaires à sa réalisation.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser le dépôt de demandes de subventions pour le financement des études et travaux relatifs à la création d'un centre de conservation et d'étude (CCE) des mobiliers archéologiques dans le ressort de Montpellier Méditerranée Métropole, auprès de l'Etat, de l'Union Européenne, de toute collectivité territoriale, ainsi que de tout partenaire public susceptible d'apporter un soutien financier à ce projet ;

ARTICLE 2 : de dire que les recettes correspondantes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 JUL. 2021
Pour le Vice-Président
Monsieur le Vice-Président Par déléation
Eric PENSO R. CALVAT



Publiée le : 28 JUL. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 28 JUL. 2021
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9D0117DS
- "Réhabilitation et mise aux normes
accessibilité du Palais des Sports René
Bognol" - Lot n° 1 "V.R.D." - Avenants n°
1 et n° 2**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives »,
- VU le code de la commande publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

- VU la décision n° MD2020-019 en date du 11 février 2020, attribuant les lots 01 à 05 du marché M9D0117DS « Réhabilitation et mise aux normes accessibilité du Palais des Sports René Bournol » et notamment le lot n° 1 « V.R.D. » du marché M9D0117DS « Réhabilitation et mise aux normes accessibilité du Palais des Sports René Bournol » au groupement EIFFAGE TP / RCR DECO SUD pour un montant de 309 823,17€ HT (base),

CONSIDÉRANT :

- Qu'il y a lieu de rectifier par avenant n°1, les données relatives aux coordonnées bancaires des sociétés du groupement « EIFFAGE TP / RCR DECO SUD » titulaire du lot n° 1 dans l'Acte d'Engagement,
- que dans le cadre de l'exécution du marché n° M9D0117DS – lot n° 1 relatif aux travaux de « V.R.D. » pour la Réhabilitation et mise aux normes accessibilité du Palais des Sports René Bournol, il convient d'intégrer des travaux supplémentaires pour faire face aux besoins requis,
- qu'une contrainte technique est apparue pendant l'exécution des travaux du lot n° 1 « V.R.D. » au motif d'un abattage d'arbres non prévu initialement, qu'il est nécessaire en conséquence de conclure un avenant avec le groupement attributaire « EIFFAGE TP / RCR DECO SUD »,
- que l'avenant n° 2 ainsi rédigé présente une incidence financière limitée et ne bouleverse donc pas l'économie générale du marché, conformément à l'article R. 2194-8 du code de la commande publique,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n° 1 au lot n° 1 « V.R.D. » du marché n° M9D0117DS, avec le groupement formé par EIFFAGE TP (mandataire) et RCR DECO SUD (cotraitant),

ARTICLE 2: D'autoriser la signature d'un avenant n° 2 au lot n° 1 « V.R.D. » du marché n° M9D0117DS, avec le groupement formé par EIFFAGE TP (mandataire) et RCR DECO SUD (cotraitant), d'un montant de 2 769,00 € H.T. portant ainsi le nouveau montant du marché à 312 591,17 € H.T., soit un écart introduit de 0,89 % pour le montant initial du marché.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

28 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

Christian ASSAF



Publiée le : 28 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 28 JUIL. 2021

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AV2
- Avenant 1.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une acquisition foncière
sise au 1581 route de Mende à Montpellier
- Syndicat des copropriétaires de la
Résidence La RADIEUSE, dans le cadre de
la réalisation de la 5ème ligne de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'Urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumise ou conforme aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché ;

- VU la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013 déclarant d'utilité publique l'opération 5ème ligne de tramway de Montpellier au profit de la Métropole, puis l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 du 13 juin 2018 prorogeant de 5 ans la DUP, soit jusqu'au 27 août 2023 ;

CONSIDERANT

- que 567 m² de la parcelle cadastrée section AS n° 356 ; les volumes 1 et 3 de la parcelle cadastrée section AS n° 355b ; et les 50 m² bâti du préau d'entrée du bâtiment sur les parcelles cadastrées AS n°356 et 355b, du bien immobilier situé 1581 route de Mende à Montpellier, appartenant au Syndicat des copropriétaires de la Résidence La RADIEUSE, est nécessaire à la réalisation de la ligne 5 de tramway,
- que les lots privatifs n°507 (Bureau - 13/10 000) et 506 (Commerce – 29/10 000), au sein de la copropriété La RADIEUSE, sur la parcelle de terrain sise section AS 355, située 1581, route de Mende à Montpellier, intéresse le Syndicat des copropriétaires de la Résidence La RADIEUSE,
- qu'il est nécessaire d'autoriser cet échange et la prise de possession anticipée des emprises sur les parcelles AS n°355b – AS 356 ;
- qu'il est également nécessaire d'autoriser la réalisation des travaux sur les parcelles AS n°355 – AS 356 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert 567 m² de la parcelle cadastrée section AS n° 356 ; les volumes 1 et 3 de la parcelle cadastrée section AS n° 355b ; et les 50 m² bâti du préau d'entrée du bâtiment sur les parcelles cadastrées AS n°356 et 355b, du bien immobilier situé 1581 route de Mende à Montpellier, appartenant au Syndicat des copropriétaires de la Résidence La RADIEUSE.

Le prix d'acquisition de cette emprise est fixé à 94 249 € (QUATRE VINGT QUATORZE MILLE DEUX CENT QUARANTE NEUF EUROS) toutes indemnités confondues, au vu de l'avis de France Domaine.

ARTICLE 2 : Le paiement du prix d'acquisition du bien immobilier désigné à l'article 1 ci-dessus de 94 249 € (QUATRE VINGT QUATORZE MILLE DEUX CENT QUARANTE NEUF EUROS), se décompose comme suit :

- Les lots privatifs n°507 (Bureau - 13/10 000) et 506 (Commerce – 29/10 000), au sein de la copropriété La RADIEUSE, sur la parcelle de terrain sise section AS 355, située 1581, route de Mende à Montpellier appartenant à MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, dont le montant est estimé à 92 420 € (QUATRE VINGT DOUZE MILLE QUATRE CENT VINGT EUROS) toutes indemnités confondues, au vu de l'avis de France Domaine.
- Une soulte d'un montant de 1 829,00 € (MILLE HUIT CENT VINGT NEUF EUROS), payée par TAM en sa qualité de tiers payeur.

ARTICLE 3 : L'acte d'échange des parcelles désignées aux articles 1 et 2 ci-dessus est signé par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transports et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction ;

- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 4 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par le Syndicat des copropriétaires de la Résidence La RADIEUSE et reste en vigueur jusqu'à la signature de l'acte valant transfert de propriété.

ARTICLE 5 : La convention de prise de possession anticipée de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Madame Julie FRÊCHE, en sa qualité de Vice-Présidente déléguée aux Transport et des Mobilités actives, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction ;
- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 6 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est consentie à titre gratuit, elle prend effet à compter de sa signature par le Syndicat des copropriétaires de la Résidence La RADIEUSE.

ARTICLE 7 : La convention d'autorisation de travaux sur la parcelle désignée à l'article 1 ci-dessus est signée par :

- Monsieur Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la décision du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MD2020-1199 du 23 décembre 2020 approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 2ème phase de la 5ème ligne de tramway désignant la SEM TaM titulaire du marché.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 JUL. 2021

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 5.08.2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 5.08.2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Administration des Ressources Humaines
Unité Carrière Métropole**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Mise a disposition d'un agent de catégorie
C de Montpellier Méditerranée Métropole
auprès de la Ville de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle portant sur l'adoption des conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des Ressources Humaines et du Dialogue Social ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- **CONSIDERANT** que Madame Chantal TOURRE, Adjoint administratif principal de 2ème classe à Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité le renouvellement de sa mise à disposition à 100% auprès de la Ville de Montpellier à compter du 1^{er} septembre 2021.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Madame Chantal TOURRE, Adjoint administratif principal de 2ème classe, est mise à disposition auprès de la Ville de Montpellier à compter du 1^{er} septembre 2021 pour une durée de 10 mois.

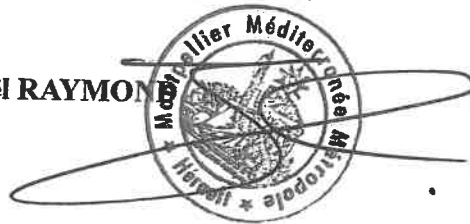
ARTICLE 2 : Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social est autorisé à signer la convention de mise à disposition individuelle visées à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 AOUT 2021

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND



Publiée le : 09 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention MAD

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Administration des Ressources Humaines
Unité Carrière Métropole**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Mise à disposition d'un agent de catégorie
A de Montpellier Méditerranée Métropole
auprès de la Ville de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle portant sur l'adoption des conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des Ressources Humaines et du Dialogue Social ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- **CONSIDERANT :**
 - que Madame Sandrine LOCCI, attaché territorial à Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité sa mise à disposition à 100% auprès de la Ville de Montpellier à compter du 01/07/2021 ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Madame Sandrine LOCCI, attachée territorial, est mise à disposition auprès de la Ville de Montpellier à compter du 1^{er} juillet 2021 pour une durée de 6 mois.

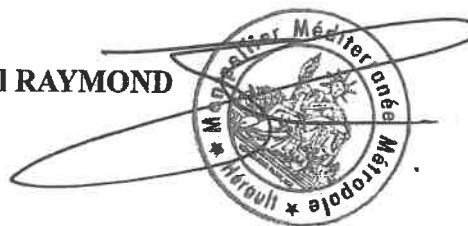
ARTICLE 2 : Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social est autorisé à signer la convention de mise à disposition individuelle visées à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 AOUT 2021

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND



Publiée le : 09 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet convention Sandrine LOCCI réserve citoyenne.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Administration des Ressources Humaines
Unité Carrière Métropole**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Mise à disposition d'un agent de catégorie
A de la Ville de Montpellier auprès de
Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle portant sur l'adoption des conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des Ressources Humaines et du Dialogue Social ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- **CONSIDERANT** que Madame Brigitte DOMERGUE, Ingénieur territorial à la Ville de Montpellier a sollicité sa mise à disposition à 100% auprès de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1^{er} juin 2021.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Madame Brigitte DOMERGUE, Ingénieur territorial, est mise à disposition auprès de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1^{er} juin 2021 pour une durée d'un an.

ARTICLE 2 : Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social est autorisé à signer la convention de mise à disposition individuelle visées à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **05 AOUT 2021**

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND



Publiée le : **09 AOUT 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **09 AOUT 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Administration des Ressources Humaines
Unité Carrière Métropole**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Mise a disposition de 3 agents de Catégorie
C de Montpellier Méditerranée Métropole
auprès de la Ville de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle portant sur l'adoption des conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des Ressources Humaines et du Dialogue Social ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- **CONSIDERANT** la convention de mutualisation du service énergie établie entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole prévoyant la mise à disposition de 3 agents de catégorie C auprès de la Ville de Montpellier sur présentation d'une demande individuelle ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Trois agents de catégorie C du service énergie de la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments, sont mis à disposition auprès de la Ville de Montpellier jusqu'au 30/06/2022.

ARTICLE 2 : Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social est autorisé à signer les conventions de mise à disposition individuelles visées à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 AOUT 2021

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND



Publiée le : 09 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 101733_2021_07_Mise à disposition.pdf
- 101832_2021_07_Convention mise à disposition.pdf
- 103546_2021_07_Convention mise à disposition.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition à la
Commune de Prades-le-Lez d'un terrain
issu de la parcelle cadastrée AM 295
contigüe au réservoir d'eau potable de
Montauban

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en-dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière » ;
- VU la délibération n°12901 du 28 avril 2015 par laquelle Montpellier Méditerranée Métropole a créé la Régie de l'eau potable dont l'article 3 des statuts dispose que « la Régie *a notamment en charge la conception, le financement et la réalisation des investissements décidés conformément à la convention d'objectifs pluriannuelle conclue avec la Métropole et au schéma d'alimentation en eau potable délibéré par le conseil de Métropole* » ;

-VU la décision de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MD 2020-072 du 21 février 2020 relative au transfert de propriété des ouvrages d'eau potable situés sur la Commune de Prades-le-Lez dans le patrimoine de la Métropole, et notamment le réservoir de Montauban cadastré AM 294, dans le cadre de l'opération de renforcement de la capacité de stockage de l'eau potable ;

-VU l'acte de vente du 14 décembre 2020 par lequel Montpellier Méditerranée Métropole a acquis auprès de la Commune de Prades-le-Lez la parcelle cadastrée AM 294 supportant le réservoir actuel d'eau potable de Montauban d'une capacité de stockage de 1000 m³ ;

-VU la délibération du 30 juin 2021, par laquelle le Conseil municipal de Prades-le-Lez a autorisé la cession, à l'euro symbolique, à Montpellier Méditerranée Métropole d'une partie de la parcelle cadastrée AM 295 pour une superficie d'environ 326 m² afin d'augmenter la capacité de stockage du réservoir de Montauban et de replanter quarante arbres en contrepartie des vingt arbres qui devront être coupés pour la réalisation du projet ;

CONSIDERANT :

- la nécessité d'acquérir une partie de la parcelle cadastrée AM 295 pour une superficie d'environ 326 m² pour créer un réservoir d'eau potable supplémentaire afin de porter la capacité totale de stockage du réservoir à 2 800 m³.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Ville de Prades-le-Lez un terrain d'une superficie d'environ 326 m² issu de la parcelle cadastrée AM 295 située sur la commune de Prades-le-Lez, lieudit Montauban.

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu à l'euro symbolique et avec l'obligation pour Montpellier Méditerranée Métropole de planter quarante arbres d'espèces locales non invasives sur un terrain qui sera désigné d'un commun accord entre la Commune de Prades-le-Lez et Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment les frais d'acte notarié.

ARTICLE 4 : Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou toute autre personne ayant reçu délégation, est autorisé à signer l'acte d'acquisition de la parcelle visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 23 AOUT 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 23 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- plan

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché M9D0003EP
de Contrôle extérieur en construction
routière - Avenants de prix nouveaux aux
lots 1 et 2**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaines de la « Voirie et de l'Espace Public » ;
- VU la décision n°MD2019-564 attribuant les lots géographiques 1 et 2 du marché M9D0003EP de contrôle extérieur en construction routière à l'entreprise NEXTROAD Engineering sise 8 rue des Mouliissards à TALANT, pour un montant maximum annuel par lot de 500 000€ HT et pour une durée d'un an renouvelable trois fois ;

- VU la décision n°MD2021-634 relative aux avenants n°1 de transfert et n°2 de modification du CCAP passés avec l'entreprise NEXTROAD pour les lots 1 et 2 du marché.

CONSIDERANT :

- qu'il convient d'ajouter des prix nouveaux au bordereau des prix unitaires des lots 1 et 2 du marché pour faire face aux besoins requis ;
- qu'il est donc nécessaire de passer un avenant pour modifier le bordereau des prix unitaires des lots 1 et 2 du marché n°M9D0003EP de contrôle extérieur en construction routière.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature des avenants n°3 de prix nouveaux avec l'entreprise NEXTROAD Engineering, titulaire des lots 1 et 2 du marché M9D0003EP de contrôle extérieur en construction routière, avenants sans incidence financière.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants n°3 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 22 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 22 JUIL. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avt lot 1
- avt lot 2
- PN lot 1
- PN lot 2

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires

Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative aux marchés de maîtrise
d'œuvre 4716AT17 et 4961AT17 conclus
avec l'entreprise SITETUDES
Avenant de transfert**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;
- VU la décision n°MD 2017-367 attribuant le marché 4716AT17 « maîtrise d'œuvre pour l'aménagement de l'espace public du PUP Prado Concorde à Castelnau-le-lez » au groupement d'entreprises SITETUDES/CITEC/TRAVERSESES, pour un montant de 152 600€ HT toutes tranches confondues ;

- VU la décision n°MD2018-103 attribuant le lot 4 du marché 4961AT17 « maîtrise d'œuvre et assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de projets de VRD sur le territoire de la Métropole » au groupement d'entreprises LS INGENIERIE/SITETUDES, pour un montant sans minimum ni maximum et d'une durée d'un an renouvelable trois fois.

Considérant :

- Que suite à une fusion des entreprises SITETUDES et PRESENTS en date du 1^{er} juin 2021, un avenant n°1 de transfert doit être conclu pour les deux marchés mentionnés supra.
- Que les marchés sont transférés à l'entreprise PRESENTS sise 31 rue MAZENOD à Lyon.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature des avenants de transfert aux marchés 4716AT17 et 4961AT17 passés avec l'entreprise SITETUDES, avenants sans incidence financière.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AOUT 2021

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFORGUE

Publiée le : 16 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avt 4716AT
- avt 4961AT

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'adhésion à un
groupement de commandes pour un
marché d'Achat de Quincaillerie, Visserie
et Echelle

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la Commande Publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande Publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine »,

CONSIDERANT :

- Que dans un objectif de coordination et de groupement des achats, afin d'aboutir à des économies d'échelle et de rationaliser les achats et la dépense publique, la ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier, les Communes de Castelnau-le-Lez, Clapiers, Jacou, Montferrier-sur-Lez, Pignan et Villeneuve-lès-Maguelone ont décidé d'avoir recours à la mutualisation des procédures de mise en concurrence par le biais de la présente convention constitutive d'un groupement de commandes dans le cadre d'un marché relatif à l'Achat de Quincaillerie, Visserie et Echelle» ;
- Que la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur de ce groupement et sa commission d'Appel d'Offres sera celle du groupement, chaque membre du groupement s'assurant de l'exécution du marché pour ce qui le concerne ;
- Que la procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande, pour une période initiale d'exécution d'un an reconductible tacitement 3 fois une année ;
- Que l'estimation du besoin annuel pour Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 30 000 € HT réparti sur plusieurs lots ;
- Que sous réserve des dispositions de l'article 3.4 de la présente convention, une fois la procédure de passation lancée, chaque membre du groupement s'engage à exécuter avec le candidat retenu, à hauteur de ses besoins propres, le marché résultant du présent groupement ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes pour un marché d' « Achat de Quincaillerie, Visserie et Echelle » entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier, les Communes de Castelnau-le-Lez, Clapiers, Jacou, Montferrier-sur-Lez, Pignan et Villeneuve-lès-Maguelone.

ARTICLE 2 : Conformément aux termes de la convention, la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement de commandes et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché.

ARTICLE 3 : de dire que les dépenses concernant Montpellier Méditerranée Métropole seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 AOUT 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 23 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention groupement commandes Achat quincaillerie, visserie et échelles.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Projets Stratégiques Transversaux**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une
convention de Projet Urbain Partenarial
(PUP) dite ' Petite Lauze ' avec la société
SAS GGL Territoires - Commune de Saint
Jean de Védas**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver la signature des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) telle que prévu à l'article L. 332-11-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du « Développement Economique et Numérique » ;
- VU les articles L.332-11-3, L.332-11-4 et suivants du Code de l'urbanisme ;
- VU l'avis du Syndicat Intercommunal d'adduction d'eau des communes du Bas Languedoc reçu en date du 24 juin 2021 ;

CONSIDÉRANT :

- le projet porté par la société « SAS GGL TERRITOIRES » qui projette l'aménagement d'une grande emprise de foncière 72 912 m² située sur la commune de Saint Jean de Védas, constituée par les parcelles cadastrées AB0067 - AB0068 - AB0070 - AB0071 - AB0239 et AB0072, destinée à accueillir des locaux d'activité artisanale et de petite logistique, d'activités économiques de type showroom, des bureaux et des services ;
- que la réalisation de ce programme d'aménagement nécessite la réalisation d'équipements publics d'infrastructure pour un montant prévisionnel de 2 980 775,65 € HT ;
- qu'il y a lieu de signer une convention de Projet Urbain Partenarial entre Montpellier Méditerranée Métropole, la société SAS GGL TERRITOIRES et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole assure la maîtrise d'ouvrage des équipements publics d'infrastructure relatifs à l'aménagement du giratoire de la RM613 et au service public de défense extérieure contre l'incendie ;
- que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) assure la maîtrise d'ouvrage des équipements publics d'infrastructure relatifs à l'aménagement de la voirie, des espaces publics et des réseaux secs ;
- que le Syndicat Intercommunal d'adduction d'eau des communes du Bas Languedoc assure la maîtrise d'ouvrage des équipements publics d'infrastructure relatifs aux travaux d'Alimentation en Eau Potable (AEP) ;
- qu'en application de l'article L. 332-11-3 du Code de l'urbanisme, Montpellier Méditerranée Métropole percevra directement la participation de la société SAS GGL TERRITOIRES, permettant de concourir au financement des équipements publics dont elle assure la maîtrise d'ouvrage ;
- qu'en application de l'article L. 332-11-3 du Code de l'urbanisme, la SA3M percevra directement la participation de la société SAS GGL TERRITOIRES, permettant de concourir au financement des équipements publics dont elle assure la maîtrise d'ouvrage ou est concédante ;
- qu'en application de l'article L. 332-11-3 du Code de l'urbanisme le Syndicat Intercommunal d'adduction d'eau des communes du Bas Languedoc percevra directement la participation de la société SAS GGL TERRITOIRES, permettant de concourir au financement des équipements publics dont elle assure la maîtrise d'ouvrage ou est concédant ;
- que la participation s'élève à 479 300 € en ce qui concerne les équipements publics réalisés sous maîtrise d'ouvrage ou concédés par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'au vu de l'avis rendu par le Syndicat Intercommunal d'adduction d'eau des communes du bas Languedoc le 24 juin 2021, la contribution financière précitée s'élève à 128 544 € en ce qui concerne les équipements publics réalisés sous sa maîtrise d'ouvrage ;
- que la participation de la société SAS GGL TERRITOIRES au financement des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la convention, ci-après annexée à la présente décision, s'élève à 1 848 029,51 €, incluant un montant du foncier valorisé à hauteur de 89 370 €.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'approuver le projet de convention de Projet Urbain Partenarial, annexé à la présente décision, entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) et la société SAS GGL TERRITOIRES représentée par Monsieur Laurent VILLARET.

ARTICLE 2 : De dire que le montant prévisionnel de la participation totale à la charge la société SAS GGL TERRITOIRES, dans le cadre de la convention précitée, s'élève à 1 848 029,51 €, et intègre un apport foncier estimé 89 370 €.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole percevra directement, auprès de la société ci-dessus citées, une participation égale 479 300 €.

ARTICLE 4 : La Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole percevra directement, auprès de la société ci-dessus citées, une participation égale 1 240 185,51 €.

ARTICLE 5 : Le Syndicat Intercommunal d'adduction d'eau des communes du Bas Languedoc percevra directement, auprès de la société ci-dessus citées, une participation égale 128 544 €.

ARTICLE 6 : La part intercommunale de la taxe d'aménagement, sur le périmètre d'application de la présente convention, sera exonérée pendant 10 ans.

ARTICLE 7 : Les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 8 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention de Projet Urbain Partenarial et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 9 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11/08/2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



12 AOUT 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

12 AOUT 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan de localisation et périmètre du PUP
- Plan de division
- Projet de convention de PUP "Petite Lauze"

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Projets Stratégiques Transversaux**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une
convention de Projet Urbain Partenarial
(PUP) dite ' L'Ombrelle ' avec la société '
AMETIS ' sur la Commune de Baillargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver la signature des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) telle que prévu à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme.
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine « Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;
- VU les articles L.332-11-3, L.332-11-4 et suivants du Code de l'urbanisme ;
- VU l'avis du SMGC en date du 21 juillet 2021 ;

Considérant :

- le projet porté par la société « AMETIS » qui projette une opération de construction de 26 logements dont deux destinés à la colocation pour 6 personnes en situation de handicap ainsi qu'un

- centre d'accueil de jour pour enfants autistes, sur une unité foncière de 4 234 m², constituée par la parcelle cadastrée AP0120 ;
- que la réalisation de ce programme d'aménagement nécessite la réalisation d'équipements publics d'infrastructure ;
 - qu'il y a lieu de signer une convention de PUP entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « AMETIS » ;
 - que Montpellier Méditerranée Métropole assure la maîtrise d'ouvrage des équipements publics d'infrastructure relatifs à l'aménagement de la voirie ;
 - que le Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) assure la maîtrise d'ouvrage des équipements publics d'infrastructure relatifs au service public de l'eau ;
 - qu'en application de l'article L332-11-3 du code de l'urbanisme, Montpellier Méditerranée Métropole et le SMGC, percevront directement la participation de la société « AMETIS » permettant de concourir au financement des équipements publics dont ils assurent la maîtrise d'ouvrage ;
 - que la participation de la société « AMETIS » s'élève à 26 944 € en ce qui concerne les équipements publics réalisés sous maîtrise d'ouvrage ou concédés par Montpellier Méditerranée Métropole ;
 - qu'au vu de l'avis rendu par le SMGC susvisé, la participation de la société « AMETIS » s'élève à 61 178 €, en ce qui concerne les équipements publics réalisés sous maîtrise d'ouvrage du SMGC ;
 - que la participation totale de la société « AMETIS » au financement des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la convention, ci-après annexée à la présente décision, s'élève à 88 122 €.

Décide :

Article 1 : Le projet de convention de PUP, annexé à la présente décision, entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « AMETIS » représentée par Madame Valérie LELANDAIS, est approuvé.

Article 2 : Le montant prévisionnel de la participation totale à la charge de la société « AMETIS » dans le cadre de la convention précitée, s'élève à 88 122 € H.T.

Article 4 : Montpellier Méditerranée Métropole percevra directement, auprès de la société ci-dessus citée, une participation égale 26 944 €.

Article 5 : Le Syndicat Mixte Garrigues Campagne percevra directement, auprès de la société ci-dessus citée, une participation égale à 61 178 €.

Article 6 : La part intercommunale de la taxe d'aménagement, sur le périmètre d'application de la présente convention, sera exonérée pendant 5 ans.

Article 7 : Les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 8 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de Projet Urbain Partenarial et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 9 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AOUT 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 16 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet de convention de PUP "L'Ombrelle"
- tableau de répartition financière - PUP L'Ombrelle
- périmètre d'application de la convention de PUP "L'Ombrelle"

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement du domaine public
métropolitain de la parcelle cadastrée BY
n°150, 3 rue de Candolle - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction auprès de Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;

CONSIDERANT :

- la libération des locaux de toute activité du Conservatoire pour cause de déménagement dans de nouveaux locaux à compter du 15 juillet 2021 ;
- le projet d'acquisition du bâtiment par la Ville de Montpellier pour la réalisation d'un groupe scolaire ;
- la nécessité de désaffecter et de déclasser du domaine public métropolitain la parcelle cadastrée BY n°150, située 3 rue Candolle à Montpellier, avant de pouvoir la céder.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de la parcelle cadastrée BY n°150 située 3 rue de Candolle à Montpellier.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public de la parcelle cadastrée BY n° 150 située 3 rue de Candolle à Montpellier et l'intègre à son domaine privé.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 23 AOUT 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 23 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- visuel désaffectation déclassement BY 150 CRR CANDOLLE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
N°G1C0007CO - Impression et diffusion
du magazine de communication interne,
commun à Montpellier Méditerranée
Métropole, la ville de Montpellier et son
CCAS.**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

Considérant :

- que le marché actuel se termine le 17/09/2021 ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à bons de commande avec maximum annuel de 40 000€ HT, pour une durée de 1 an renouvelable tacitement trois fois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° prix 50%
 - ° valeur technique 30%
 - ° délai d'exécution 20%
- qu'après analyse, l'entreprise CHIRRIPO (337 Rue Charles Nungesser, 34130 Mauguio) présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°G1C0007CO Impression et diffusion du magazine de communication interne, commun à Montpellier Méditerranée Métropole, la ville de Montpellier et son CCAS » à l'entreprise CHIRRIPO, pour un montant maximum annuel de 40 000 € HT ;

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an renouvelable tacitement trois fois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 AOUT 2021

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 24 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché
de travaux d'aménagement du square situé
à proximité du nouveau Conservatoire à
Rayonnement Régional (mandat SA3M)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO, dans le domaine de la « Culture »
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de 1^{er} Vice-Président le 15 juillet 2020 ;

- VU la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, dont la signature a été approuvée par délibération n°13710 en date du 14 avril 2016;

CONSIDÉRANT :

- que, dans le cadre de l'opération de construction du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, la réalisation de travaux d'aménagement est prévue dans le square attenant ;
- qu'à cette fin, une procédure a été lancée conformément à l'article L2123-1 du Code de la commande publique, sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 4 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants 40 % prix et 60 % valeur technique ;
- que les offres jugées économiquement les plus avantageuses sont :
 - Pour le lot n°1 : VRD - MUR DE CLOTURE : L'entreprise COLAS France – Etablissement de Vendargues - ayant son siège social à 1 rue du Colonel Pierre Avia – CS81755 – 75730 PARIS, pour un montant de 144 078,30 € HT ;
 - Pour le lot n°2 - PLANTATIONS – MOBILIERS – JEUX : L'entreprise IDVERDE- agence de Montpellier- ayant son siège social au 4 avenue André Malraux, 92300 LEVALLOIS PERRET, pour un montant de 197 706,29 € HT ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché susmentionné à :

- Pour le lot n°1 : VRD - MUR DE CLOTURE : L'entreprise COLAS France – Etablissement de Vendargues - ayant son siège social à 1 rue du Colonel Pierre Avia – CS81755 – 75730 PARIS, pour un montant de 144.078,30 € HT pour une durée de 4 mois à compter de l'ordre de service ;

- Pour le lot n°2 - PLANTATIONS – MOBILIERS – JEUX : L'entreprise IDVERDE- agence de Montpellier- ayant son siège social au 4 avenue André Malraux, 92300 LEVALLOIS PERRET, pour un montant de 197.706,29 € HT pour une durée de 4 mois à compter de l'ordre de service.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

28 JUIL. 2021

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Pour le Vice-Président
Par délégation

R CALVAT

Publiée le : 28 JUIL. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 28 JUIL. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Gestion Exploitation des Équipements du Trafic

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°MOD0089DM - Prestations d'entretien et
de maintenance des équipements et des
dispositifs de signalisations lumineuse
tricolore - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRECHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté donnant délégation de fonction à Madame Julie FRECHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives,
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- VU la délibération du Conseil n°13958 du 30 juin 2016 concernant le transfert de la compétence du marché de prestations d'entretien et de maintenance des équipements et des dispositifs de signalisations lumineuse tricolore à la métropole de Montpellier ;

CONSIDERANT :

- qu'il convient de confier à une entreprise les prestations d'entretien et de maintenance des équipements et des dispositifs de signalisations lumineuse tricolore de la Métropole;

- qu'une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée, conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, pour une durée d'un an reconductible 3 fois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique au regard du cadre du mémoire technique (60%)
- Prix des prestations au regard du montant du Détail Quantitatif Estimatif (DQE) (40%)

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 13 juillet 2021 a classé les offres et choisi pour le marché M0D0089DM, l'entreprise AXIMUM GES MIDI MEDITERRANEE, 340 Avenue des Bigos, 34740 Vendargues, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M0D0089DM – Prestations d'entretien et de maintenance des équipements et des dispositifs de signalisations lumineuse tricolore, à l'entreprise AXIMUM GES MIDI MEDITERRANEE, pour un montant sans minimum ni maximum.

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la notification de l'accord-cadre. Il peut-être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 JUIL. 2021

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÈCHE



Publiée le : 23 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°G1C0001MG - Achat de gaz naturel
comprimé par carte accréditive pour
l'ensemble de la flotte des véhicules
fonctionnant au gaz naturel comprimé de
la Ville de Montpellier et de Montpellier
Méditerranée Métropole - Lots 1 et 2 -
Attributions

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et celle approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de « Administration Générale et à la Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de 1^{er} Vice-Président, le 15 juillet 2020 ;

CONSIDÉRANT :

- qu'afin de continuer à rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier ont signé une convention de groupement de commande pour un marché d'achat de gaz naturel comprimé par carte accréditive pour l'ensemble de la flotte des véhicules fonctionnant au GNC de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole, Montpellier Méditerranée Métropole étant désigné coordonnateur du groupement ;
- qu'à ce titre, une procédure adaptée ouverte de mise en concurrence a été lancée pour des prestations de fourniture de gaz rémunérées aux quantités réellement exécutées du prix unitaire avec rabais défini à l'Acte d'Engagement et des prestations faisant l'objet d'un accord cadre à bons de commande avec maximum et un opérateur économique pour une période d'un an à compter de la notification du marché, en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique ;
- que le marché n°G1C0001MG « Achat de gaz naturel comprimé par carte accréditive pour l'ensemble de la flotte des véhicules fonctionnant au GNC de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole », est constitué des deux lots suivants :
 - Lot 1 Achat de gaz naturel comprimé carte accréditive – Secteur Centre (Pôles territoriaux Montpellier, Littoral, Piémonts et Garrigues, Plaine Ouest) ;
 - Lot 2 Achat de gaz naturel comprimé carte accréditive – Secteur Est (Pôles territoriaux Cadoule et Bérange) ;
- que les critères intervenants pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :
 - Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 75%
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : Moyens humains affectés à l'exécution des prestations attendues : 25%
- qu'après analyse, la SAS GNVERT, sise 1, rue Galilée 93160 Noisy Le Grand a présenté pour le Lot 1 « Achat de gaz naturel comprimé carte accréditive – Secteur Centre (Pôles territoriaux Montpellier, Littoral, Piémonts et Garrigues, Plaine Ouest) » l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- qu'après analyse, la SAS PRIMAGAZ, sise 77 esplanade du Général de Gaulle, 92 081 Paris, a présenté pour le Lot 2 « Achat de gaz naturel comprimé carte accréditive – Secteur Est (Pôles territoriaux Cadoule et Bérange) » l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°G1C0001MG « Achat de gaz naturel comprimé par carte accréditive pour l'ensemble de la flotte des véhicules fonctionnant au GNC de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole » comme suit :

- Lot 1 « Achat de gaz naturel comprimé carte accréditive – Secteur Centre (Pôles territoriaux Montpellier, Littoral, Piémonts et Garrigues, Plaine Ouest) » à la société GNVERT, sise 1, rue Galilée 93160 Noisy Le Grand, avec un rabais de 0.17€ HT par litre pour les prestations de fourniture de gaz rémunérées aux quantités réellement fournies du prix fournisseur et un montant maximum de 122 000 € HT pour les prestations faisant l'objet d'un accord cadre à bons de commande.
- Lot 2 « Achat de gaz naturel comprimé carte accréditive – Secteur Est (Pôles territoriaux Cadoule et Bérange) » à la SAS PRIMAGAZ, sise 77 esplanade du Général de Gaulle, 92 081 Paris, avec un rabais de 0.142€ HT par litre pour les prestations de fourniture de gaz rémunérées aux quantités réellement fournies du prix fournisseur et un montant maximum de 90 000 € HT pour les prestations faisant l'objet d'un accord cadre à bons de commande.

ARTICLE 2 : De dire que les dépenses concernant Montpellier Méditerranée Métropole seront imputées sur les budget principal et budgets annexes tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 JUL. 2021

Monsieur le Vice-Président

Pour le Vice-Président

Par délégation

Jean-François AUBIER

R. CALVAT



Publiée le : 28 JUL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 JUL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles cadastrées AV n°30a et AV n°31a
à COURNONTERRAL, lot 14 de la ZAC
CANNABE - Réalisation d'une aire de
lavage d'engins agricoles**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en-dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté relatif à la délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, l'urbanisme et la maîtrise foncière ;
- VU l'attestation en date du 1^{er} juillet 2021, établie par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), propriétaire des parcelles cadastrées AV n°30a et AV n°31a situées à

COURNONTERRAL, en cours de découpage cadastral, d'une emprise d'environ 1 839 m², lot 14 de la ZAC CANNABE, proposant la cession à Montpellier méditerranée Métropole au prix de 85 € HT (quatre-vingt-cinq euros hors taxes) par m² de terrain ;

- VU l'estimation du 22 juillet 2021 des services de France Domaines fixant la valeur des parcelles concernées au prix de 85 € HT (quatre-vingt-cinq euros hors taxes) par m² de terrain ;

- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir les cadastrées AV n°30a et AV n°31a situées à COURNONTERRAL, en cours de découpage cadastral, d'une emprise d'environ 1 839 m², lot 14 de la ZAC CANNABE pour la réalisation d'une aire de lavage sécurisée d'engins agricoles ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) les parcelles cadastrées AV n°30a et AV n°31a situées à COURNONTERRAL, en cours de découpage cadastral, d'une emprise d'environ 1 839 m², lot 14 de la ZAC CANNABE.

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu au prix de 85 € HT (quatre-vingt-cinq euros hors taxes) par m² de terrain, auxquels il convient d'ajouter les frais d'acte notarié.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente déléguée de Montpellier Méditerranée Métropole ou toute autre personne dûment habilitée, est autorisée à signer l'acte authentique d'acquisition ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AOUT 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANSFORD



Publiée le : 16 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'agrément de
candidature de la société DIGITALocal
dans l'Hôtel French Tech à Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

CONSIDERANT :

- la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'Hôtel French Tech de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : la société DIGITALocal, représentée par Monsieur Franck KADDOUCH est une SAS dont l'activité est la prestation de services. La gestion opérationnelle des ateliers numériques de GOOGLE à Montpellier a été confiée à l'agence DIGITALocal (groupe Ekstend). Locataire du lot 3.8 de 57,12 m², la société est candidate à la prolongation de sa convention d'occupation pour une durée de 12 mois. L'entreprise projette un effectif de 3 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société DIGITALOCAL ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 6 AOUT 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : - 9 AOUT 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire - 9 AOUT 2021
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société DIGITALocal
dans l'espace numérique collaboratif au
rez-de-chaussée de l'Hôtel French Tech**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

CONSIDERANT :

- que la commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, ont convenu, au bénéfice de cette dernière, de la mise à disposition au moyen d'une convention d'autorisation d'occupation temporaire créatrice de droits réels, d'une partie des locaux de l'ancien Hôtel de Ville situé sur la commune de Montpellier, Place Francis Ponge pour une durée de 6 ans ;

- la candidature de la société DIGITALLOCAL en vue de la mise à disposition d'une partie de l'ESPACE NUMERIQUE COLLABORATIF au rez-de-chaussée de l'Hôtel French Tech (ancien Hôtel de Ville), 1 place Francis Ponge à Montpellier pour l'animation d'un atelier numérique. Cet espace de formation, dédié au numérique, accompagnera un large public (étudiants, parents, gérants de PME ou d'association...) vers une meilleure maîtrise des outils numériques et innovants. La gestion opérationnelle des ateliers numériques de GOOGLE à Montpellier a été confiée à l'agence DIGITALLOCAL (groupe Ekstend).

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société DIGITALLOCAL ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : La mise à disposition d'une partie de l'ESPACE NUMERIQUE COLLABORATIF est conclue pour une durée de 6 mois à compter du 13 août 2021, date de signature de la convention partenariale, et selon les conditions établies dans le règlement de gestion opérationnelle du lieu. Le tarif de location du lieu, précisé dans la convention, est déterminé au prorata de l'utilisation horaire des locaux et de la superficie mise à disposition.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 6 AOUT 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



- 9 AOUT 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire - 9 AOUT 2021

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention d'occupation temporaire du domaine public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'agrément de
candidature de la société DIASYS
TECHNOLOGIES dans l'immeuble CAP
GAMMA à Grabels

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;

CONSIDERANT :

- la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Immeuble CAP GAMMA à Grabels : la société DIASYS TECHNOLOGIES, représentée par Monsieur Thierry MARTEL a pour activité est l'étude et l'ingénierie.
Déjà locataire dans l'immeuble Cap Gamma, la société est candidate à la location du lot CG 1.3 de 43,40 m² pour une durée de 9 ans. L'entreprise projette un effectif de 26 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société DIASYS TECHNOLOGIES ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le - 6 AOUT 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



- 9 AOUT 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire - 9 AOUT 2021

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°8.14D -
Contrôles Extérieurs Réseaux dans le
cadre du projet de la ligne 5 de tramway -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- VU la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°2232 pour l'étude et la réalisation de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la décision de Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour l'étude et la réalisation de la 2^{ème} phase de la 5ème ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord ;

CONSIDERANT

- qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure avec négociation en application des articles R.2124-4 et R.2161-21 à R.2161-23 du code de la commande publique portant sur les contrôles extérieurs Réseaux n°8.14D dans le cadre de la ligne 5 de tramway,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
60% au regard de la valeur technique de l'offre et 40% pour le prix des prestations ;
- qu'après analyse, l'offre du groupement SARP Méditerranée (mandataire) / CITEC sise à Montpellier (34) est conforme aux attentes ;
- que la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 13 juillet 2021 a désigné l'attributaire ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Le marché n°8.14D relatif aux Contrôles Extérieurs Réseaux dans le cadre du projet de la ligne 5 de tramway est attribué au groupement SARP Méditerranée (mandataire) / CITEC sise à Montpellier (34).

ARTICLE 2 : Le marché n°8.14D est conclu pour un montant minimum de 200 000 € HT et un montant maximum de 800 000 € HT s'agissant d'un accord cadre à bons de commande.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 JUIL. 2021

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE



Publiée le : 23 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M0C0052DM - Elaboration d'un
nouveau plan circulation et stationnement
pour la centralité - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique,
- VU la délibération n°M2020-96 du Conseil du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRECHE en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté donnant délégation de fonction à Madame Julie FRECHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

CONSIDERANT :

- qu'il convient de confier à une entreprise l'élaboration d'un nouveau plan circulation et stationnement pour la centralité de la Métropole ;

- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée, conformément aux dispositions des articles L.2123-1, R.2123-1 1° du Code de la commande publique, sous la forme d'un marché de service à prix mixte :

- Une partie des prestations est passée selon un marché ordinaire, à prix global et forfaitaire,
- Une partie est réglée par application des prix prévus au Bordereau des Prix Unitaires (BPU), pour les prestations ponctuelles relatives à des réunions supplémentaires sous divers formats, dont le montant maximum de commandes sur B.P.U. est limité à un seuil maximum de 30 000 € HT sur la durée du marché qui est de deux ans.

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique au regard du mémoire technique (60%)
- Prix des prestations au regard du montant de la DPGF et du DQE (40%)

- que le classement des offres au regard du rapport d'analyse du 21 juin 2021 a donnée comme attributaire pressenti pour le marché M0C0052DM, à l'entreprise EGIS Villes et Transports dont le siège social est situé au 170 avenue Thiers, 69006 Lyon, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché M0C0052DM – Elaboration d'un nouveau plan circulation et stationnement pour la centralité, à l'entreprise EGIS Villes et Transports, pour un montant de D.P.G.F. de 100 000 € HT, et pour les prestations faisant l'objet d'un accord-cadre à bons de commande avec un seuil maximum de 30 000 € HT, pour une durée de marché de 2 ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

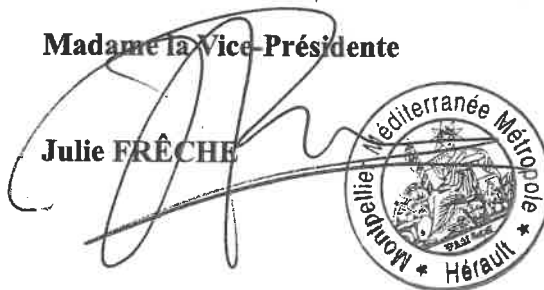
ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 JUIL. 2021

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE



Publiée le : 30 JUIL. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 JUIL. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant à la
convention d'occupation du domaine
public conclue entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la société
AVINEON pour une extension de la
surface de ses locaux au sein du bâtiment
MIBI**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-483 du 17 décembre 2020 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2021 au sein du bâtiment MIBI;

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} mai 2013, passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société AVINEON pour l'occupation de locaux au sein du MIBI;
- VU la validation de la décision d'extension par le comité d'agrément en date du 13 juillet 2021;
- **CONSIDERANT :**
 - que l'entreprise AVINEON a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour une extension de sa surface au même étage pour accueillir de nouveaux effectifs,
 - que Montpellier Méditerranée Métropole a réservé une suite favorable à cette demande,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant à la convention d'occupation du domaine public passée le 1^{er} mai 2013 est conclu entre la société AVINEON et MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE pour une extension de sa surface à compter du 1^{er} août 2021 et jusqu'au terme de la prorogation de sa convention, soit le 30 avril 2022.

ARTICLE 2: Conformément à l'article 3.2 de la convention initiale prévoyant l'extension des entreprises sur des surfaces libres au sein du bâtiment MIBI, la société est autorisée à compter du 1^{er} août 2021 à louer le B2.26 d'une surface de 27,90 m² situé au même étage du bâtiment MIBI. A compter du 1^{er} août 2021, la surface totale occupée par la société AVINEON passe de 132,10 m² à 160,00 m².

ARTICLE 3: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société AVINEON pour la surface de 160,00 m² qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 2 254,40 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° D2020-483 du Conseil de Métropole en date du 17 décembre 2020.

ARTICLE 4: La recette résultant du présent avenant est inscrite au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5: Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 6 AOUT 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : - 9 AOUT 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : - 9 AOUT 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la consignation suite à
l'exercice du droit de préemption urbain -
Propriété SCI du SORIECH - Immeuble
avec parc - Parcelle CN 20 - Avenue de
Boirargues Domaine de Soriech -
Commune de Lattes

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU le Code de l'urbanisme et plus particulièrement l'article L 213-4-1,

- VU la décision de préemption du 30 avril 2021 n° MD2021-471,
- VU l'avis de France domaine du 30 avril 2021 ;
- VU la saisine du Juge de l'expropriation du 13 juillet 2021 ;

CONSIDERANT :

- que le 30 avril 2021 Montpellier Méditerranée Métropole a exercé son droit de préemption en révision de prix sur la propriété de la SCI DU SORIECH, un immeuble à usage de restaurant et habitation avec parc, situé avenue de Boirargues Domaine de Soriech à Lattes, cadastré section CN 20 ;
- que le 30 juin 2021, la SCI DU SORIECH, a fait part de son refus d'accepter l'offre de prix de la Métropole et de son intention de maintenir son prix de vente ;
- que dans ces conditions, à défaut d'accord amiable sur le prix d'acquisition du bien, Montpellier Méditerranée Métropole a saisi la juridiction compétente en matière d'expropriation, afin de fixation dudit prix ;
- que la cession porte sur un bien libre de toute charge.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La somme de deux cents quatre-vingt-cinq mille euros (285.000 €), correspondant à 15 % de la valeur estimée par les services fiscaux de la propriété de la SCI DU SORIECH, sera, à la diligence de Madame le trésorier principal municipal, consignée à la Caisse des dépôts et consignations, conformément aux articles L.213-4-1 et L.213-4-2 du code de l'urbanisme. Cette somme sera prélevée sur le budget 2021, ligne de crédit "Consignations".

ARTICLE 2 : La déconsignation de cette somme ne pourra être effectuée qu'à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

30 JUL. 2021

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE



Publiée le : 5/08/2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 05/08/2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
APPLEXIA au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n° M2020-483 du 17 décembre 2020 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2021 au sein de la pépinière d'entreprises CAP ALPHA,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 27 juin 2018 passée entre la Métropole et la société APPLEXIA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois,
- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 13 juillet 2021,
- **CONSIDERANT** que l'incertitude économique provoquée par la crise sanitaire du Covid-19, et par la suite un manque de visibilité quant à l'évolution à court terme, et que la convention modifiée précitée arrive à échéance, la société APPLEXIA a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société APPLEXIA pour une période de douze mois soit du 1^{er} août 2021 au 31 juillet 2022.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société APPLEXIA pour la surface de 39,00 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 437,19 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2020-483 du Conseil en date du 17 décembre 2020.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document lié à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

- 6 AOUT 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : - 9 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire - 9 AOUT 2021

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société APPLEXIA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché
Mission OCTA (Organisme Contrôle
Technique Agréé) n°8.14C dans le cadre de
la ligne 5 de tramway**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité Vice-Président ;
- VU l'arrêté donnant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du « Transport et des Mobilités actives » ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montants, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenant, protocoles transactionnels, ...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision de Métropole n°MD2020-1199 du 23 décembre 2020 relative à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour l'étude et la réalisation de la 2^{ème} phase de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;
- VU la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord ;

CONSIDERANT :

- qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique portant sur la mission OCTA (Organisme Contrôle Technique Agréé) n°8.14C dans le cadre de la ligne 5 de tramway,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 60 points pour la valeur technique de l'offre
 - 40 points pour le prix des prestations,
- qu'après analyse, l'offre de l'entreprise APAVE SUDEUROPE sise à Saint-Aunès (34) est conforme aux attentes ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Le marché n°8.14C relatif à la mission OCTA (Organisme Contrôle Technique Agréé) dans le cadre de la ligne 5 de tramway est attribué à l'entreprise APAVE SUD EUROPE sise à Saint-Aunès (34).

ARTICLE 2 : Le marché n°8.14C est conclu pour un montant global et forfaitaire de 208 740 € HT.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5.08.2021.
Pour le Vice-Président
Madame la Vice-Présidente
Par déléguation

Julie FRÊCHE



Publiée le : 06.08.2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 06.08.2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- RAO FINAL Marché 8.14C VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la prorogation de la
convention d'occupation du domaine
public conclue entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la société
ECOCLIMASOL**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-483 du 17 décembre 2020 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2021 au sein du bâtiment MIBI;

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} septembre 2015 conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise ECOCLIMASOL pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI, modifiée par avenants dont le dernier est en date du 1^{er} novembre 2020;
- VU la validation de la demande de prorogation par le comité d'agrément en date du 13 juillet 2021;

CONSIDERANT:

- que l'entreprise ECOCLIMASOL a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour une deuxième prorogation de sa convention d'occupation pour 3 ans afin de développer son activité ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole a réservé une suite favorable à cette demande;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant à la convention d'occupation du domaine public passée le 1^{er} septembre 2015 est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société ECOCLIMASOL pour proroger sa convention d'occupation à compter du 1^{er} septembre 2021.

ARTICLE 2 : La surface occupée par la société ECOCLIMASOL reste de 29,30 m².

ARTICLE 3 : La durée d'occupation est consentie jusqu'au terme de la 2^{ème} prorogation de la convention d'occupation initiale fixé au 31 août 2024.

ARTICLE 4 : A compter du 1^{er} septembre 2021, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société ECOCLIMASOL est de 386,47 euros, conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°D2020-483 du Conseil de Métropole en date du 17 décembre 2020.

ARTICLE 5 : La recette résultant du présent avenant est inscrite au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 6 : Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent avenant.

Montpellier, le

- 6 AOUT 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : - 9 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire - 9 AOUT 2021

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la SNC INNOVATION
FDI/TISSOT dans la ZAC Cambacérès à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
 - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique »
 - **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC CAMBACERES à Montpellier : la SNC INNOVATION FDI/TISSOT, est candidate à l'acquisition du lot E3.1 de 3 543 m² pour la réalisation d'un immeuble de bureaux et locaux d'activités de 8 408 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 8 500 m².
- Les utilisateurs finaux seront des entreprises innovantes, créatrices d'emplois et de valeurs nouvelles pour la Métropole de Montpellier. Elles prévoient 250 à 280 emplois sur site à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Compte-tenu de l'abandon du projet par la SAS EIFFAGE IMMOBILIER OCCITANIE et KAUFMANN & BROAD REAL ESTATE, la décision MD2021-147 est abrogée.

ARTICLE 2 : La candidature de la SNC INNOVATION FDI/TISSOT ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 3 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 6 AOUT 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : - 9 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 9 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'agrément de
candidature de la société EDGEHQ - ZAC
Euromédecine II à Grabels

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC EUROMEDECINE II à Grabels : la société EDGEHQ est candidate à l'acquisition du lot 310 de 2 581 m² pour la réalisation du siège social (bureaux, entrepôts, ateliers) de la société EDGEFLEX de 1 330 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 1 350 m².
La société EDGEFLEX a pour activité la conception, l'étude et la fabrication de cartes électroniques.
La société prévoit un effectif de 40 personnes à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société EDGEHQ ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Président déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 6 AOUT 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : - 9 AOUT 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire - 9 AOUT 2021
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société EIFFAGE
IMMOBILIER OCCITANIE dans la ZAC
Eurêka à Castelnau-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC EUREKA à Castelnau-le-Lez : la société EIFFAGE IMMOBILIER OCCITANIE est candidate à l'acquisition du lot B3 de 3 789 m² pour la réalisation d'un programme de promotion de bureaux de 3 877 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 3 900 m².

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la EIFFAGE IMMOBILIER OCCITANIE ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 6 AOUT 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



- 9 AOUT 2021

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 9 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société SMART TALE
GAMES dans l'Hôtel d'Entreprises du
Millénaire à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier : la société SMART TALE GAMES, représentée par Monsieur Jonathan MARIN a pour activité l'édition de logiciels applicatifs – jeux vidéo. Elle est candidate à la location des lots B10B et B10C représentant 357,40 m² à compter du 27/08/2021 et jusqu'à démolition du bâtiment.

L'entreprise projette un effectif de 50 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société SMART TALE GAMES ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 6 AOUT 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : - 9 AOUT 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire - 9 AOUT 2021
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la signature d'une
convention d'occupation temporaire du
domaine public au profit de la société
CASTELNAU AVENUE DE L'EUROPE
2020 - Volumes 2 et 3 des parcelles
cadastrées section AR n°142, 172 et 173,
situées au 1 850 de l'avenue de l'Europe à
Castelnau-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole, relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction auprès de Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable, urbanisme et maîtrise foncière » ;
- VU le projet de convention d'occupation temporaire du domaine public par laquelle Montpellier Méditerranée Métropole autorise la société CASTELNAU AVENUE DE L'EUROPE 2020 à

occuper à compter de la date de la signature de la convention au 30 juin 2024 et à titre gratuit les volumes 2 et 3 des parcelles cadastrées AR n°142, 172 et 173, situées au 1 850 de l'avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez, d'une superficie d'environ 539 et 524 m².

CONSIDERANT

- l'acquisition en date du 12 juillet 2021 par la société CASTELNAU AVENUE DE L'EUROPE 2020 du volume 1 des parcelles cadastrées AR n°142, 172 et 173, situées au 1 850 de l'avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez pour la réalisation du programme immobilier CASTEL'NOW.
- la demande de la société CASTELNAU AVENUE DE L'EUROPE 2020 de pouvoir accéder et occuper pour les besoins du chantier les volumes 2 et 3 appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole, pendant la durée de la construction et jusqu'à son achèvement.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole consent au profit de la société CASTELNAU AVENUE DE L'EUROPE 2020, ou tout tiers substitué et autorisé par ladite société, une convention d'occupation temporaire des volumes 2 et 3 des parcelles cadastrées AR n°142, 172 et 173, situées au 1 850 de l'avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez, d'une superficie d'environ 539 et 524 m².

ARTICLE 2 : La convention est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 3 : La convention est conclue à compter de la date de signature de la convention au 30 juin 2024 et sera reconductible automatiquement pour une durée de six mois jusqu'au 30 décembre 2024.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation, est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AOUT 2021

Madame la Vice-Présidente

Coralie MATHIEU



Publiée le : 16 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une demande de
subvention auprès de la Direction
Régionale de l'Alimentation, de
l'Agriculture et de la Forêt dans le cadre
de la Politique Agroécologique et
Alimentaire engagée par Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
 - VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver demandes de subventions auprès des organismes publics ;
 - VU la délibération M2021-194 du 29 mars 2021, il est proposé au Conseil de Métropole de dire que le Président pourra, par arrêté, déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, la signature de ces décisions et des actes subséquents à celles-ci à toutes personne, élue ou agent de la Métropole, telle qu'autorisée par l'article L. 5211-9 du Code général des collectivités territoriales ;
 - VU la Note de Service du 29 mars 2021, en application de la délibération M2021-194 du 29 mars 2021, les demandes de subventions auprès d'organismes publics doivent désormais être approuvés par décision et plus par délibération ;
- VU la délibération n°13043 du 29 juin 2015 « Agroécologie et Alimentation – Politique Agroécologique et Alimentaire – Proposition de cadres : Enjeux, Objectifs et Principes de mise en œuvre – Approbation » adoptée à l'unanimité

CONSIDERANT :

- la démarche collaborative d'élaboration et de mise en œuvre de sa Politique Agroécologique et Alimentaire engagée par Montpellier Méditerranée Métropole depuis 2015 ;
- que la Politique Agroécologique et Alimentaire de la Métropole de Montpellier a bénéficié en octobre 2017 et pour une durée de trois ans, de la reconnaissance ministérielle en tant que Projet Alimentaire Territorial (PAT) dont elle a sollicité le renouvellement le 27 mars 2021 ;
- le Plan de Relance, annoncé par le Gouvernement le 3 septembre 2020, qui cible trois grands objectifs concernant le secteur agricole et alimentaire (reconquête de la souveraineté alimentaire, accélération de la transition agroécologique, accompagnement de l'agriculture et la forêt françaises dans l'adaptation au changement climatique) ;
- la Mesure 13 - volet B de ce Plan de relance prévoyant une enveloppe de 77 M € d'euros, inscrite dans les Contrats de plan Etat-Régions (CPER), destinée à accompagner la mise en œuvre des actions opérationnelles des Projets Alimentaires Territoriaux à travers des investissements, matériels et immatériels ;
- l'appel à projet pour candidater à la mesure 13 du Plan de Relance qui prévoit que le projet global ou le programme d'actions soit porté par un porteur de projet avec des partenaires qui peuvent être bénéficiaires d'une aide financière ou seulement associés d'un point de vue technique, que le porteur de PAT demande la subvention globale pour l'ensemble des bénéficiaires et leur reverse ensuite leur quote-part ;
- que les actions doivent constituer un programme d'actions cohérent sur plusieurs années, au minimum 3 ans, même si la durée de financement public se rapporte à une période plus courte et que le budget prévisionnel doit être de 100 000 euros minimum sur 3 ans, toutes actions confondues et que le plafond de financement pour l'ensemble du dossier a été fixé à 1 million d'euros ;
- le dossier de candidature qui doit être adressé à la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt, au plus tard jusqu'au 30/10/202 ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole sollicite la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt pour obtenir un financement jusqu'à un million d'euros, dans le cadre de l'appel à candidatures 2021 du Plan de relance pour la consolidation des Projets Alimentaires Territoriaux.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole porte un programme d'actions global, intégrant les projets des communes de son territoire et de son réseau de partenaires. Le dossier de candidature les articule en un ensemble cohérent contribuant à répondre aux objectifs de la Politique Agroécologique et Alimentaire de la Métropole de Montpellier et de son Projet Alimentaire Territorial.

ARTICLE 3 : Monsieur le Président est autorisé à signer la lettre d'engagement pour la candidature mentionnée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à la délibération autorisant le Président à autoriser des demandes de subvention par décision simple

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28.07.2021

Monsieur le Président

Michaël DELAFO



Publiée le : 29.07.2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28.07.2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société SO DIGES dans
le VEAS HANNIBAL à Cournonsec**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS HANNIBAL à Cournonsec : la société SO DIGES, représentée par Monsieur Jean-François SANCHEZ a pour activité la formation professionnelles et initiale. Elle est candidate à la location du lot B08 de 40,04 m² pour une période 36 mois.
L'entreprise projette un effectif de 3 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société SO DIGES ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 6 AOUT 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : - 9 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : - 9 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°3 au
marché G9D0029MG - Prestations de
Maintenance préventive et corrective des
équipements ascenseurs - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine »,
- VU la décision n°MD2019-1056 attribuant le marché n°G9D0029MG - Prestations de Maintenance préventive et corrective des équipements ascenseurs - à l'entreprise OTIS, sise ZAC de Tournezy, 164 rue Maurice Le Boucher, 34070 Montpellier, pour un montant forfaitaire de 211 967,01 euros HT et, pour les prestations à prix unitaires, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum. Le marché prend effet à compter de la notification, avec différentes dates d'effet selon les sites et une date d'échéance fixée au 31 décembre 2023 afin de permettre une meilleure gestion des futurs contrats.

- VU la décision n°MD2020-1012 autorisant la signature de l'avenant n° 1 supprimant du listing ascenseur le parking Vicarello au 1^{er} janvier 2021 entraînant une moins-value de 2541,74 € HT (-1,20%) ;

-VU la décision n°MD2021-204 autorisant la signature de l'avenant n°2 pour l'ajout d'appareil dans le listing ascenseur et rectification TVA entraînant une plus-value de 28 478,82 € HT ;

Considérant :

- l'article R2194-1 du code de la commande publique, en vertu duquel le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues au marché,
- qu'une clause de réexamen a été insérée dans les documents contractuels initiaux, au CCTP, article 6, combinée avec le BPU qui définit un prix pour l'ajout de nouveaux équipements : « Un avenant au contrat d'entretien sera établi pour la suppression ou la prise en charge du ou des nouveaux équipements. En cas de nouvel équipement, le prix devra être en adéquation avec les conditions retenues au terme de la consultation pour des caractéristiques techniques comparables (cf. BPU) » ;
- qu'il est nécessaire d'ajouter au marché par un avenant n°3 :
 - Pour la Direction de la Culture, 1 monte-charge de la Médiathèque Zola au 1/01/2022 avec une plus-value de 900€ HT et 3 ascenseurs dans un nouveau bâtiment au Conservatoire à Rayonnement Régional avec une plus-value au forfait de 3 278,56€ HT ;
 - Pour le Pôle PEP'S, intégration des 2 ascenseurs au Corum au 08/06/2022 pour une plus-value au forfait de 2 078,13€ HT ;
 - Création de lignes au BPU : Prix horaire de main d'œuvre - déplacement de nuit ou de week-end (21h à 6h) 191.33 €HT et abonnement E.view (écran en cabine) : 240 €HT, l'avenant est sans incidence financière sur la partie à prix unitaires, le marché étant sans minimum, ni maximum concernant ces prix.

- que la Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 27 juillet 2021, a émis un avis favorable,

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°3 au marché n°G9D0029MG Prestations de Maintenance préventive et corrective des équipements ascenseurs avec l'entreprise OTIS, pour un montant de 6 256,69 € HT, portant le nouveau montant forfaitaire du marché à 244 160,78 € HT.

ARTICLE 2 : de dire que les dépenses concernant Montpellier Méditerranée Métropole seront imputées sur le budget principal et budgets annexes, tous chapitres, de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°3 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 AOUT 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 23 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une déclaration
préalable de travaux sur le Domaine de
Viviers à Jacou - Réfection de la toiture**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n° 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celles d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir ou de déclaration préalable ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande Publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine»;
- CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire du Domaine de Viviers, sur la parcelle cadastrée AV 0003, D109 route d'Assas, JACOU (34 830) ;
- CONSIDERANT la nécessité de réaliser des travaux de réfection de la la toiture du Domaine en raison de sa vétusté ;
- CONSIDERANT qu'il convient de déposer une déclaration préalable pour réaliser l'ensemble des travaux programmés de réfection ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer une déclaration préalable de travaux concernant la réfection de la toiture des bâtiments situés Domaine de Viviers sur la parcelle cadastrée AV 0003, D109 route d'Assas, JACOU (34 830).

ARTICLE 2 : Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, est autorisé à signer la déclaration visée à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire, conformément aux dispositions de l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AOUT 2021
Monsieur le Vice-Président
Jean-François AUDRIN



Publiée le : 16 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Projets Stratégiques Transversaux**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au mandat d'études
préalables à l'aménagement de la Route de
la Mer- Constat d'achèvement de la
mission - Clôture du mandat**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la décision de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, n° 2008-123 en date du 29 février 2008, confiant à la Société d'Equiperment de la Région Montpelliéraine (SERM) le soin de faire réaliser en son nom et pour son compte des études préalable préalables à l'aménagement du secteur identifié au SCoT « Route de la Mer » ;
- **Considérant** l'accomplissement de l'ensemble des missions confiées à la SERM et la clôture des marchés de prestations confiées à des tiers et nécessaires au montage d'une opération d'aménagement sur le secteur « Route de la Mer » ;

- **Considérant** que l'ensemble des dépenses assurées par la SERM, pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 1 321 393,10 € TTC et qu'à ce jour l'ensemble des recettes assuré par les remboursements de Montpellier Méditerranée Métropole et des produits financiers s'élève à 1 275 363,82 € TTC ;
- **Considérant** que le bilan de clôture fait apparaître un solde de trésorerie de 103 747,45€ TTC au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole dus au titre de l'avance de trésorerie consentie par Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : De constater l'achèvement de la mission du mandataire.

ARTICLE 2 : De clore le marché de mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur « Route de la Mer » entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SERM, selon les termes du document de reddition des comptes annexés à la présente décision.

ARTICLE 3 : D'accepter les comptes du mandat et de donner quitus de sa mission à la SERM.

ARTICLE 4 : De prendre acte des sommes restant dues par la SA3M à Montpellier Méditerranée Métropole pour un montant de 103 747,45€ TTC.

ARTICLE 5 : D'autoriser Monsieur Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le protocole de réédition des comptes et à donner quitus à la SERM concernant sa mission.

ARTICLE 6 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 7 : Que Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AOUT 2021
Madame la Vice-Présidente

Corinne MANTION



Publiée le : 16 AOUT 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 16 AOUT 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Reddition des comptes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'agrément de
candidature de la société SCCV YNOV
CAMBACERES sur la Zac Cambacères à
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC CAMBACERES à Montpellier : la SCCV YNOV CAMBACERES, représenté par Monsieur Philippe POILLEUX (gérant de la société ICADE PROMOTION), est candidate à l'acquisition du lot E3.1 (parcelles section SO 19, SO 22, et SO 24) de 5 371 m² pour la réalisation d'un immeuble de bureaux, hôtel et enseignement supérieur de 20 110 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 20 500 m².

Les utilisateurs finaux seront des entreprises innovantes, créatrices d'emplois et de valeurs nouvelles pour la Métropole de Montpellier.

Le programme immobilier pourrait accueillir à terme un volume d'environ 1 000 étudiants et 300 à 400 emplois.

DECIDE

ARTICLE 1 : La candidature de la SCCV YNOV CAMBACERES ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11.08.2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 12 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'agrément de
candidature des sociétés GROUPE
LAZARD - AMETIS - GAIA
PROMOTION dans la Zac Cambacérès à
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique »
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature des sociétés ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC CAMBACERES à Montpellier : les sociétés GROUPE LAZARD – AMETIS - GAIA PROMOTION sont candidates à l'acquisition du lot SN3 de 7 812 m² pour la réalisation d'un immeuble de bureaux, d'un rez-de-chaussée actif et d'un parc de stationnement de 26 729 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 30 000 m².

Les utilisateurs finaux seront des entreprises innovantes, créatrices d'emplois et de valeurs nouvelles pour la Métropole de Montpellier.

Le programme immobilier pourrait accueillir à terme un volume global de 500 à 700 emplois.

DECIDE

ARTICLE 1 : La candidature des sociétés GROUPE LAZARD – AMETIS - GAIA PROMOTION ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

ARTICLE 3 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11.08.2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 12 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un avenant n°2 au
marché M0B0090MG - Entretien
Tracteurs et Lintrac

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU le marché n° M0B0090MG « Entretien et Maintenance Tracteurs Agricoles et Lintrac » conclu avec la société Framateq Sud-Est, sise rue Alfred Sauvy, 34 670 Baillargues ;
- VU l'avenant n°1 notifié le 12 avril 2021 pour l'augmentation du montant du marché et la modification de l'article 2 de l'Acte d'Engagement ;

CONSIDERANT:

- que la société Framateq, titulaire du marché, a conclu un traité de fusion le 31 mars 2021 avec son associé unique et société-mère, la SAS Heminvest, dont le siège social est 16 avenue de Rome, ZI Les Estroublans, 13 845 Vitrolles ;

-qu'il convient de signer un avenant n°2 au marché pour la prise en compte de cette fusion et le changement de numéro de SIREN de la société. Les noms et adresses de la société restent identiques ainsi que les conditions générales de vente et relations contractuelles ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : De signer un avenant n°2 au marché n° M0B0090MG « Entretien et Maintenance Tracteurs Agricoles et Lintrac » conclu avec la société Framateq Sud-Est.

ARTICLE 2 : de dire que l'avenant n°2 n'a pas d'incidence financière sur le montant de l'accord-cadre.

ARTICLE 3 : de dire que les dépenses seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

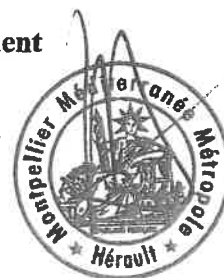
ARTICLE 4 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°2 visé à l'article 1 de la présente décision, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 AOUT 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 23 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 2

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un avenant n° 1 au
contrat de location concernant la maison
d'habitation du 590 rue de la Cavallade à
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une maison d'habitation située au 590 rue de la Cavallade à Montpellier, ladite maison étant louée depuis le 1^{er} septembre 2015 et jusqu'au 31 août 2021 à Monsieur Yves NURIT ;
- CONSIDERANT** que Monsieur Yves NURIT a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour prolonger la location pour porter le terme jusqu'au 30 septembre 2021, afin de faciliter sa réinstallation ;

-CONSIDERANT qu'aucun motif d'intérêt général ne s'oppose à accorder la prolongation de la location d'un mois jusqu'au 30 septembre 2021, il convient de signer un avenant n°1 au contrat pour acter ce nouveau terme à la location ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un avenant n°1 au contrat de location conclu avec Monsieur Yves NURIT concernant la maison d'habitation située au 590 rue de la Cavalade à Montpellier.

ARTICLE 2 : L'Avenant n°1 modifie l'article 5 « Durée » du contrat de location de la manière suivante : « Le présent contrat de location est consenti pour une durée allant du 1^{er} septembre 2015 au 30 septembre 2021 ».

ARTICLE 3 : Les autres dispositions du contrat de location restent inchangées.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5.08.2021

Monsieur le Vice-Président
Pour le Vice-Président

Par délégation
Jean-François AUBERIN

R. CALVAI



Publiée le : 6.08.2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06.08.2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°3 à un
prêt à usage entre Montpellier
Méditerranée Métropole et SA3M -
Maison du gardien Domaine de la
Pompignane**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine »,

- CONSIDERANT :

- que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), est propriétaire de biens sis Mas de Pastourel à Montpellier, dans le cadre d'une Concession d'Aménagement passée avec la Commune de Montpellier dénommée « Réaménagement du quartier de la Pompignane 2016 - 2031 », laquelle a été approuvée aux termes d'une délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier, n°2016314 du 29 septembre 2016 ;
- que cet ensemble immobilier dénommé le « Domaine de la Pompignane » a été acquis auprès de la Métropole en date du 21 novembre 2018 par la SA3M avec des conditions particulières liées à la jouissance du bien concernant une partie de ces parcelles jusqu'au 30 septembre 2020 afin de pouvoir continuer, entre autres, à maintenir l'activité de la « cuisine du protocole de la Métropole » et organiser des réunions internes non ouvertes au public dans les salles prévues à cet effet ;
- que ces activités ont justifié le maintien du gardien de l'ancien Domaine de la Pompignane et que la Métropole a conclu un contrat de Prêt à usage à titre gracieux avec la SA3M pour maintenir le gardien dans sa résidence actuelle jusqu'au 30 mars 2021, un avenant n° 1 du 28 avril 2021 ayant repoussé le terme du contrat jusqu'au 10 mai 2021 puis un avenant n°2 jusqu'au 31 août 2021 ;
- que les impératifs de coordination administrative et la nécessité de reloger le gardien dans de bonnes conditions, rendent nécessaire de prolonger le contrat de prêt à usage jusqu'au 30 septembre 2021 ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un avenant n°3 au contrat de Prêt à usage à titre gracieux conclu avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole concernant la maison du gardien au Domaine de la Pompignane.

ARTICLE 2 : L'Avenant n°3 fixe un nouveau terme au contrat de prêt à usage en le portant au 30 septembre 2021.

ARTICLE 3 : Le présent avenant n°3 est consenti à compter de sa signature. Les autres dispositions du prêt à usage restent inchangées.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'avenant n°3 visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 AOUT 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIOT



Publiée le : 11 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

11 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°3 au prêt à usage maison du gardien Pompignane.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un contrat de location
entre Montpellier Méditerranée Métropole
et la société Firelight - Site Hélios à
Fabrèges

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine «Développement Economique et Numérique» ;
- VU la délibération n°M2021-367 du 28 juillet 2021 portant sur les modalités d'accueil d'Acteurs de la filière des Industries Culturelles et Créatives sur le Site Hélios, commune de Fabrègues ;
- CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses missions de développement économique, dispose de locaux disponibles dans le site Hélios, situé lieudit Mante, Commune de Fabrègues (34 960) pour accueillir des industries productives, créatives et culturelles ou artisanales ;

- **CONSIDERANT** que dans ce contexte, la société « Firelight », sise 125 Boulevard Voltaire 75 011 Paris, qui a pour activité la production de films pour le cinéma, recherche des locaux afin d'exercer son activité ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location de bâtiments avec la SARL Firelight, dont le siège social est situé 125 Boulevard Voltaire, 75 011 Paris pour l'exercice d'activités destinées à l'audiovisuel.

ARTICLE 2 : La location concerne des locaux situés sur le site Hélios, dans le Bâtiment L, deux zones de hangars identifiées Zone 1 et Zone 2 ayant une surface globale occupée de 719,9 m².

ARTICLE 3 : Le contrat est conclu pour une période à compter de sa signature jusqu'au 05/10/2021.

ARTICLE 4 : La location est consentie pour un loyer mensuel de 2099,70€ HT soit 2519,64€ TTC.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **06 AOUT 2021**

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : **09 AOUT 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **09 AOUT 2021**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Firelight.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Pilotage et de la Modernisation RH

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'autorisation de passer
commande auprès de l'UGAP pour un
conseil et un accompagnement au
changement dans le cadre d'une évolution
de l'organisation du travail liée à la mise
en place du temps de travail annuel à 1607
heures - Marché n° M1A2047RH**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice, ainsi que celle d'autoriser la passation de convention avec l'UGAP ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND le domaine « Ressources Humaines et Dialogue Social » ;

CONSIDÉRANT :

- que le passage à un temps de travail annuel à 1607 heures à compter du 1^{er} janvier 2022, nécessite un conseil et un accompagnement au changement afin de faire évoluer les organisations de travail des directions ayant des cycles de travail spécifiques ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole ne dispose pas en interne de la capacité à réaliser cet accompagnement dans le délai souhaité, en raison de la charge de travail et de l'expertise requises, et qu'il est donc nécessaire d'avoir recours à une assistance externe ;
- qu'à cet effet, il apparaît opportun de recourir à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) qui propose une gamme de services adaptés aux besoins de Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le principe de passer commande auprès de l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour répondre à un besoin de conseil et d'accompagnement dans le cadre du passage à un temps de travail annuel à 1607 heures, pour un montant total de 36 195,67 € HT, sur une période de septembre à novembre 2021.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole.

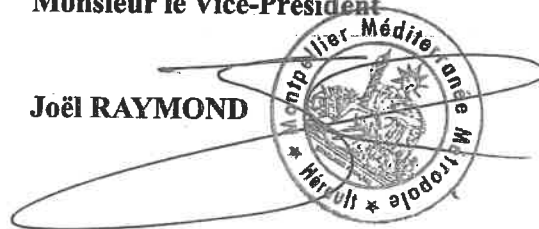
ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 AOUT 2021**

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND



Publiée le : **17 AOUT 2021**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **17 AOUT 2021**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête TA
2103718-8 -GUIZARD Monique"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;

CONSIDERANT

-la requête n°2103718-8 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 15 juillet 2021 par Madame Monique GUIZARD tendant à la désignation d'un expert pour déterminer l'origine des désordres constatés sur sa propriété provoqués par les racines d'un arbre situé au niveau de l'impasse Johannes KLEBER ;

-qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 2103718-8 par Madame Monique GUIZARD.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats PHELIP.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AOUT 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDREY



Publiée le : 16 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société SERVICES YOU
dans l'Hôtel French Tech à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique » ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en vue de la location dans l'Hôtel French Tech de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : la SAS SERVICES YOU, représentée par Monsieur Alexandre GASNE, dont le domaine d'activité concerne le service et l'assistance numérique à distance.

Déjà locataire du lot 3.2 (57,12 m²) dans l'Hôtel French Tech, la société est candidate à la location du lot 3.10 représentant 17,92 m² pour une période de 6 mois, à compter du 10/08/21.

SERVICES YOU compte 6 salariés et prévoit l'embauche de 2 personnes supplémentaires.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société SERVICES YOU ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le **1 6 AOUT 2021**

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 1 7 AOUT 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **1 7 AOUT 2021**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'agrément de
candidature de la société TENDANCE
MENUISERIE dans les Ateliers Relais de
Prades-le-lez

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du « Développement économique et numérique »
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société TENDANCE MENUISERIE en vue du renouvellement de sa location dans les Ateliers Relais de Prades-le-Lez. La société, représentée par son gérant, Monsieur Alexandre SARZIER, est spécialisée dans les travaux de menuiserie bois et pvc.

Elle est candidate au renouvellement de son bail pour le lot 1 d'une surface de 105 m² pour une période de 36 mois.

La société emploie une personne aujourd'hui et prévoit l'embauche d'un salarié d'ici 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société TENDANCE MENUISERIE ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le **1 6 AOUT 2021**

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 1 7 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **1 7 AOUT 2021**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision d'ester en justice "requête
n°21MA02990 CAA - SAS LOTI SUD"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, de la commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2021-009 du 22 février 2021 relative à l'attribution du marché n°MOD0055AJ de prestations de conseil juridique et représentations en justice ;

Considérant

- La requête n°21MA02990 déposée près la Cour Administrative de Marseille le 27 juillet 2021 par la SAS Loti Sud contre le jugement du Tribunal Administratif n°2002119 du 27 mai 2021 rejetant d'annuler la délibération du 18 novembre 2021 par laquelle le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le plan local d'urbanisme de la commune de Fabrègues ;
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°21MA02990 par la SAS Loti Sud.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 AOUT 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDREY



Publiée le : 23 AOUT 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 AOUT 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE III
ARRETES REGLEMENTAIRES

PARTIE III - SOMMAIRE
ARRETES REGLEMENTAIRES DU PRESIDENT
AOUT-SEPTEMBRE 2021

N°ARRETE	TITRE	PAGE
MAR2021-0014	Prades-le-Lez - Ouverture d'une enquête publique relative au transfert d'office de plusieurs parcelles privées en nature de voie publique dans le domaine public métropolitain	455
MAR2021-0033	Représentation du Président aux Commissions d'Attribution des Logements (CAL)	458
MAR2021-0056	Programme d'Actions local 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur de la réhabilitation du parc privé	460
MAR2021-0057	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Baillargues	462
MAR2021-0062	Arrêté métropolitain de défense extérieure contre l'incendie	465
MAR2021-0072	Délégations de signature - Direction Générale des Services	469
MAR2021-0073	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Pérols	473
MAR2021-0074	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Castelnaud-le-Lez	475
MAR2021-0075	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Baillargues	477
MAR2021-0076	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Clapiers	479
MAR2021-0078	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint-Brès	481
MAR2021-0079	Délégations de signature - Direction Générale des Services	483
MAR2021-0080	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montpellier	485
MAR2021-0082	Délégations de signature - Direction Générale des Services	488
MAR2021-0084	Représentation de M. le Président à la présidence de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) du 15 septembre 2021	492
MAR2021-0085	Arrêté d'ouverture d'une enquête publique portant sur la modification n°14 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier	494



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Prades-le-Lez - Ouverture d'une enquête
publique relative au transfert d'office de
plusieurs parcelles privées en nature de
voie publique dans le domaine public
métropolitain**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la Loi n° 2014-58 du 27 Janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles, définissant les compétences exercées par la Métropole en lieu et place des Communes membres ;
- **VU** le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.318-3, R.318-7, R.318-10 et R.318-11 ;
- **VU** le Code de la voirie routière, notamment les articles L 141-12 et R 141-4 à 141-10 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 Juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;

- VU la décision n° MD 2021-317 en date du 26 Mai 2021 portant approbation sur la procédure de transfert d'office de plusieurs parcelles privées en nature de voie publique, chemin de Cabanis, impasse de Cabanis, rue des Coteaux, rue de la Peyrade, et rue de Puech Mary, prévoyant l'ouverture d'une enquête publique et autorisant Madame Coralie MANTION à signer toutes les pièces nécessaires à cette procédure ;

- VU les pièces composant le dossier soumis à enquête publique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de transfert d'office dans le domaine public métropolitain de parcelles privées en nature de voirie cadastrées AH 238, AH 237, AH 236, AH 232, AH235, AH 233 et AH 231, situées chemin de Cabanis, impasse de Cabanis, rue des Coteaux, rue de la Peyrade sur la commune de Prades-le-lez. Cette enquête se déroulera pendant une durée de seize jours, du Lundi 6 septembre 2021 au Lundi 27 septembre 2021 inclus.

ARTICLE 2 : Monsieur Jacques ROUVEYRE, Attaché Territorial, demeurant à LE CRES (34920), est désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur.

ARTICLE 3 : Un exemplaire du dossier ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le Commissaire- Enquêteur, seront déposés en Mairie de Prades-le-Lez et au siège de la Métropole, du Lundi 6 septembre 2021 au Lundi 27 septembre 2021 inclus.

Le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur le registre d'enquête ouvert à cet effet aux jours et heures habituels d'ouverture de la Mairie de Prades-le-Lez, et au siège de la Métropole, du Lundi 6 septembre 2021 au Lundi 27 septembre 2021 inclus.

Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations écrites au Commissaire-Enquêteur à l'adresse suivante :

Montpellier Méditerranée Métropole
Monsieur le Commissaire Enquêteur
Procédure de transfert d'office dans le Domaine Public
DAFI-Service Foncier Espace Public
CS 39556 – 50 Place Zeus
34961 MONTPELLIER Cedex 2

ARTICLE 4 : Monsieur Jacques ROUVEYRE, Commissaire-Enquêteur, se tiendra à la disposition du public à la Mairie de Prades-le-Lez le Lundi 6 septembre 2021, 1^{er} jour de l'enquête, de 09h00 à 12h00 et le Lundi 27 septembre 2021, 16^{ème} jour de l'enquête, de 14h00 à 17h00.

Monsieur le Commissaire Enquêteur recevra également sur rendez-vous, pris auprès de Montpellier Méditerranée Métropole, service Foncier Espace Public.

ARTICLE 5 : Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, l'arrêté du Président est publié par voie d'affiche, en Mairie, sur les lieux concernés, et au siège de la Métropole. Ces mesures d'affichage seront justifiées par un certificat signé par Monsieur le Président et Madame le Maire de Prades-le-Lez.

ARTICLE 6 : A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 3, le registre sera clos, paraphé et signé par Monsieur le Commissaire-Enquêteur, qui disposera d'un délai de trente jours pour transmettre à Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier avec son rapport qui fera état de ses conclusions motivées.

ARTICLE 7 : Une décision sera prise par Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, quant au transfert d'office dans le domaine public des parcelles AH 238, AH 237, AH 236, AH 232, AH235, AH 233 et AH 231, tel que défini sur les plans composant le dossier. La décision et le dossier d'enquête seront adressés par Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à la Préfecture. Si un propriétaire intéressé a fait connaître son opposition, cette décision sera prise par arrêté du représentant de l'Etat dans le département, à la demande de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le rapport et les conclusions motivées de Monsieur le Commissaire-Enquêteur seront tenus à la disposition du public à la Métropole pendant une durée d'un an. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues au Titre I de la Loi du 17 juillet 1978.

ARTICLE 9 : Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le Préfet du Département de L'Hérault.
- Monsieur Jacques ROUVEYRE, Commissaire-Enquêteur.

ARTICLE 10 : Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Madame le Maire de Prades-le-Lez et Monsieur le Commissaire-Enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 13 août 2021

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 13/08/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-154974-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/08/21

Réception en Préfecture : 13/08/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Représentation du Président aux
Commissions d'Attribution des Logements
(CAL)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'élection du Président et des Vice-présidents le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article 441-2 du Code de la construction et de l'habitation ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée aux membres suivants du Conseil de Métropole pour siéger au sein des Commissions d'Attribution des Logements (CAL) des organismes ci-dessous, en qualité de représentants de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier :

- Erilia : Madame Eliane LLORET
- FDI Habitat : Madame Eliane LLORET
- ICF Sud-Est Méditerranée : Madame Eliane LLORET
- CDC Habitat : Madame Eliane LLORET
- Promologis : Madame Eliane LLORET
- Société Un Toit pour Tous : Madame Clara GIMENEZ
- ACM Habitat - OPH de Montpellier Méditerranée Métropole : Madame Eliane LLORET
- Hérault Logement : Madame Clara GIMENEZ
- Société Française des Habitations Economiques (SFHE) : Madame Eliane LLORET

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 3 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

Montpellier, le 24 sept. 2021

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 24/09/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-158192-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/09/21

Réception en Préfecture : 24/09/21

Notifié le : 24/09/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels

Service Programmation & Développement de l'Habitat

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Programme d'Actions local 2021 de
Montpellier Méditerranée Métropole en
faveur de la réhabilitation du parc privé**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

**Programme d'actions local 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur de
réhabilitation du Parc Privé**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment l'article R.321-10-1,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération n°13711 du Conseil du 14 avril 2016 autorisant le Président à conclure avec l'Etat la convention de délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre, et avec l'Anah la convention de gestion des aides à l'habitat privé,
- VU la convention de délégation de compétence des aides à la pierre conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat en application de l'article L.301-5-1 du code de la construction et de l'habitation (CCH) le 30 mai 2016,
- VU la convention de gestion des aides à l'habitat privé conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence Nationale de l'Habitat le 30 mai 2016,
- VU l'avis favorable de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole du 18 mai 2021,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Programme d'Actions Local 2021 en faveur de la réhabilitation du parc privé de Montpellier Méditerranée Métropole, annexé au présent arrêté, est approuvé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 sept. 2021

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 06/09/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-165079-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06/09/21

Réception en Préfecture : 06/09/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet ProgActionLocal 2021 .pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local
d'Urbanisme (PLU) de Baillargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.332-11-3, L.332-11-4, R.153-18 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°M2020-94 en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- VU la délibération n°M2020-96 en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Mme Coralie MANTION en qualité de Vice- Présidente ;
- VU l'arrêté n°MAR2020-0291 portant délégation de fonction à Mme Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Baillargues approuvé le 06 février 2006, révisé le 18 décembre 2006, modifié le 18 décembre 2006, révisé le 05 avril 2007, modifié le 27 septembre 2007, mis à jour le 15 juin 2009, mis à jour le 16 juin 2009, modifié le 17 décembre 2009, modifié le 11 mai 2010, modifié le 06 septembre 2010, révisé le 17 novembre 2011, mis à jour le 30 mai 2012, modifié le 12 juillet 2012, modifié le 26 juillet 2013, mis à jour le 30 juillet 2013, mis à jour le 24 novembre 2014, modifié le 05 mars 2015, mis à jour le 28 juin 2017, mis en compatibilité le 10 janvier 2018, mis à jour le 03 septembre 2019, mis à jour le 06 novembre 2020, mis à jour le 09 décembre 2020, mis à jour le 11 mars 2021 ;

- VU la décision n°MD2021-349 du Conseil de Métropole en date du 14 avril 2021 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SAS STE FINANCIERE DE LA MASA » pour une opération d'aménagement dénommée « Mercedes » sur les parcelles AZ0047 et AZ0049 de la commune de Baillargues ;
- VU le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 23 avril 2021 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SAS STE FINANCIERE DE LA MASA » ;
- VU la délibération n°M2019-566 du Conseil de Métropole en date du 18 novembre 2019 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SCCV La Roselière », pour une opération d'aménagement dénommée « Coustouliès » sur les parcelles cadastrées AK0022 et AK0023 de la commune de Baillargues ;
- VU le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 2 février 2020 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SCCV La Roselière » ;
- VU la délibération n°M2019-707 du Conseil de Métropole en date du 18 décembre 2019 autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « HELENIS », pour une opération d'aménagement dénommée « Quartier Napoléon » sur les parcelles cadastrées AC0100, AC0107 et AC0178 de la commune de Baillargues ;
- VU le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 12 février 2020 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « HELENIS » ;
- VU la décision n°MD2021-457 du Conseil de Métropole en date du 7 mai 2021 instaurant le périmètre de PUP, en application des dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 332-11-3 du Code de l'Urbanisme, dénommé « Contrôle – Croix de Jallé » et autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SARL TERRES DU SOLEIL PROMOTION », pour une opération d'aménagement dénommée « Contrôle » sur les parcelles cadastrées AD0013, AD0014 pour partie et AD0017 de la commune de Baillargues ;
- VU le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 10 mai 2021 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SARL TERRES DU SOLEIL PROMOTION » ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Baillargues est mis à jour afin de reporter en annexe les périmètres des Projets Urbains Partenariaux (PUP) susvisés.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Baillargues (Place du 14 juillet - 34671 BAILLARGUES) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Baillargues.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Madame la Directrice Générale des Services de la Commune de Baillargues sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 3 sept. 2021

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 03/09/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-162121-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03/09/21

Réception en Préfecture : 03/09/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- deliberation_pup_coustoulies_executoire_M2019-566.pdf
- convention_pup_coustouliès_visu_pref.pdf
- décision_Mercedes_Executoire.pdf
- convention_PUP_Mercedes_signée.pdf
- pup_quartier_napoleon_deliberation_executoire_M2019-707.pdf
- pup_quartier_napoleon_deliberation_executoire_M2019-707.pdf
- décision_MD2021-457_PUP_Controlé_executoire.pdf
- décision_MD2021-457_PUP_Controlé_executoire.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise du Service Public

**Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Arrêté métropolitain de défense extérieure contre l'incendie

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **Vu** les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales
- **Vu** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020
- **Vu** le décret n° 2015-235 du 27 février 2015 relatif à la défense extérieure contre l'incendie ;
- **Vu** le Code Général des Collectivité Territoriales (C.G.C.T.) et notamment les articles R.2225-4 et R2225-7 à R2225-10 ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 15 décembre 2015 fixant le référentiel national de la défense extérieure contre l'incendie ;
- **Vu** l'arrêté préfectoral n°2017-01-8645 du 9 octobre 2017 portant règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie dans le département de l'Hérault ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu, conformément aux dispositions légales et réglementaires et notamment, du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie, d'identifier les risques à prendre en compte, de fixer en fonction des risques la quantité, la qualité et l'implantation des points d'eau incendie, afin de déterminer les modalités de mise à jour des données et de contrôles techniques ;

ARRETE

Article 1 : GENERALITE

La défense extérieure contre l'incendie (D.E.C.I.) désigne l'ensemble des moyens mis en œuvre pour assurer l'alimentation en eau des engins ou matériels de lutte contre l'incendie, par l'intermédiaire de points d'eau incendie (P.E.I.) identifiés à cette fin.

Le présent arrêté a pour objectif de procéder à l'inventaire des P.E.I. présents sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole et mis à la disposition du Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault (SDIS 34).

Il recense les P.E.I. conformes au règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie dans le département de l'Hérault au 1^{er} décembre 2017 et fixe leurs modalités de contrôle.

ARTICLE 2 : MISE A JOUR DE L'INVENTAIRE DES P.E.I.

L'actualisation de cet inventaire (création ou suppression d'un P.E.I., indisponibilité ou remise en service d'un P.E.I., ...) fait partie intégrante des processus d'échange d'information entre le SDIS 34 et Montpellier Méditerranée Métropole. Toute mise à jour est réalisée via l'outil Hydraclic, conformément à la convention établie entre le SDIS 34 et la Métropole de Montpellier.

ARTICLE 3 : RISQUES A PRENDRE EN COMPTE DANS LE CADRE DE LA D.E.C.I.

Le règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie détermine des besoins en eau en fonction du type de risque. Le cas général peut se décliner comme suit :

- Les risques courants :
 - o **Faibles** : la quantité d'eau et la durée est adaptée en fonction de la nature du risque à défendre, avec un minimum de 30 m³ utilisables en 1 heure ou instantanément ;
 - o **Ordinaires** : la quantité d'eau requise ne peut être inférieure à 60 m³ utilisable instantanément ou délivrée par un débit de 60m³/h pendant 1 heure ou par un débit de 30m³/heure pendant 2 heures ;
 - o **Importants** : la quantité d'eau requise doit être égale au minimum à 120 m³ utilisable en 2 heures ou instantanément ;
- Les risques particuliers : il peut s'agir par exemple d'établissements recevant du public, industriels (non classés I.C.P.E.) ou agricoles. Ils nécessitent une approche spécifique individualisée d'évaluation des besoins en eau.

ARTICLE 4 : LES POINTS D'EAU INCENDIE

Les points d'eau incendie (publics et privés) regroupent :

- les points d'eau incendie (P.E.I.) sous pression : poteaux incendie, bouches d'incendie et le cas échéant les bornes agricoles si elles ont été définies à cet effet.
- les points d'eau naturels ou artificiels (P.E.N.A.) tels que les réserves ou citerne enterrées ou aériennes, souples ou non, et le cas échéant les point d'accès aménagés à cet effet aux mares, étangs, et cours d'eau et les puisards

La liste des points d'eau incendie de Montpellier Méditerranée Métropole est mise à jour en permanence par le biais de l'outil Hydraclic partagée avec le SDIS selon les termes de la convention approuvée par délibération N° M2019-218 du jeudi 18 avril 2019. Hydraclic permet l'accès actualisé et permanent à toutes les informations relatives aux P.E.I du territoire :

Localisation, caractéristiques techniques, statut, capacités hydrauliques, disponibilité, anomalies recensées, historique des contrôles techniques.

ARTICLE 5 : MODALITE DE REALISATION DES CONTROLES TECHNIQUES DES P.E.I PUBLICS

Le contrôle technique comprend un contrôle du débit et de la pression ainsi qu'un contrôle fonctionnel consistant à :

- S'assurer de la présence effective d'eau aux P.E.I alimentés par des réseaux sous pression,
- S'assurer de la bonne manœuvrabilité des appareils c'est-à-dire à manœuvrer les robinets et vannes (dé grippage).
- Contrôler le volume et les aménagements des réserves d'eau naturelles ou artificielles ;
- Contrôler l'état technique général et le fonctionnement des appareils et des aménagements ;
- S'assurer de l'accessibilité, de la visibilité et des abords des P.E.I
- S'assurer de la signalisation des P.E.I (sauf poteau incendie), de leur couleur et de leur numérotation.

Au titre de la police administrative spéciale de la D.E.C.I. et conformément au règlement départemental de la D.E.C.I, le contrôle technique périodique des P.E.I publics est effectué a minima tous les 3 ans.

Par ailleurs, le contrôle fonctionnel des P.E.I publics est également vérifié à l'occasion des opérations de maintenance (entretien et réparation).

Les contrôles de débits/pression, les contrôles fonctionnels et les opérations de maintenance sont à la charge du service public de D.E.C.I de Montpellier Méditerranée Métropole et seront réalisés par un prestataire de service conformément à une décision du Conseil Métropolitain.

ARTICLE 6 : NOTIFICATION AU PREFET

Une copie du présent arrêté est notifiée au préfet.

Montpellier, le 26 août 2021

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Véronique NEGRET

Publiée le : 31/08/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-162744-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31/08/21

Réception en Préfecture : 31/08/21

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature
Direction Générale des Services**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La Direction Générale des Services est composée des départements, pôles, missions et directions suivants :

- Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique ;
 - Département Solidarité et Vivre ensemble ;
 - Département Développement et Aménagement Durables du Territoire ;
 - Département Administration générale et finances ;
 - Département Culture et Sport ;
 - Département Services Publics de l'Environnement et des Transports ;
 - Département Développement économique, Emploi et Insertion ;
 - Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales ;
- au sein desquels les délégations de signature sont organisées par un arrêté ad hoc.

Lui sont rattachées en direct les missions et directions suivantes :

- Mission Grand Cœur ;
- Mission Coordination Interne et Vie de l'Intercommunalité ;
- Mission Coopérations territoriales ;
- Direction du Contrôle de Gestion Externe.

Par dérogation aux délégations de fonctions consenties aux vice-présidents et conseillers métropolitains, Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services, reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des services de Montpellier Méditerranée Métropole sous son autorité, délégation de signature pour l'ensemble des courriers et documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations, décisions au sens de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales et arrêts du Président.

Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des services de Montpellier Méditerranée Métropole sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de ses départements et missions.
- Délégation de signature pour l'ensemble des courriers et documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations, décisions et arrêtés du Président.
- Délégation de signature pour l'ensemble des décisions individuelles favorables ou défavorables prises en réponse à la demande d'un agent de la Métropole ou d'un usager.
- En matière de ressources humaines, délégation pour l'ensemble des courriers et documents relatifs à la gestion du personnel métropolitain.
- Délégation de signature pour la délivrance des expéditions du registre des délibérations et des arrêtés métropolitains, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L 2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Délégation est attribuée à Monsieur Olivier NYS à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de Montpellier Méditerranée Métropole, comprenant notamment :

- les bordereaux de titres et de mandats et les bordereaux d'annulation de titres et de mandats, les rectifications apportées aux factures et aux mandats ;
- les certificats administratifs relatifs aux opérations non budgétaires retracées dans la comptabilité patrimoniale ;
- les documents relatifs à la paie et aux charges du personnel ;
- les admissions en non-valeur ;
- les états de poursuite par voie de saisie des redevables ;
- les arrêtés de compte de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du trésorier principal municipal retracée dans le compte de gestion, les états de reste à réaliser et l'état des dépenses engagées non mandatées.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Adjoint.

ARTICLE 2 : Madame Florence TISSEYRE, directrice de la Mission Coordination interne et Vie de l'Intercommunalité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence TISSEYRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 2-1 : Madame Sabine BERGUA, responsable du service Guichet unique de proximité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sabine BERGUA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Florence TISSEYRE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Sabine BERGUA et Florence TISSEYRE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 3 : Le directeur de la Mission Coopérations territoriales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- Délégation de signature pour les décisions d'attribution des aides relevant du Fonds d'Aide aux Jeunes ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de la Mission Coopérations territoriales, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 4 : Madame Caroline KNAPP-LUQUET, directrice du Contrôle de Gestion Externe, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline KNAPP-LUQUET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 5 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 24 août 2021

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 24/08/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-168068-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/08/21

Réception en Préfecture : 24/08/21

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Pérols

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.152-7, L.153-8, L. 153-60 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L.562-1 à L.562-9 relatifs aux plans de prévention des risques naturels ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°M2020-94 en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- VU la délibération n°M2020-96 en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice- Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Pérols approuvé le 23 janvier 2007, modifié le 07 février 2008, mis à jour le 29 septembre 2009, mis à jour le 28 octobre 2009, modifié le 14 octobre 2010, modifié le 06 octobre 2011, modifié le 08 mars 2012, modifié le 16 décembre 2013, modifié le 25 février 2014, mis en compatibilité le 06 mars 2014, modifié le 16 juillet 2014, modifié le 16 décembre 2015, modifié le 14 avril 2016, modifié le 25 octobre 2016, modifié le 20 septembre 2018, mis à jour le 22 mars 2019, modifié le 30 septembre 2019, mis à jour le 16 novembre 2020, modifié le 31 janvier 2021, mis à jour le 11 mars 2021, mise à jour le 17 mai 2021;

- VU l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2021-06-12056 portant approbation de la révision du Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la commune de Pérols ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pérols est mis à jour pour reporter en annexe le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRi) de la commune de Pérols approuvé le 29 juin 2021.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Pérols (Place Carnot – 34 473 Pérols) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Pérols.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Pérols sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 9 sept. 2021

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 13/09/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-169428-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/09/21

Réception en Préfecture : 13/09/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan_zonage_PPRi_Pérols.pdf

- Arrêté_pref.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local
d'Urbanisme (PLU) de Castelnau-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.424-1, R.153-18, R.424-24 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Castelnau-le-Lez approuvé le 29 juin 2007, mis à jour le 22 avril 2010, mis à jour le 16 septembre 2010, modifié le 28 février 2011, modifié le 26 mai 2011, mis à jour le 24 novembre 2011, modifié le 20 mars 2013, modifié le 12 décembre 2013, révisé le 20 janvier 2014, modifié le 23 décembre 2014, mis à jour le 26 juin 2015, modifié le 31 janvier 2020, mis en compatibilité le 31 juillet 2020, mis à jour le 16 novembre 2020, mis à jour le 17 mai 2021, mis à jour le 07 juillet 2021 ;

- VU la délibération n°DEL2021/06-02 du Conseil Municipal en date du 29 juin 2021 instaurant un périmètre d'étude le long de l'avenue de l'Europe au titre de l'article L.424-1 du Code de l'Urbanisme ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Castelnau-le-Lez est mis à jour afin de reporter en annexe le périmètre d'étude susvisé.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Castelnau-le-Lez (2 rue de la Crouzette - 34173 CASTELNAU-LE-LEZ) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Castelnau-le-Lez.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Madame la Directrice Générale des Services de la Commune de Castelnau-le-Lez sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 14 sept. 2021

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 16/09/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-169423-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16/09/21

Réception en Préfecture : 16/09/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DEL2021-06-02.pdf

- DEL2021-06-02 ANNEXE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Baillargues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.424-1, R.153-18, R.424-24 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Baillargues approuvé le 06 février 2006, révisé le 18 décembre 2006, modifié le 18 décembre 2006, révisé le 05 avril 2007, modifié le 27 septembre 2007, mis à jour le 15 juin 2009, mis à jour le 16 juin 2009, modifié le 17 décembre 2009, modifié le 11 mai 2010, modifié le 06 septembre 2010, révisé le 17 novembre 2011, mis à jour le 30 mai 2012, modifié le 12 juillet 2012, modifié le 26 juillet 2013, mis à jour le 30 juillet 2013, mis à jour le 24 novembre 2014, modifié le 05 mars 2015, mis à jour le 28 juin 2017, mis en compatibilité le 10 janvier 2018, mis à jour le 03 septembre 2019, mis à jour le 06 novembre 2020, mis à jour le 09 décembre 2020, mis à jour le 11 mars 2021, mis à jour le 17 mai 2021 ;
- VU la délibération n°DLM-2021-067 du Conseil Municipal de Baillargues en date du 7 juillet 2021 instaurant un périmètre d'étude sur le secteur « Corail » au titre de l'article L.424-1 du Code de l'Urbanisme ;

- VU la délibération n°DLM-2021-068 du Conseil Municipal de Baillargues en date du 7 juillet 2021 instaurant un périmètre d'étude sur le secteur « Goya » au titre de l'article L.424-1 du Code de l'Urbanisme ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Baillargues est mis à jour pour reporter en annexe les périmètres d'étude susvisés.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Baillargues (Place du 14 juillet - 34671 BAILLARGUES) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Baillargues.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Madame la Directrice Générale des Services de la Commune de Baillargues sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 14 sept. 2021

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 16/09/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-169489-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16/09/21

Réception en Préfecture : 16/09/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DLM201_67 Instauration périmètre étude corail.pdf
- DLM2021_67 ANX Instauration périmètre étude corail.pdf
- DLM2021_68 Instauration+périmètre+d'étude+secteur+GOYA.pdf
- DLM2021_68 annexe Instauration+périmètre+d'étude+secteur+GOYA.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Clapiers

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.212-1 à L.212-5 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°M2020-94 en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- VU la délibération n°M2020-96 en date du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice- Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Clapiers approuvé le 24 janvier 2013, mis à jour le 27 mai 2013, mis en compatibilité le 28/08/2013, mis à jour le 7 mars 2014, mis en compatibilité le 15 décembre 2014, modifié le 29 juin 2015, modifié le 28 septembre 2016, modifié le 24 novembre 2016, mis à jour le 25 août 2017, mis à jour le 7 septembre 2017, mis à jour le 4 avril 2018, mis à jour le 10 juillet 2018, modifié le 31 janvier 2020, mis à jour le 15 octobre 2020, mis à jour le 17 mai 2021 ;
- VU l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2021-06-11997 en date du 7 juin 2021 portant création du périmètre de la Zone d'Aménagement Différé « Les Moulières-Est » ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Clapiers est mis à jour pour reporter en annexe le périmètre de la Zone d'Aménagement Différé susvisée.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de CLAPIERS (5 Grand Rue Marie Lacroix - 34830 CLAPIERS) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50 place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'à la mairie de Clapiers.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Clapiers sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 14 sept. 2021

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 16/09/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-169435-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16/09/21

Réception en Préfecture : 16/09/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- arrete_pref+annexe.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

**Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint-Brès

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- **VU** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.424-1, R.153-18, R.424-24 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- **VU** le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint-Brès approuvé le 27 septembre 2012, mis à jour le 18 décembre 2012, mis à jour le 23 août 2013, mise à jour le 01 juillet 2014, modifié le 28 avril 2015, modifié le 31 mai 2018, mise à jour le 05 octobre 2018, mise à jour le 09 décembre 2020, mise à jour le 17 mai 2021 ;
- **VU** la délibération n°DEL2021-018 du Conseil Municipal de Saint-Brès en date du 7 juin 2021 instaurant un périmètre d'étude au titre de l'article L.424-1 du Code de l'Urbanisme ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint-Brès est mis à jour afin de reporter en annexe le périmètre d'étude susvisé.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Saint-Brès (14 place de la Ramade - 34670 SAINT-BRES) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Saint-Brès.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Saint-Brès sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 9 sept. 2021

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 13/09/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-169440-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/09/21

Réception en Préfecture : 13/09/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- D2021_018 INSTAURATION PERIMETRE D ETUDE AU TITRE DE L ARTICLE L424-1 DU CODE DE L URBANISME.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Délégations de signature
Direction Générale des Services

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- VU la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- **CONSIDERANT** qu'à compter du 30 août 2021, les agents territoriaux, quel que soit leur cadre d'emplois, intervenant dans les établissements et services soumis à l'obligation soit de vaccination soit de présentation d'un pass sanitaire lorsque leur activité se déroule dans les espaces et aux heures où ils sont accessibles au public, sauf intervention d'urgence devront également présenter un pass valide ;
- **CONSIDERANT** qu'en cas de non-respect des dispositions de la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire et à défaut de mobiliser des jours de congé, l'agent est suspendu le jour même par son employeur ;
- **CONSIDERANT** que la décision de suspension n'est pas une sanction disciplinaire mais une mesure prise dans l'intérêt du service pour des raisons d'ordre public afin de protéger la santé des personnes ;
- **CONSIDERANT** que la suspension est effective tant que l'agent ne justifie pas d'un pass sanitaire valide et prendra fin dans tous les cas au 15 novembre 2021, échéance prévue par la loi du 5 août 2021 ;
- **CONSIDERANT** que la suspension entraîne l'interruption du versement de la rémunération de l'agent et s'applique au traitement indiciaire brut, à ses accessoires (indemnité de résidence et supplément familiale de traitement) ainsi qu'aux primes et indemnités de toute nature ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services, reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des services de Montpellier Méditerranée Métropole sous son autorité, délégation de signature pour les arrêtés de suspension des agents pour non-respect des dispositions la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier NYS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoit ZENOU, Directeur du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 24 août 2021

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 24/08/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-169510-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/08/21

Réception en Préfecture : 24/08/21

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.332-11-3, L.332-11-4, R.153-18 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU le PLU de la Ville de Montpellier approuvé le 02 mars 2006, mis à jour le 23 novembre 2006, modifié le 21 décembre 2006, mis en compatibilité le 15 janvier 2007, mis en compatibilité le 30 avril 2007, mis à jour le 04 mai 2007, mis en compatibilité le 18 juin 2007, modifié le 25 juin 2007, mis à jour le 20 juillet 2007, mis en compatibilité le 09 octobre 2007, mis à jour le 15 avril 2008, modifié le 17 novembre 2008, mis à jour le 02 décembre 2008, modifiée le 22 juin 2009, mis à jour le 10 juillet 2009, modifié le 29 mars 2010, mis à jour le 13 avril 2010, mis en compatibilité le 20 avril 2011, modifié le 09 mai 2011, mis à jour le 24 mai 2011, modifié le 25 juillet 2011, modifié le 07 novembre 2011, mis à jour le 09 janvier 2012, mis à jour le 17 juillet 2012, modifié le 23 juillet 2012, révisé le 01 octobre 2012, mis à jour le 14 mai 2013, modifié le 22 juillet 2013, mis à jour le

05 août 2013, mis en compatibilité le 28 août 2013, modifié le 17 février 2014, mis à jour le 03 juillet 2014, mis en compatibilité le 16 juillet 2014, modifié le 05 mars 2015, mis à jour le 23 avril 2015, mis en compatibilité le 18 mai 2015, modifié le 28 mai 2015, mis à jour le 30 septembre 2015, mis à jour le 03 novembre 2015, modifié le 29 mars 2017, mis à jour le 22 décembre 2017, modifié le 29 mars 2018, mis en compatibilité le 22 mai 2018, mis à jour le 10 juillet 2018, mis à jour le 3 septembre 2018, mis à jour le 22 octobre 2018, modifié le 18 avril 2019, mis à jour le 4 septembre 2019, mis à jour le 11 décembre 2019, modifié le 31 janvier 2020, mis à jour le 16 septembre 2020, mis à jour le 15 octobre 2020, mis à jour le 12 novembre 2020, mis à jour le 09 décembre 2020, mis à jour le 11 mars 2021, mis à jour le 17 mai 2021, mis en compatibilité le 29 juillet 2021 ;

- VU la décision n°MD2021-424 en date du 14 mai 2020 autorisant la signature d'une convention tripartite de Projet Urbain Partenarial (PUP) « Port Marianne – Parc Marianne » entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Société Vinci Immobilier Méditerranée et la Société d'Equipement de la Région Montpellieraine pour une opération d'aménagement concernant les unités foncières dénommées MC 1 et MC 2 sur le territoire de la Ville de Montpellier ;

- VU le périmètre de PUP annexé à la convention tripartite signée le 9 août 2021 entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Société Vinci Immobilier Méditerranée et la Société d'Equipement de la Région Montpellieraine ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier est mis à jour pour reporter en annexe le périmètre du Projet Urbain Partenarial (PUP) susvisé.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public en mairie de Montpellier à la Direction de l'Urbanisme Appliqué (1, place Georges Frêche - 34267 MONTPELLIER) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Montpellier.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 9 sept. 2021

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 13/09/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-169652-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/09/21

Réception en Préfecture : 13/09/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_PUP.pdf
- Décision.pdf
- Annexes.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Délégations de signature
Direction Générale des Services

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- **CONSIDERANT** la période transitoire relative à la mise en place de la nouvelle organisation administrative de la collectivité ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La Direction Générale des Services est composée des départements, pôles, missions et directions suivants :

- Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique ;
 - Département Solidarité et Vivre ensemble ;
 - Département Développement et Aménagement Durables du Territoire ;
 - Département Administration générale et finances ;
 - Département Culture et Sport ;
 - Département Services Publics de l'Environnement et des Transports ;
 - Département Développement économique, Emploi et Insertion ;
 - Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales ;
- au sein desquels les délégations de signature sont organisées par un arrêté ad hoc.

Lui sont rattachées en direct les missions et directions suivantes :

- Mission Coordination Interne et Vie de l'Intercommunalité ;
- Mission Coopérations territoriales ;
- Direction du Contrôle de Gestion Externe.

Par dérogation aux délégations de fonctions consenties aux vice-présidents et conseillers métropolitains, Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services, reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des services de Montpellier Méditerranée Métropole sous son autorité, délégation de signature pour l'ensemble des courriers et documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations, décisions au sens de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales et arrêtés du Président.

Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des services de Montpellier Méditerranée Métropole sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de ses départements et missions ;
- Délégation de signature pour l'ensemble des courriers et documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations, décisions et arrêtés du Président ;
- Délégation de signature pour l'ensemble des décisions individuelles favorables ou défavorables prises en réponse à la demande d'un agent de la Métropole ou d'un usager ;
- En matière de ressources humaines, délégation pour l'ensemble des courriers et documents relatifs à la gestion du personnel métropolitain ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour les bons de commandes quel qu'en soit le montant, en cas d'absence ou d'empêchement successifs des directeurs et directeurs de département ;
- Délégation de signature pour la délivrance des expéditions du registre des délibérations et des arrêtés métropolitains, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L. 2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Délégation est attribuée à Monsieur Olivier NYS à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de Montpellier Méditerranée Métropole, comprenant notamment :

- les bordereaux de titres et de mandats et les bordereaux d'annulation de titres et de mandats, les rectifications apportées aux factures et aux mandats ;
- les certificats administratifs relatifs aux opérations non budgétaires retracées dans la comptabilité patrimoniale ;
- les documents relatifs à la paie et aux charges du personnel ;
- les admissions en non-valeur ;
- les états de poursuite par voie de saisie des redevables ;
- les arrêtés de compte de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du trésorier principal municipal retracée dans le compte de gestion, les états de reste à réaliser et l'état des dépenses engagées non mandatées.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Délégué.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier NYS, la délégation est accordée à Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Délégué, et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, à Monsieur Vincent DOMEIZEL, directeur des finances.

En cas d'intérim de Monsieur Olivier NYS, l'ensemble des délégations ci-dessus sont accordées au délégataire désigné par arrêté.

ARTICLE 2 : Madame Florence TISSEYRE, directrice de la Mission Coordination interne et Vie de l'Intercommunalité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;

- délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence TISSEYRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 2-1 : Madame Sabine BERGUA, responsable du service Guichet unique de proximité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sabine BERGUA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Florence TISSEYRE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Sabine BERGUA et Florence TISSEYRE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 3 : Le directeur de la Mission Coopérations territoriales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- Délégation de signature pour les décisions d'attribution des aides relevant du Fonds d'Aide aux Jeunes ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de la Mission Coopérations territoriales, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 4 : Madame Caroline KNAPP-LUQUET, directrice du Contrôle de Gestion Externe, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline KNAPP-LUQUET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 5 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 9 sept. 2021

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 09/09/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-170175-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09/09/21

Réception en Préfecture : 09/09/21

Notifié le : 09/09/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Représentation de M. le Président
à la présidence
de la Commission Consultative des
Services Publics Locaux (CCSPL)
du 15 septembre 2021**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1413-1 et L.5211-9 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Michelle CASSAR en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection des membres de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) en date du 15 septembre 2020 ;
- VU l'arrêté n°MAR2020-0367 du 9 octobre 2020 portant représentation du Président à la présidence de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) ;
- **CONSIDERANT** que le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, membre de droit de la Commission Consultative des Services Publics Locaux peut désigner une personne appelée à le représenter ;
- **CONSIDERANT** l'empêchement de Monsieur Renaud CALVAT lors de la Commission Consultative des Services Publics Locaux qui se déroulera le 15 septembre 2021 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Michelle CASSAR, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, pour présider la Commission Consultative des Services Publics Locaux en tant que représentante du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour la séance du 15 septembre 2021. Dans ce cadre et pour cette séance, Madame Michelle CASSAR est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

ARTICLE 2 : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président pour la séance de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 15 septembre 2021 uniquement.

ARTICLE 3 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, et sera affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 13 sept. 2021

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 13/09/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-170713-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/09/21

Réception en Préfecture : 13/09/21

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté d'ouverture d'une enquête publique
portant sur la modification n°14 du Plan
Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 et suivants ;
- VU le Code de l'environnement, notamment les articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-1 à R.123-27;
- VU le décret n°2014-1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26/12/2014 portant création, à compter du 01/01/2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- VU la délibération relative à l'élection de Mme Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU la Charte de Gouvernance du Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvée par le Conseil de Métropole en date du 22/07/2015 ;
- VU la délibération n°V2021-242 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier en date du 26/07/2021 émettant un avis favorable au projet de modification n°14 du PLU au titre de la charte de gouvernance du PLU et des dispositions de l'article L.153-39 du Code de l'Urbanisme ;

- **VU** la demande de désignation d'un commissaire enquêteur formulée en date du 12/08/2021 auprès du Tribunal Administratif de Montpellier en vue de mener l'enquête publique relative au projet de modification n°14 du PLU ;
- **VU** la décision n°E21000090/34 en date du 31/08/2021 du Président du Tribunal Administratif de Montpellier désignant Monsieur Hervé SEELEUTHNER en qualité de commissaire enquêteur ;
- **VU** la notification du projet de modification n°14 du PLU à la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) en date du 29/07/2021 ;
- **VU** la notification du projet de modification n°14 du PLU aux personnes publiques associées en date du 29/07/2021 ;
- **VU** les pièces du dossier soumis à enquête publique ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Une enquête publique est organisée, pour une durée de 32 jours consécutifs, du 22/10/2021 à 8h00 au 22/11/2021 à 17h00 inclus, afin de recueillir les observations et propositions du public, relatives au projet de modification n°14 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier visant 25 modifications sectorielles (quartiers Hôpitaux-facultés, Port Marianne, Croix d'Argent, Mosson, Cévennes et Centre) et 8 modifications à caractère général.

ARTICLE 2 : Par décision n° E21000090/34 en date du 31/08/2021, le Président du Tribunal Administratif de Montpellier a désigné Monsieur Hervé SEELEUTHNER, Officier supérieur de l'Armée de Terre, en qualité de commissaire enquêteur en vue de procéder à l'enquête publique.

ARTICLE 3 : Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur support papier et présenter ses observations et propositions sur les registres ouverts à cet effet :

- à la Mairie de Montpellier (Place Georges Frêche-34267 Montpellier), aux heures habituelles d'ouverture, à savoir du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30,
- au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeus-34961 Montpellier), du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30.

Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra également consulter le dossier d'enquête publique sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques) et sur le site internet de la Ville de Montpellier (www.montpellier.fr).

Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra en outre consulter le dossier d'enquête publique sur un poste informatique au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30.

ARTICLE 4 : le public pourra également adresser ses observations et propositions écrites à M. le commissaire enquêteur durant toute la durée de l'enquête :

- par voie postale au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : « M. le commissaire enquêteur - projet de modification n°14 du PLU de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier cedex 2 » ;
- par courrier électronique à l'adresse suivante : montpellierm14@montpellier3m.fr.

Les observations et propositions du public, transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences visées à l'article 5 du présent arrêté, seront consultables au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, en Mairie de Montpellier et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques.

Les observations et propositions du public, transmises par courrier électronique, seront consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques.

ARTICLE 5 : Le commissaire enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions écrites et orales à la Mairie de Montpellier (Place Georges Frêche - 34267 Montpellier) :

- le jeudi 28 octobre 2021 de 09h00 à 12h00,
- le vendredi 05 novembre 2021 de 14h00 à 17h00,
- le mercredi 17 novembre 2021 de 09h00 à 12h00.

ARTICLE 6 : La consultation du dossier, la rédaction des observations sur les registres et les consultations du commissaire-enquêteur s'effectueront dans le respect des gestes barrières (distanciation physique, mise à disposition de gel hydro-alcoolique, stylos individuels).

ARTICLE 7 : Conformément aux dispositions de l'article L.104-2 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°14 du PLU a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas auprès de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe). La décision de dispense de l'autorité environnementale est jointe au dossier d'enquête publique.

ARTICLE 8 : La personne responsable du projet de modification n°14 du PLU de la Ville de Montpellier est Montpellier Méditerranée Métropole. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de modification auprès de la Direction Projet et Planification Territoriale (DiPPT - 04.67.13.60.24) aux heures d'ouverture des bureaux de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles.

ARTICLE 9 : A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête mis à sa disposition seront clos par le commissaire enquêteur. Ce dernier rencontrera le responsable de projet dans un délai de huit jours à compter de la réception du registre d'enquête et des documents annexés, et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire, dans un délai de quinze jours, son mémoire en réponse.

Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête, les registres ainsi qu'un rapport et, dans une présentation séparée, ses conclusions motivées. Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et de ses conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Montpellier.

Le rapport et les conclusions motivées seront tenus à la disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en Mairie de Montpellier, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Le rapport et les conclusions motivées seront également consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse suivante : www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques. L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

ARTICLE 10 : Un avis au public sera publié par les soins de Montpellier Méditerranée Métropole, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Hérault.

L'avis au public fera également l'objet d'une publication par voie d'affiches afin de lui assurer la plus large diffusion. Il sera affiché, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci sur les lieux suivants :

- Au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeus, Montpellier) ;
- Au niveau de la Mairie de Montpellier (1 Place Georges Frêche) ;
- Au niveau des 5 Mairies de proximité de Montpellier : Mosson, Tastavin, Aiguelongue, François Villon, Aubes-Pompignane ;
- Au niveau des Maisons Pour Tous de Montpellier suivantes : George Sand, Frédéric Chopin, Voltaire, Joseph Ricôme, Albertine Sarrazin, Paul-Emile Victor, Fanfonne Guillierme, Marcel Pagnol, André Chamson, Antoine de Saint Exupéry, Michel Colucci, Georges Brassens, Marie Curie, Louis Feuillade, Rosa-Lee Parks, Jean-Pierre Caillens, L'Escoutaire, Boris Vian, Mélina Mercouri ;
- Avenue des moulins près de la station de tramway « Hôtel Département » ;
- A l'intersection des Avenues Massena et Lodève, à proximité immédiate de la station de tramway « Jules Guesde » ;
- A l'entrée du Parc Montcalm, rue des chasseurs ;
- A l'intersection de la Rue de Bugarel et du Boulevard Paul Valéry ;
- A proximité immédiate de la station de tramway « Villeneuve d'Angoulême » ;
- A proximité immédiate de la station de tramway « Avenue du Mondial 98 » ;
- A l'intersection de l'Avenue Nina Simone et de la Rue du Mas Rouge ;
- A l'intersection de la Rue le Titien et de la Rue Eric Tabarly ;
- Voie Domitienne, à proximité immédiate de la cité universitaire ;
- Rue Saint Vincent de Paul, à proximité de l'arrêt de bus « Marie Caizergues » ;
- A l'intersection route Mende et rue de l'Aiguelongue ;
- Route de Mende, à proximité immédiate du Lycée Frédéric Bazille.

Il sera, en outre, mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques) et sur le site internet de la Ville de Montpellier (www.montpellier.fr) quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Mairie de Montpellier, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 12 : Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

ARTICLE 13 : A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n°14 du PLU de Montpellier, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation.

ARTICLE 14 : M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, M. le Maire de Montpellier et M. le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 30 sept. 2021

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 30/09/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-171286-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30/09/21

Réception en Préfecture : 30/09/21

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE IV
ARRETES INDIVIDUELS

PARTIE IV - SOMMAIRE
ARRETES INDIVIDUELS DU PRESIDENT
AOUT ET SEPTEMBRE 2021

N°ARRETE	TITRE	PAGE
MAI2021-0092	Arrêté d'alignement individuel relatif aux voies publiques Rue Marie DURAND, Rue André MALRAUX, et Avenue Alphonse JUIN - Commune de MONTPELLIER.	501
MAI2021-0112	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement SNCF TGV (vidange) dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2021 à 2026	503
MAI2021-0114	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement UNION MUTUALISTE PROPARGA dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2021 à 2026	511
MAI2021-0118	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement WAPY dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2021 à 2026	519



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté d'alignement individuel relatif aux
voies publiques Rue Marie DURAND, Rue
André MALRAUX, et Avenue Alphonse
JUIN - Commune de MONTPELLIER.**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L112-1 à L112-8 et L141-3,
- VU le Code général de la propriété des personnes publiques,
- VU le Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants,
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine « Voirie et Espace public » ;
- VU la volonté de constater la limite de la voie publique nommée rue Marie Durand (en partie cadastrée CR 381), rue André Malraux (en partie cadastrée CR 380) et avenue Alphonse Juin au droit de la propriété riveraine et de procéder à la délimitation entre la propriété publique métropolitaine relevant de la domanialité publique routière sis rue Marie Durand (en partie cadastrée CR 381), rue André Malraux (en partie cadastrée CR 380) et avenue Alphonse Juin et les parcelles cadastrées CR n° 304, CR n° 377, CR n° 378, CR n° 379,
- VU le plan et le procès-verbal concourant à la délimitation de la propriété des personnes publiques dressé par Monsieur Jack RICHARD, Géomètre-Expert, en date du 8 juillet 2021, annexés au présent arrêté conforme à la doctrine de l'Ordre des géomètres experts (Conseil Supérieur 24 janvier 2017),

ARRETE

Article 1 : Les limites de propriété sont fixées suivant la ligne de 1-2-3-4 et 5-6-7-8-9-10.

Nature des limites :

- Entre les points 1 et 4, la limite est fixée selon l'alignement desdits points.
- Entre les points 5 et 10, la limite est fixée selon l'alignement desdits points.

Le plan intégré au procès-verbal susvisé permet de repérer sans ambiguïté la position des limites et des sommets.

Article 2 : La présente opération de délimitation a pour objet de fournir à la personne publique les éléments pour lui permettre :

- D'une part, de fixer de manière certaine les limites de propriété séparatives communes et (ou) les points de limites communs,
- D'autre part, de constater la limite de fait correspondant à l'assiette de l'ouvrage routier, y compris ses annexes s'il y a lieu, entre les voiries métropolitaines nommées rue Marie Durand (en partie cadastrée CR 381), rue André Malraux (en partie cadastrée CR 380) et avenue Alphonse Juin sises à Montpellier, et les propriétés riveraines cadastrées CR 304, CR 377, CR 378, CR 379.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié aux riverains concernés : les copropriétaires (Océanis) de la parcelle cadastrée CR 304, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole propriétaire des parcelles cadastrées CR 377 – CR 378 et CR 379 ainsi qu'à Monsieur Jack RICHARD, Géomètre-Expert.

Article 4 : Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Montpellier, le 15 sept. 2021

Monsieur le Vice-Président

Signé.

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 16/09/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-163912-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16/09/21

Réception en Préfecture : 16/09/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan alignement.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise du Service Public

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Etablissement
SNCF TGV (vidange) dans le système de
collecte et de traitement de Montpellier
Méditerranée Métropole aux conditions
décrites dans le présent arrêté pour les
années 2021 à 2026**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- Vu le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- Vu le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- Vu le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- Vu la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;

- Vu l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- Vu la délibération relative à l'élection de Mr Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Mr René REVOL dans le domaine de la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement ;
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement SNCF TGV (vidange),

- dont la raison sociale est SNCF Etablissement de Maintenance du Matériel Languedoc Roussillon
- dont le siège social est situé au 72 avenue du président Wilson à Béziers 34500,
- représenté par Monsieur BOURDON Alain, en qualité de Directeur de l'Etablissement,

L'Etablissement SNCF TGV (vidange),

- est situé au 56 avenue du Marché Gare à Montpellier
- est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : OL 76, OL 28 et OO 39, ci-après désigné « l'Etablissement »
- est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Maintenance et nettoyage de matériels ferroviaires, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé 56 avenue du Marché Gare à Montpellier.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Vidange et remplissage des sanitaires et autres réservoirs des véhicules
- Mise en propreté générale intérieure

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 552 049 447 72 518
- Code NAF : 4910 Z

L'Etablissement SNCF TGV (vidange) n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et il n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Mickaël DELAFOSSÉ, ou son Vice-Président délégué dans le domaine de la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétent en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Olivier SARLAT, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,

- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement SNCF TGV (vidange) doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement SNCF TGV (vidange), dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement SNCF TGV (vidange) désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement SNCF TGV (vidange) devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement SNCF TGV (vidange) et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement SNCF TGV (vidange) s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement SNCF TGV (vidange), Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un

procès verbal mettra en demeure l'Etablissement SNCF TGV (vidange) de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement SNCF TGV (vidange) sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Montpellier, le 10 sept. 2021

Monsieur le Vice-Président

Signé.

René REVOL

Publiée le : 13/09/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-168848-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/09/21

Réception en Préfecture : 13/09/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AAD SNCF TGV 2021-2026 annexe

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise du Service Public

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Etablissement
UNION MUTUALISTE PROPARGA dans
le système de collecte et de traitement de
Montpellier Méditerranée Métropole aux
conditions décrites dans le présent arrêté
pour les années 2021 à 2026**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- Vu le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- Vu le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- Vu le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;

- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération relative à l'élection de Mr Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- **Vu** l'arrêté portant délégation de fonction à Mr René REVOL dans le domaine de la gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement ;
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement UNION MUTUALISTE PROPARA,

- dont le siège social est situé au 263 rue du Caducée, Parc Euromédecine, à Montpellier 34090,
- représenté par Jérôme COMBESURE, en qualité de Directeur délégué,

L'Etablissement UNION MUTUALISTE PROPARA,

- est situé 263 rue du Caducée, Parc Euromédecine, à Montpellier 34090,
- est implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : TB 11, 13, 22, 24 ci-après désigné « l'Etablissement »
- est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Etablissement de santé, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé 263 rue du Caducée, Parc Euromédecine, à Montpellier 34090.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Sanitaire (SSR) (Centre de rééducation fonctionnelle)
- Médico-social (MAS)

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 479 343 584 00013
- Code NAF ou APE : 6512 Z

L'Etablissement UNION MUTUALISTE PROPARA n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et il n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Mickaël DELAFOSSE, ou son Vice-Président délégué dans le domaine de la gestion raisonnée, écologique

et solidaire de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétent en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Olivier SARLAT, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement UNION MUTUALISTE PROPARGA doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement UNION MUTUALISTE PROPARGA, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement UNION MUTUALISTE PROPARGA désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement UNION MUTUALISTE PROPARGA devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement UNION MUTUALISTE PROPARGA et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement UNION MUTUALISTE PROPARGA s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement UNION MUTUALISTE PROPARGA, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement UNION MUTUALISTE PROPARGA de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement UNION MUTUALISTE PROPARGA sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Montpellier, le 10 sept. 2021

Monsieur le Vice-Président

Signé.

René REVOL

Publiée le : 13/09/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-169793-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/09/21

Réception en Préfecture : 13/09/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AAD PROPARA 2021-2016 annexe

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise du Service Public

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Etablissement
WAPY dans le système de collecte et de
traitement de Montpellier Méditerranée
Métropole aux conditions décrites dans le
présent arrêté pour les années 2021 à 2026

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;

- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération n° M2020-94 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Mr Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- **Vu** l'arrêté MAR2020-0296 du 6 août 2020 portant délégation de fonction à Mr René REVOL dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement WAPY,

- dont le siège social est situé au 570 Route de Nîmes, Le Crés 34920,
- représenté Monsieur CHALEYSSIN Pierre-Yves, en qualité de Gérant,

L'Etablissement WAPY,

- est situé au 570 Route de Nîmes, Le Crés 34920,
- est implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : BC 67, ci-après désigné « l'Etablissement »
- est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Centre de lavage de Véhicules Légers, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé route de Nîmes au Crés.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Pistes de lavages couvertes (x6),
- Local technique.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 792 153 298 00015
- Code NAF ou APE : 4520 A

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Mickaël DELAFOSSE, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétent en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Olivier SARLAT, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement WAPY doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement WAPY, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement WAPY désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du concessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le concessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte de changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du concessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement WAPY devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement WAPY et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement WAPY s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement WAPY, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement WAPY de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais

de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement WAPY sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Montpellier, le 10 sept. 2021

Monsieur le Vice-Président

Signé.

René REVOL

Publiée le : 13/09/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-170230-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 13/09/21

Réception en Préfecture : 13/09/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AAD WAPY 2021-2026 annexe

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.